

11^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION RURALE

Écouter les discordances, trouver le bon tempo

Pour la onzième année consécutive, Marciac et son festival nous accueillent dans un cadre unique, contribuant à faire de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale un lieu d'élaboration de la réflexion, de mise en perspective des problématiques actuelles et de rencontres entre tous les acteurs de la société.

Comment accorder les temps ? Le sujet qui nous anime cette année est en lui-même un clin d'œil au Jazz. Il se déduit aussi des débats que nous avons menés l'année précédente et dont le « destin » constituait le mot-clé, un destin dont les agriculteurs tout particulièrement se sentent dépossédés ; nous avons entendu sous ces platanes des signaux et des expressions répétées sur l'importance grandissante du temps qui passe et des urgences, des fluctuations de l'histoire et d'un avenir incertain.

Dans cette sensibilisation aux différentes temporalités qui parfois s'entrechoquent – celles des hommes et des entreprises, des saisons et des marchés, je retiens tout particulièrement les messages de Bertrand Vis-sac. C'était le 5 août 2004. Il nous quittait brutalement quatre semaines après et je veux lui dédier personnellement cette onzième Université d'Été. « N'oubliez pas le temps des générations humaines et celui des générations animales qui leur sont liées », disait-il.

Durant ces deux jours et demi, notre réflexion collective se construit principalement entre nous au sein des cercles d'échanges. Nous sommes aidés dans notre progression par les ponctuations des expertises et des regards extérieurs, jusqu'aux latitudes lointaines de l'Afrique et du Brésil – Brésil dont la France et Jazz In Marciac fêtent l'année. Nous écouterons tout particulièrement l'analyse de notre invitée, Edith Heurgon, qui conjugue la prospective au présent, et concluons avec Armand Frémont, découvrant, à travers lui, la pertinence de la géographie pour déchiffrer l'histoire. Deux phases organisent ainsi notre progression. À l'épreuve des temps, quelles sont les discordances entre le monde agricole et rural et le reste de la société ? Puis, comment synchroniser nos tempos pour retrouver une capacité d'agir et concevoir des futurs souhaitables ? Je suis convaincu que les spécificités du temps de l'agriculture nous ouvrent des voies pour une meilleure compréhension des temps de la société tout entière, et que le lien du monde rural au territoire, lien dont chacun de nous a encore le sentiment intime, favorise le temps collectif de l'agir ensemble.



Jean-Claude Flamant
Directeur de la Mission
d'Animation des
Agrobiosciences

Les actes de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale sont conçus, rédigés et édités par la Mission d'Animation des Agrobiosciences. **Directeur** : Jean-Claude Flamant. **Directeur de la publication** : Jean-Marie Guilloux. **Rédaction** : Sylvie Berthier, Valérie Péan. **Photographies** : Philippe Assalit et Stéphane Saint-Martin. **Mise en page et photogravure** : Nuances du Sud. **Imprimeur** : Parchemins du Midi. ISSN 1637-5319. Mission d'Animation des Agrobiosciences : ENFA, BP 72638, 31321 Castanet-Tolosan Cedex. Tél. : 05 62 88 14 50 - Fax : 05 62 88 14 51 - www.agrobiosciences.org

À L'ÉPREUVE DES TEMPS

LES GROUPES DE RÉFLEXION

***Nous sommes pris en tenaille
entre le passé et l'avenir...***

Restitution de Christophe Capdecombe

P5

***D'heures en heurts***

Restitution de Bernard Wiss

P6

RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

***Entre villes et campagnes,
quelle conjugaison des temps ?***

P7



LECTURE DES ÉCHANGES

***Le temps ne nous mènerait-il
plus à rien ?***

Par André Vitalis

P10

***Accélérer le pas,
c'est courir à la catastrophe***

Par Frédérick Lemarchand

P12

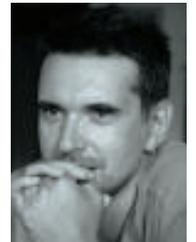


TABLE RONDE

***Ce temps qui coûte :
le point de vue des économistes****L'agriculture paysanne est née à Chicago*

Par Gilles Allaire

P14

Quel « intérêt » pour les événements futurs ?

Par Émmanuelle Auriol

La décision : une tension entre le présent et le futur

Par Bertil Sylvander



INTERVENTION

***Ces rythmes différents
qui font « mauvais ménage »***

Par Jacques Rémy

P18

CONFÉRENCE

***La prospective du présent
pour comprendre le mouvement
de la société***

Par Edith Heurgon

P21



DÉBAT

***La manière dont va le monde
n'est pas durable***

P30



EN VUE D'AGIR

RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES



Prendre le temps du collectif

P33

DÉBAT

**Du temps où tout était réglé
comme une horloge,
mon imaginaire ne pouvait
rien produire**

P36



LECTURE DES ÉCHANGES

Les médias, ces machines présentistes

P37

Par André Vitalis

Nous sommes passés du projet au processus

P38

Par Frédérick Lemarchand



INTERVENTION

**Je crois profondément
que l'espace rural est le lieu
d'une nouvelle modernité**

P39

Par Jean-François Poncet

TÉMOIGNAGES

**Au-delà des frontières,
des temps partagés**

P40

**Au Brésil, les urgences posées par le modèle économique
l'emportent sur le temps requis pour faire face aux inégalités**

Par Renato Maluf

Afrique : la discordance des temps

Par Bernard Charlery



DÉBAT

**Des retards et des écarts
qui peuvent signifier la mort**

P45

GRAND TÉMOIN

**Le temps fait le territoire
et le territoire fait le temps**

P46

Par Armand Frémont



LA CONVERSATION
DU VENDREDI

Convoquer les diables

P48





À L'ÉPREUVE DES TEMPS

Une journée entière sous les arbres à parler du temps, celui qui nous manque et celui qui nous est compté, celui des autres quand il entre en discordance, celui de la nature quand le marché tourne à contre-saison... Des lignes de rupture et des faux rythmes qui divisent ou rapprochent urbains et ruraux, agriculteurs et salariés. Des heurts et des valse à trois temps qui impriment leur tempo à l'individu, la famille, l'exploitation,

À travers les restitutions des groupes de réflexion et des cercles d'échanges, puis des va-et-vient entre les moments de débat et les éclairages des conférenciers, cette première étape de l'Université d'Été avait pour but de mettre à jour les perceptions de chacun sur cette ressource rare qu'est le temps, pour dégager les éventuelles spécificités du monde agricole et rural. Sans impatience ni diktat de l'urgence.

LES GROUPES DE RÉFLEXION

« *Nous sommes pris en tenaille entre le passé avec son lot d'inerties et l'avenir avec son lot d'incertitudes* »

Restitution de Christophe Capdecorme, agriculteur et maire, pour le groupe local de réflexion de Marciac, animé par Gilles de Mirbeck.

Qu'est-ce qui fait que les temps changent ? Les progrès techniques liés à la modernisation de l'agriculture depuis les années 50 auraient pu permettre un allègement du travail et une meilleure maîtrise du temps. Mais les politiques agricoles ont favorisé un certain type d'exploitation, parfois au détriment d'autres initiatives et de l'autonomie d'entreprendre. Ce qui a pu générer par endroits un certain immobilisme, dû à l'attentisme des institutions et à l'incapacité d'agir sur le marché. S'y ajoute la nécessité de rentabiliser l'investissement qui a amené la majorité des agriculteurs à augmenter leur productivité et donc à travailler plus : « Avec un gros tracteur, ce n'est pas 20 ha que je dois travailler, mais 100 ». Du coup, nous ne faisons plus que gérer, sans vision stratégique claire : nous n'avons plus le temps de prendre des décisions ou d'opérer des arbitrages. Nous avons seulement l'impression d'agir parce que nous sommes plongés dans les procédures. Et pourtant... ne sont actuellement agriculteurs que ceux qui ont été capables d'évoluer, notamment grâce à la formation.

Autre facteur majeur de la transformation des temps de vie, l'évolution de la structure familiale : les femmes d'agriculteurs ne travaillent plus sur l'exploitation. Deux chiffres pour l'illustrer : il y a 20 ans, 30 % des femmes travaillaient à l'extérieur. Aujourd'hui, elles sont 75 %. Ce phénomène qui traduit une nécessité économique a des répercussions directes sur nos rythmes : les comportements alimentaires changent, les temps passés à cuisiner diminuent, le pourcentage de repas pris en dehors de la maison ne fait qu'augmenter. De même, le travail extérieur de l'un des conjoints impose une synchronisation des emplois du temps pour éviter d'introduire des « facteurs de distorsion », ainsi qu'une meilleure maîtrise du temps de travail pour libérer des heures consacrées aux loisirs et à la vie familiale.

Car n'oublions pas que l'agriculture reste un métier contraignant, avec son lot d'inerties. Les agriculteurs

travaillent beaucoup ; ont-ils la possibilité ou la volonté de faire autre chose ou se contentent-ils de faire comme les anciens ? « Nous sommes victimes de la tradition », dit l'un d'entre nous. Et un autre d'ajouter : « Aujourd'hui, un agriculteur gère une entreprise et comme tout chef d'entreprise, s'il ne gagne pas d'argent, il peut fermer. Sauf qu'un patrimoine lui a été transmis et qu'il espère pouvoir le transmettre à son tour à ses enfants. Du coup, il a parfois la volonté de chercher ailleurs la plus-value, ce qui est difficile. Mais il est encore plus ardu de quitter l'agriculture ».

Il voulait faire le malin sur son tracteur neuf. En raison du poids de la tradition, et sous le regard lourd des « anciens », les agriculteurs seraient-ils moins ouverts à l'évolution ? Est-ce pour cela que l'innovation vient parfois de l'extérieur ? Pourtant, des agriculteurs d'ici savent aussi briser les chaînes et être innovants, comme c'est le cas avec le travail simplifié du sol et de nouvelles pratiques culturales. À l'inverse, celui qui fait faillite a été longtemps sujet de moqueries – « Il voulait faire le malin sur son tracteur neuf ! » – ce qui génère une grande culpabilité pour ceux qui ne s'en sortent pas, même si, aujourd'hui, nous devenons plus respectueux dans la mesure où nous sommes tous sur le fil du rasoir... Autrefois, « Tu travaillais, tu gagnais ». Pour la génération actuelle, le travail à fournir est plus important sans que le revenu s'accroisse en conséquence. Ce qui pose une fois de plus la question de la rémunération : dans l'agriculture, quand il y a un travail à faire, on ne compte pas son temps.

Cela dit, de nouvelles formes d'organisation surgissent. Avec les Gaec et les Earl, les agriculteurs s'organisent pour déléguer, mieux gérer des temps partagés, tout en essayant de respecter les rythmes naturels. C'est le cas, dans la région, du groupement d'employeurs « Quatre Saisons¹ ». Des progrès au niveau technologique et organisationnel auxquels s'ajoute une meilleure approche des animaux, contribuant à un allègement de la charge de travail. Ainsi, certains éleveurs ne font plus qu'une seule traite par jour et la supprime même le dimanche. Cette manière de se libérer des contraintes du temps et du climat n'est pas la seule.

D'autres ont choisi la voie de l'industrialisation, notamment avec le hors-sol, pour supprimer une partie des risques et obtenir une meilleure rémunération, sous réserve de ne pas trop dépendre du marché. Cette industrialisation peut consister d'ailleurs en une simple rationalisation et déboucher sur une production de qualité, à l'instar de l'entreprise locale de foies gras Montfort.

Reste qu'avoir du temps libre, c'est bien, mais comment le remplir ? Cette question peut parfois être angoissante. Il n'est pas si facile de trouver son rythme

1 - Le Groupement Local d'Employeurs « Quatre Saisons » a été créé en 1994 à l'initiative de coopératives agricoles : Vivadour, Plaimont, Avigers.
Contact :
Route de Nogaro,
32460 Le Houga.
Tél. : 05 62 08 95 50

et d'arriver à « prendre du bon temps ». Sans oublier les responsabilités syndicales, associatives ou militantes, dévoreuses de temps et, semble-t-il, de moins en moins prisées par les agriculteurs : cela « donne du grain au moulin stress », comme l'a dit l'un d'entre nous. Et pourtant, là encore, c'est dans l'agriculture que ce type de réseaux a le mieux fonctionné. Est-ce la fin de ce bénévolat ? Pas forcément. Car certains types d'agriculteurs, comme les céréaliers, connaissent des périodes d'inactivité importante, de trois à quatre mois par an : c'est le temps des réunions, des conseils d'administration, de la réflexion.

La valse, le métronome et la tenaille. Comment imaginer le futur ? Les agriculteurs seront-ils capables de « planter aujourd'hui les sapins qui feront les mâts des navires dans cent ans » pour reprendre l'expression utilisée par Vauban ? Et surtout, les changements en agriculture ne sont-ils envisageables que sur du long terme ? Pour nous, le moyen terme est de six ans : la Pac est calée sur cet horizon. Dans ce cadre, la pluri-annualité constitue une avancée : nous avons besoin de cet élément de souplesse, dans la mesure où le marché fonctionne sur un rythme annuel. C'est le paradoxe actuel : nous sommes embarqués dans une valse à trois temps.

Car pour nous, malgré tout, les saisons restent le métronome naturel de l'activité agricole, avec un temps météorologique qui demeure subi – notamment pour les ressources en eau – malgré les progrès scientifiques et notre rêve de domination qu'illustrent les procès intentés à Météo France. Ainsi, quel avenir pour le maïs, dont la culture en une trentaine d'années a conquis la majorité des terres irrigables ? Va-t-on revenir à des cultures d'hiver et diversifiées ? Alors même que le temps, c'est la gestion stratégique de l'avenir, nous en sommes dépossédés : d'autres maîtrisent nos lendemains à notre place.

Pour conclure, un paradoxe et une métaphore. Le paradoxe d'abord : alors qu'autrefois, il fallait des générations pour que les choses changent, « aujourd'hui, si tu fais un projet, il faudrait qu'il soit fini avant même d'être commencé ». Or les agriculteurs se sont calés sur cette accélération du rythme, mais cette adaptation est souvent masquée par une image passiviste qui cherche à freiner cet emballement constant.

Quant à la métaphore, je dirais que si les agriculteurs ont un point commun alors même qu'ils ne partagent pas les mêmes temps de travail selon leur activité, c'est le sentiment d'être pris dans une tenaille dont les deux mâchoires sont le passé avec les inerties qu'il induit et l'avenir avec son lot d'incertitudes. C'est seulement la réalité du présent qui les différencie. ■

D'heures en heurts

Restitution de Bernard Wiss, (directeur de la communication du groupe Vivadour) des échanges menés par des responsables d'organismes économiques agricoles.

Les différentes définitions du temps – météorologique, physique, historique – que propose la langue française se reflètent tout au long des réflexions que nous avons menées.

Tout d'abord un constat. Nous disons souvent que nous manquons de temps, que nous n'en avons pas assez. Ce sentiment récurrent rythme notre vie et trouve son origine dans nos façons de travailler et de gérer notre quotidien. Ainsi applique-t-on de plus en plus la notion de productivité au temps, nous contraignant à réaliser plusieurs missions ou tâches simultanément. Les nouvelles technologies nous y aident, bien sûr, mais pour peu que l'on « décroche », nous sommes vite déconnectés, déphasés, comme si nous avions perdu toute maîtrise de notre temps. Pour l'entreprise agricole, cela signifie que si elle fonctionne au même rythme qu'il y a trente ans, on considère qu'elle est en fin de vie. Prendre le temps, c'est contraire à l'impératif de productivité du monde économique.

Cette accélération est ressentie peut-être plus durement par les jeunes générations. Les plus anciennes ont, elles, le souvenir qu'elles avaient répondu à l'attente de productivité par la mécanisation, mais ce gain de temps là était mesurable. Aujourd'hui, pour gagner du temps, il ne s'agit plus de progresser linéairement, en passant d'un outil à un autre, mais de réorganiser tout son temps et son lieu de travail. Les économies de temps ainsi réalisées ne sont plus palpables, mais comme virtuelles, trop difficiles à quantifier dans la nouvelle répartition des tâches, entre le bureau et les champs. D'autant que les jeunes agriculteurs aspirent à une autre utilisation de leur temps de vie. Ils privilégient un équilibre : plus question de travailler tous les jours et toute l'année, avec une compagne qui s'occuperait de la maison et des enfants. Aujourd'hui, ils veulent se consacrer plus à la vie familiale et, pour y parvenir, doivent redéfinir les priorités dans l'organisation de leur travail.

L'omniprésence de la contrainte temporelle dans notre vie quotidienne génère donc certes des inconvénients mais aussi des avantages : une meilleure productivité horaire, une gestion plus fine des activités, des temps libres à utiliser à notre convenance. Bref, un choix plus large.

En contre-partie, le stress généré par cette course contre la montre nous conduit à rechercher un style de vie plus simple en famille et, souvent, à délaisser des engagements dans la vie sociale, ce qui conduit à une individualisation.

RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

« *Entre villes et campagnes, quelle conjugaison des temps ?* »

Des chaises placées en rond à l'extérieur du chapiteau, un animateur et un rapporteur par cercle, des participants qui, quelle que soit leur fonction, prennent place pour une heure et demie de réflexion collective... Les cercles d'échanges, dont le principe est né il y a trois ans, ne démentent pas leur intérêt. Télescopages des expériences, regards croisés sur les points de vue et les représentations des agriculteurs, des ruraux et des citadins, allers-retours entre apports théoriques et remarques spontanées... Non seulement il y a là un cheminement vers une « intelligence collective », mais ces petits groupes, constitués pour deux jours, favorisent aussi la prise de parole de chacun : on se découvre, on apprend à se connaître et même les plus timides finissent par oser prendre part à la conversation. Comme en toute intimité.

Pour ce premier jour, les huit cercles d'échanges devaient débroussailler un « état des lieux » des différents temps dans lesquels vivent les agriculteurs et définir les manières dont ces temps se conjuguent ou non avec le reste de la société. Les restitutions qui ont suivi ce travail de réflexion sont autant de facettes d'une même problématique, avec des points de consensus, des divergences de vues et des singularités en fonction de la composition de chaque cercle.

De même, la rapidité croissante qu'exigent les processus de décision suscite beaucoup d'inconfort pour toute personne amenée à trancher ou à prendre une option. D'autant que ce règne de l'urgence adossé à la productivité favorise la notion de risque. Les éleveurs ont beaucoup plus de mal à s'absenter qu'autrefois car ils ont le sentiment que les conséquences peuvent être désastreuses en cas d'incident. Même chose pour les risques climatiques encourus : aujourd'hui, quand on fait les foins, c'est sur 10 hectares. Alors qu'autrefois, on les faisait sur deux hectares, mais plus souvent, ce qui diluait le risque.

Et tout cela pour quelle efficacité du temps passé ? Certaines entreprises calculent désormais le coût de revient d'une réunion, y compris en intégrant des choses difficilement quantifiables telles que le contact humain plutôt que le simple échange téléphonique !

La dernière remarque concerne la commercialisation et porte sur l'influence du temps sur le marketing et l'écoulement des produits agricoles de qualité. Tout le monde sait que nous consacrons beaucoup moins de temps qu'avant à la préparation culinaire et aux repas. Selon nous, ce temps compressé ne permet pas d'apprécier à leur juste valeur un bon poulet ou un bon vin. À nous de repérer quelle est aujourd'hui la disponibilité du consommateur pour lui proposer nos produits de qualité et, dans ce sens, d'engager des réflexions dans nos services commerciaux. ■

CERCLE 1

Rapporteur : Ana Soeiro, Ministère de l'Agriculture du Portugal

Une unité de lieu où se confondent les temps

J'ai été frappée par la place que vous accordez à la dimension historique ainsi qu'au temps long des investissements qui nécessite, de la part des agriculteurs, une projection dans le futur. De même, vous insistez beaucoup sur le besoin d'explication et de communication de la gestion agricole du temps vis à vis des urbains.

J'ai également noté l'importance de la perméabilité des temps du travail et de la vie familiale, ou de la vie active et de la retraite, durant laquelle un agriculteur continue de travailler dans l'exploitation. D'un côté, il me semble que cela freine l'innovation. D'un autre, cette souplesse maintient un lien entre les générations pour que circule la mémoire historique des tâches et des pratiques. À tel

point que lorsque ce retraité cesse toute activité, c'est ce qu'il accomplissait qui disparaît aussi.

Ainsi, le monde agricole connaît là une différence fondamentale par rapport au monde urbain et industriel où les différents moments d'une journée ou d'une année sont clairement distincts et même comptabilisés – ne serait-ce qu'à travers les « 35 heures ». A la campagne, en une unité de lieu, tous les temps s'enchevêtrent : celui des loisirs et du travail, le temps domestique et le temps passé à l'extérieur, le temps privé et le temps professionnel.

CERCLE 2

Rapporteur : **Omar Bessaoud**, chercheur à l'Institut Agronomique de Montpellier.

La dépossession et l'irréductible intimité

Comment mesurons-nous le temps ? Il y a eu d'abord le sablier, puis le cadran solaire et aujourd'hui, la montre. Ce dernier instrument, qui est mécanique, égrène désormais le temps à la seconde près et entraîne l'agriculteur à contrôler s'il est « dans les temps », en avance ou en retard. C'est bien ce que nous avons évoqué : une irruption des changements et des mutations qui a généré pour l'agriculteur un gain indéniable de productivité et de maîtrise du temps, mais aussi un processus de dépossession de son temps, de ses produits, de son activité, parfois même de son territoire : autant de domaines contraints et imposés par d'autres acteurs.

Durant ces années de modernisation et de mutation, l'agriculteur a presque été en avance, s'adaptant au rythme de la société et des marchés. Avec ce prix à payer : la perte de liberté. Nous avons néanmoins conclu sur une note d'optimisme : dans le métier d'agriculteur, il reste quelques pans irréductibles, dont le principal semble être la passion. La méconnaissance qu'a la société des différentes facettes de ce métier préserve ce dernier, qui demeure une sorte de propriété intérieure. Même dépossédé de son temps, de son exploitation et de son territoire, l'agriculteur conserve une façon de vivre sa culture, une intimité où peut se nicher un espoir fou, disait un agriculteur : celui de vivre heureux en famille et de respecter la nature. Cet espoir sur une projection dans un espace-temps nous donne une marge de manœuvre et des possibilités de maîtrise, a-t-il conclu.

CERCLE 3

Rapporteur : **Bernard Brunet**, membre du Comité Economique et Social Régional.

Il est 16 heures au soleil...

Les représentations que nous nous faisons du temps ne sont pas les mêmes entre un agriculteur et un urbain, entre un éleveur et un céréalier, entre le moment où l'on s'inscrit dans le temps instantané de la production ou à l'échelle de la pérennité et de la transmission de l'exploitation. Plus, nous avons du mal à situer et nommer certaines séquences de temps. Ainsi, pour nous tous qui sommes ici à Marciac, est-ce un temps de travail, un temps de loisirs, un temps social ? Selon la réponse, la manière dont chacun d'entre nous rendra compte de ce moment aura une valeur différente.

Dans le fil de la relativité, nous avons ensuite réfléchi en termes de similitude et de différence. Car il apparaît que d'autres métiers ou secteurs connaissent des contraintes semblables, liées à la saisonnalité – par exemple le tourisme – à la nature, au marché, ou à l'amortissement de l'outil de production. En fait, la singularité des agriculteurs réside plutôt dans l'addition de toutes ces contraintes temporelles ainsi que dans un élément fédérateur qui les conjugue toutes : le temps biologique, celui du rapport au vivant, à la plante qui pousse, à l'animal que l'on élève. Malgré la mécanisation, le temps industriel n'a pas encore réussi à réduire cette dimension.

De même, nous avons abordé la notion de représentation du temps : comment je me représente le temps de l'autre ? Quelle image le consommateur a-t-il du temps de la production et inversement quelle image a le producteur du temps de la dégustation de son produit ? Enfin, nous avons conclu que l'agriculteur est, peut-être plus que d'autres acteurs de la société, contraint par le temps des autres. Ne serait-ce que dans sa filière où, dans les organisations coopératives, lorsque le salaire s'arrête à 18 h avec le sentiment du devoir accompli, pour l'agriculteur, il n'est que 16 h au soleil et beaucoup de tâches ne font alors que commencer.

CERCLE 4

Rapporteur : **Joseph Bonnemaire**, chercheur Inra.

Un temps sans histoire

Si le temps des agriculteurs n'est pas si différent des autres du fait de l'inscription de l'agriculture dans le marché, il reste une spécificité du temps rural. Car même si celui-ci connaît un processus de normalisation des comportements, la question du temps de travail n'est pas aussi tranchée que dans l'univers citadin où il se distingue nettement du temps privé. Au-delà de

cette première vision linéaire du temps, nous avons également insisté sur le temps collectif : celui sur lequel s'est construit le monde agricole, celui qu'il faut retrouver pour déplacer les jalons, recréer des espaces de projets, réveiller l'univers symbolique et la créativité, construire des valeurs. À l'inverse, nous avons pointé le poids grandissant de la normalisation des temps sous le regard de la morale. Celle-ci fait en effet pression pour que tout temps soit utile et rempli, sous l'influence du modèle socio-économique actuel. Par horreur du vide, même le temps dit libre doit trouver une justification utilitaire, ce qui semble antinomique avec la créativité.

C'est oublier tout un pan du temps, qui n'est pas seulement l'objet d'une quantification, d'une mesure, d'un objectif concret : c'est le temps vécu où l'on pense, on imagine, on réfléchit.

Or les agriculteurs sont amenés à agir au sein d'un système fortement contraignant qu'ils ne sont plus en mesure de penser et qui les dépasse.

Il y a ensuite le temps de l'économie, des techniques et de la science, pour lequel les agriculteurs sont formés, mais qui est souvent un temps sans histoire, un temps de l'instantané. Les sciences, le marché, les techniques vivent peu avec leur histoire ; cela pose problème. D'ailleurs, personne n'a parlé de mémoire dans notre groupe.

CERCLE 5

Rapporteur : **Matthieu Calame**, ingénieur agronome, Fondation Charles-Léopold Mayer.

La banalisation du temps de l'adaptation

En tentant d'éviter les généralisations, nous avons retenu plusieurs points. Le premier concerne le temps social, placé sous le régime de l'effort produit par les agriculteurs pour être en concordance de temps : avec le conjoint pour s'accorder sur les dates de vacances ou les horaires des enfants, avec les voisins et avec les collègues. Or, dès lors que l'on est inscrit dans une production spécifique qui n'est pas partagée par les autres, il devient très difficile, au sein d'un même bassin, de partager les charges de travail.

Le deuxième point porte sur le temps intergénérationnel, à travers la transmission d'un patrimoine ou du métier, mais qui, par l'introduction nouvelle du salariat, se substitue à la main d'œuvre familiale. Une modification économique qui nous a conduit à rappeler combien l'agriculture a toujours su s'adapter aux évolutions, ce qui est le propre du temps économique. Reste que cet impératif de l'adaptation pèse de plus en plus lourd. Par ailleurs, nous avons, nous aussi, abordé le rapport

au temps des autres. À ceci près : en tant qu'agriculteur, ce n'est pas forcément aux salariés des « 35 heures » qu'il faut se comparer, mais plutôt aux PME. Dans ce cadre, le stress des agriculteurs, leur perte de lisibilité à long terme, l'impératif de l'adaptation... Tous ces éléments se banalisent, partagés qu'ils sont par la plupart des petites et moyennes structures industrielles.

Nous avons terminé, de manière symptomatique, par le temps de la nature, celui que depuis 20 ou 30 ans, nous tentons de concilier avec la contrainte économique avec plus ou moins de succès. C'est un temps d'ajustement.

CERCLE 7

Rapporteur : **Jean-Pierre Estrampes**, enseignant à l'École d'architecture de Montpellier.

Un temps à part, une mémoire aléatoire

Nous avons essentiellement évoqué le « temps à part » des agriculteurs. Une spécificité due au temps météorologique qui pèse sur le calendrier des productions – malgré les progrès techniques, les dates de récolte ne sont guère maîtrisables – mais aussi à la mémoire du monde paysan. Ce dernier est aujourd'hui perçu à travers un filtre, un miroir déformant qui gomme les cinquante dernières années de mutation. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la condition de l'agriculteur, qui représentait une grande partie de la population en Europe et en France, n'était pas très éloignée de ce que vit aujourd'hui le Tiers-Monde, avec notamment le problème de la faim qu'ont évoqué certains participants à propos de leurs parents à la fin de certains hivers.

Nous avons terminé sur deux visions possibles de la prospective du monde agricole : une approche pessimiste qui consiste à dire que notre civilisation actuelle est de manière irréversible happée par l'industrie. Et une vision plus optimiste, celle d'un monde agricole apte à essaimer ses savoir-faire non seulement en France mais aussi en direction de pays en voie de développement, intégrant une sensibilité écologique et, peut-être, une mémoire embellie du passé.

CERCLE 8

Rapporteur: **Gérard Maisse**, Président du centre Inra de Rennes.

La multifonctionnalité... du temps agricole.

Nous nous sommes d'abord interrogés sur le temps-durée. Une durée qui s'impose tout particulièrement à l'agriculteur du fait qu'il travaille sur du vivant, et que les urbains méconnaissent souvent. C'est d'ailleurs normal : la durée est vécue de façon spécifique par chacun de nous. Sauf que commencer à oublier cette part de subjectivité, c'est aboutir à la déshumanisation, ouvrir la porte à une barbarie économique. Ainsi, l'un d'entre nous a évoqué le développement des téléconférences qui, au nom d'un accès facilité aux échanges, nuit aux relations humaines.

Nous nous sommes ensuite intéressés à la séparation ou au contraire à la confusion des temps de travail et de repos. Un aspect qui sépare les agriculteurs des salariés des autres secteurs économiques. Mais qui divise aussi les agriculteurs entre eux, selon leur type d'exploitation.

Pour approfondir la notion du temps du travail, nous nous sommes questionnés sur la question de son évaluation économique. Pas si simple. La productivité est-elle liée à la terre, au travail, aux techniques, au capital? L'évaluation pose la question du choix des consommateurs et de leur consentement à payer, ainsi que celle de la multifonctionnalité du temps de l'agriculture, dont on attend des gains financiers mais aussi humains.

Enfin, nous avons, nous aussi, abordé le temps du reste de la société. Avec ce fait déjà évoqué : la perte de nos racines agricoles entraîne une perte de repères au niveau des calendriers de consommation d'un certain nombre de denrées. ■

LECTURE DES ÉCHANGES

Le temps ne nous mènerait-il plus à rien ?

Par **André Vitalis**¹, docteur en sciences politiques, directeur du Centre d'études des médias, Université de Bordeaux.

Je connais mal le monde agricole. C'est à partir de l'analyse des médias et des nouvelles technologies que je me suis intéressé aux problématiques du temps. Vous l'ignorez peut-être mais, actuellement, selon les statistiques, le temps consacré aux médias est plus important que le temps passé dans les lieux de travail. Ainsi, nous passons dix ans de notre vie devant un téléviseur! Une fois que vous avez fait ce constat, il faut en tirer les conséquences et nous n'avons pas encore mesuré tous les enjeux. L'agriculteur est bien entendu concerné, au même titre que les autres, par ce phénomène.

Comment évaluer, justement, le temps de l'agriculture? C'est là-dessus que portaient en partie vos échanges, parmi lesquels je repère trois éléments saillants, vus de ma position extérieure.

D'abord, le poids de l'économie. Il est central, présent dans tous les exposés et tous les témoignages, au cœur de la réflexion sur le temps. Ensuite, je relève à l'inverse un phénomène qui n'a pas été mentionné : c'est la diminution globale du temps de travail, qui libère d'autres moments. En 1900, les Français passaient la moitié de leur vie à travailler. Actuellement, cela ne représente plus que 15 %. Une baisse considérable. Enfin, à mes risques et périls, je présenterai ce qu'est la situation actuelle du temps dans nos sociétés

L'artificialisation des processus. Première considération : le point de vue de l'économie. Ce n'est pas nouveau. Lorsque les Européens sont arrivés en Amazonie, ils ont rencontré des Indiens qui passaient quatre heures par jour à cultiver leurs champs à l'aide de haches de pierre. Les Européens leur ont donné des haches de métal et ils n'ont plus passé que deux heures par jour à travailler leurs parcelles pour la même production. La logique économique avec sa course à la productivité n'était pas la logique de ces sociétés à la différence de la nôtre. Aujourd'hui avec le marché mondial, la course à la productivité a atteint un point paroxystique. Avec cette question : ne vit-on pas actuellement les limites d'une modernisation qui nous a sorti de la faim et de la pénibilité? La course à la productivité a changé le métier d'agriculteur – il passe à présent autant de temps dans son bureau que sur son tracteur – et aboutit à l'artificialisation des processus et à l'impératif de l'innovation permanente. En contre-champ, la société réclame de la qualité, de nouveaux réseaux de

1 - Co-auteur du livre Médias, temporalités et démocratie, éditions Apogée (2000) et du rapport Temporalités médiatiques et vies quotidiennes, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005.

proximité, comme pour revenir en arrière. Cette dialectique produit des processus extrêmement intéressants. Ainsi, ce matin, dans le cercle où j'étais, nous avons établi qu'il n'y avait pas une mais des agricultures. Et j'ajouterai : il y a des modèles dominants et des modèles dominés. Un autre type d'agriculture se pense en terme d'alternative, mais le modèle dominant est toujours tourné vers la productivité qui continue de guider la course.

Un temps libre... qui ne nous libère pas forcément.

Deuxième point, la diminution du temps de travail pose une question : que va-t-on faire du temps libre ? Va-t-il être un temps de la consommation ou un temps consacré à d'autres activités ? Selon moi, nous assistons actuellement à une désynchronisation des temps sociaux. Nous avons ainsi entendu que l'épouse de l'agriculteur ne travaille pas sur l'exploitation. Des ajustements s'effectuent constamment et les nouvelles technologies – les téléphones portables, les réseaux internet... – constituent à cet égard un apport considérable car elles permettent de gérer des temps de plus en plus discordants. Le dégagement de nouvelles plages de temps pourrait-il constituer un progrès considérable ? S'est-on désaliéné pour autant ? Est-ce facteur de liberté ? Je ne sais pas. Car on peut tout aussi bien s'ennuyer ou s'occuper à des choses qui ne sont pas plus intéressantes que le travail. Quelqu'un qui connaît bien le monde du travail du Gers nous disait ce matin que l'individualisme y fait des ravages et que, finalement, ce temps dégagé ne profitait pas à la réflexion collective.

Un passé muséifié, un avenir qui fait peur.

Troisième point : la notion de temps constitue un problème philosophique fondamental. Il nous concerne tous en tant qu'existant. Chacun vit le temps. Et nous pourrions donc passer beaucoup de « temps » à définir cette notion. Chaque société a un temps particulier. Ce n'est pas une constatation bouleversante. Mais on s'aperçoit aujourd'hui que nos sociétés traversent une crise du temps. Que s'est-il passé ? La définition du temps comporte trois éléments : le présent, le passé et le futur, que chaque société articule différemment.

Nous avons longtemps connu une conception téléologique (N.D.L.R. : finaliste) du temps : celui-ci amenait quelque part. Nous le devons d'ailleurs à la pensée juive qui a introduit l'idée du messie... Auparavant encore, nous connaissions une conception cyclique, celle de l'éternel retour. Mais revenons à la conception téléologique, qui a longtemps marqué nos sociétés. D'abord d'un point de vue métaphysique : l'être religieux est, en quelque sorte, tourné vers le passé. Il a déjà eu l'information essentielle : s'il est chrétien, il sait qu'il sera sauvé et que le messie est arrivé. On rencontre cette dimension dans le monde agricole. Je

songe à des tableaux comme l'Angelus de Jean-François Millet. C'est un temps assuré où la tradition, la mémoire, la transmission sont fondamentales et ce dans des sociétés religieuses.

Arrive le XVIII^e siècle. Celui-ci s'inscrit encore dans cette conception téléologique du temps qui « nous mène quelque part ». C'est un temps politique qui fait irruption, celui de la Révolution centré sur la recherche d'une société idéale.

Deux siècles après, nous voilà dans les années 1990. Depuis cette décennie, nous sommes dans ce que l'historien François Hartog appelle le « présentisme » : le présent avale tout. Il s'est autonomisé. Il n'est plus un lieu de passage. Le passé est là, certes, mais uniquement sous la forme d'un patrimoine ou comme objet d'exotisme, afin de rendre le présent plus intense. Quant à l'avenir, on en a peur. Se projeter vers le futur apparaît de plus en plus difficile. Songez d'ailleurs au fameux « principe de précaution ».

Quelles en sont les conséquences ? Différents diagnostics s'élaborent actuellement, dans les domaines de l'art ou de la religion. Il serait sans doute intéressant de mener cette analyse au niveau du monde agricole... Comment est-ce vécu ? Ce matin, ce poids du présent s'exprimait dans les propos. Quelqu'un disait : « Je passe mon temps à gérer, je ne prends plus de décision ». Nous sommes pris dans l'urgence. Une urgence qui est aiguillonnée à la fois par le capitalisme mondial – il faut que cela « tourne » de plus en plus vite – et les nouvelles technologies qui nous permettent une transmission instantanée d'un point à l'autre de la planète. ■

LECTURE DES ÉCHANGES

Accélérer le pas, c'est courir à la catastrophe

Par **Frédéric Lemarchand**, docteur en sociologie, maître de conférences à l'Université de Caen, chercheur au Laboratoire d'analyse socio-anthropologique du risque (Lasar).

1 - Élève de Husserl et de Heidegger, ce philosophe allemand se fit connaître par sa lutte contre les armes nucléaires dans les années 50. Pour cet humaniste, le « tout » technologique aveugle nos sociétés au détriment de l'homme.

2 - Professeur à l'Université de Caen et à Paris V, Docteur en sciences politiques et sociales. Auteur notamment de *La société civile face au pouvoir*, et co-auteur de *Temps libre et modernité*.

3 - Ethnologue de culture psychanalytique, elle a notamment écrit, à l'issue d'une longue enquête dans le bocage mayennais, *Les mots, la mort, les sorts* (Gallimard, 1977).

4 - Co-fondateur de la revue *Le Débat*, les essais de cet intellectuel français portent principalement sur les relations entre l'État, la laïcité et la religion. Le désenchantement du monde est l'un de ses ouvrages majeurs, publié chez Gallimard en 1985. Parmi ses autres ouvrages : *La condition historique*.

Je vous propose de faire un détour par un territoire que je connais bien, celui de Tchernobyl, dont le drame révèle également une crise du temps. Elle inaugure en effet le renversement d'une temporalité de la catastrophe qui, jusque-là, laissait s'écouler les événements, les rangeant dans le passé comme les guerres et les désastres naturels. Il semblerait que, pour la première fois, avec Tchernobyl, nous ayons pris conscience du fait que la catastrophe est sans cesse devant nous et se déploie sous nos pas. C'est le signe, selon moi, de notre entrée dans une crise écologique majeure, à l'issue de deux siècles d'industrialisation et d'artificialisation du monde environnant que nous étions censés maîtriser. Désormais, comme le signale le philosophe Günther Anders¹, nous savons que ce que nous avons fait nous échappe et ce, pour très longtemps : concernant Tchernobyl, les échelles de temps avoisinent le million d'années, un horizon où il n'y aura peut-être même plus d'humains sur la Terre.

J'avais remarqué, en sillonnant pour la première fois les zones ukrainiennes contaminées, il y a 10 ans – j'y retourne régulièrement – l'extraordinaire dislocation du temps qui se présente comme une nouvelle condition humaine pour les dix millions de personnes environ qui vivent dans cette région. Celles-ci sont prises entre d'un côté l'urgence du quotidien – que vais-je donner à manger à mes enfants ? Est-ce que je risque ma peau ? Vais-je développer un cancer l'année prochaine, dans 5 ans ou dans 10 ans ? Ou est-ce que sera l'une des quarante autres maladies identifiées ? – et de l'autre, un extraordinaire étirement du temps dû à l'échelle presque infinie de la radiotoxicité des éléments présents dans le sol. Si je vous parle de Tchernobyl, c'est parce que sa situation éclaire, comme sous l'effet d'une loupe grossissante, ce que nous vivons ou ce dont nous prenons conscience depuis une vingtaine d'années et dans lequel l'agriculture moderne tient encore un rôle déterminant.

Une méprise historique et politique. Pour aborder la question du temps comme construction sociale, y compris au sens anthropologique – qu'est-ce qui fait de nous des hommes ou des barbares ? – le sociologue Roger Sue² a avancé l'idée que différents temps sociaux se succèdent : des temps dominants apparaissent, « font

leur temps » et laissent place à de nouveaux en émergence. Or il me semble que l'histoire de l'agriculture moderne est une succession de deux temps au moins, sinon trois. Le premier regroupe l'héritage millénaire des civilisations paysannes, une tradition ancestrale dont les derniers représentants disparaissent dans les années 1950 à 1970, parfois dans les secousses de la sorcellerie, comme l'a très bien analysé l'ethnologue Jeanne Favret Saada³. Problème : la première modernité qui surgit alors naît du régime de Vichy qui a stigmatisé le paysan, solidement enraciné dans la terre-patrie, et incarnant les valeurs défendues par les régimes fascistes d'Europe. Cette méprise historique et politique va coûter très cher à la paysannerie.

Cette période se distingue d'une deuxième modernité, qui se met en place principalement à partir des grandes Lois d'orientation agricole, dans les années 60, sous-tendues par un désir du gouvernement : liquider la paysannerie. Les raisons en sont politiques. Car d'un point de vue idéologique, il apparaît alors aux yeux de l'État que le paysan fait obstacle au plein développement des marchés et de la démocratie. Le philosophe Marcel Gauchet⁴, parmi d'autres, fait état d'une question que je pose également à mes étudiants : pourquoi les démocraties modernes ont-elles cru devoir bon de se débarrasser des paysans – et non des « agriculteurs » – pour faire advenir la modernité ?

À cette même époque, grandit un mouvement très influent en France, la Jeunesse Agricole Catholique qui, pour des raisons morales et anthropologiques, va relever le défi de la modernisation : nous sommes prêts, dit-elle en substance, à abandonner notre culture paysanne pour entreprendre la mécanisation, le recours à

l'artifice et l'augmentation des surfaces d'exploitation, tout en assumant la disparition, au bout du compte, d'une dizaine de millions d'actifs agricoles. Une disparition qui a été planifiée, programmée, mentionnée comme telle dans les rapports du Commissariat au plan des années soixante, afin de faire de l'agriculture un grand secteur industriel et exportateur. Mais cette politique d'État, qui a reçu l'écho de la jeune génération d'agriculteurs « jacistes » de l'après-guerre, va se trouver dans les années soixante-dix dans une situation de porte à faux et qu'Edgar Pisani a très bien exprimé : quand une politique a trop bien réussi, il faut en changer. Et effectivement, en Europe, commence alors à se poser la question, non plus du « comment », car on sut moderniser, augmenter les rendements par le recours à la science, à la technique et à l'organisation de la profession – mais du pourquoi... Le choc pétrolier de 1974, la sécheresse de 1976, les premières crises de surproduction font que les paysans eux-mêmes se demandent quel sens il y a à augmenter toujours plus les rendements si l'on stocke des milliers de tonnes de beurre... Cette question est déterminante car elle a produit au sein d'une profession que l'on avait toujours perçue comme unifiée – ce n'était qu'un artifice politique – une scission sociologique très forte qui va dessiner une bifurcation vers deux grandes voies : celle du productivisme qui a pour seules raisons le capitalisme, les marchés et la « gloriole » de quelques laboratoires scientifiques, et celle empruntée par une partie de la population agricole qui remet au centre la question de l'humanité : pour quelle société et pour quel type d'humanité sommes-nous en train de produire ? D'un point de vue politique, ces deux voies trouvent progressivement leur inscription dans le clivage entre le syndicalisme dominant, unique interlocuteur de l'État, et des mouvements alternatifs, qui montrent la grande division de la profession agricole.

Retour sur l'héritage et l'historicité. J'ai longuement étudié la branche alternative, ses acteurs qui, à l'instar d'André Pochon⁵, ont débarqué du modèle dominant dans les années 70, renonçant à écouter ce que professaient les chambres d'agriculture, les services de l'État, les conseillers techniques et même l'enseignement agricole, pour tenter de bricoler une nouvelle maîtrise du temps. Celui du quotidien dans l'activité productive. J'en connais certains qui ont ainsi renoncé à faire du maïs et à s'engager dans l'achat de machineries coûteuses, qui les engageaient à travailler plus pour rembourser des intérêts improductifs. Il y a vingt ans, c'était très audacieux. Ils ont cherché à explorer d'autres voies, d'autres manières de produire ensemble, et à retrouver une maîtrise du temps des territoires, des productions, des filières. Mais aussi, et c'est fondamental, du temps historique. Ce dont les agriculteurs ont été dépossédés dans la période qui va des années cinquante à soixante-

5 - Éleveur laitier en Bretagne, aujourd'hui à la retraite, André Pochon a été l'un des premiers à énoncer et combattre les méfaits de l'agriculture intensive. Il invente alors la « Méthode Pochon » fondée sur la diminution de l'apport d'engrais grâce à la culture de trèfles blancs. Ancien de la JAC, il a signé plusieurs ouvrages, dont *Les champs du possible* (Ed. Syros) et *Les sillons de la colère* (Ed. La Découverte). Vous pouvez retrouver plusieurs entretiens menés avec lui sur le site d'Agrobiosciences, www.agrobiosciences.org

6 - Formée en Allemagne au début des années 20, l'École de Francfort rassemble des penseurs de toutes disciplines, tels que Adorno, Horkheimer, Habermas ou Marcuse. S'affirmant progressivement comme un véritable courant de pensée, intégrant les références à Marx et Kant, elle oppose au positivisme, dans sa « théorie critique », la « dialectique négative » : le monde est négation du sujet historique, lequel cherche à le nier à son tour par la révolte sociale ou l'utopie. Dans ce cadre, la raison est à la fois émancipatrice et instrument de domination. L'exil aux États-Unis de ces intellectuels juifs et marxistes qui ont dû fuir l'Allemagne les conduira à critiquer très tôt la société productiviste américaine d'après guerre.

dix, c'est justement de leur historicité. Et si l'on parle aujourd'hui d'agriculture paysanne, c'est notamment parce qu'un certain nombre d'agriculteurs ont opéré un retour sur l'héritage de la civilisation paysanne en se disant qu'au fond, il ne fallait peut-être pas tout jeter en même temps : il y a des techniques, des savoir-faire, des connaissances, des modes d'être ensemble, des rapports aux territoires et aux animaux qui sont peut-être encore utiles. Pour ceux-là, avoir mille truies numérotées en batterie, du vivant géré comme des kilos de viande, cela fait problème. Retrouver du sens à leur activité, c'est redevenir des acteurs historiques capables de maîtriser leur destin.

Ce qui est extraordinaire dans nos sociétés dites avancées, c'est que cette foi en la science et la technologie censées nous mettre à l'abri, nous donner les outils pour maîtriser l'avenir et fabriquer un monde meilleur – c'est l'utopie du XIX^e siècle – débouche à la fin du XX^e siècle sur la prise de conscience que le productivisme fait le lit de la catastrophe à venir. Tout pas fait en avant, en direction du Progrès, est aussi un pas vers la catastrophe. Certains l'ont écrit dès les années cinquante, comme les théoriciens de l'École de Francfort⁶ tels qu'Herbert Marcuse ou même Walter Benjamin dès les années quarante. Il y a là, à mon sens, deux grands imaginaires sociaux qui ne concernent pas que l'agriculture mais l'ensemble de la société : une partie de la société, peut-être par dépit ou par défaite, tente une dernière fois de s'embarquer dans le sens de l'accélération et de l'augmentation des forces productives en espérant voir plus vite le bout du tunnel, et une autre partie aspire plutôt à la décélération, à la décroissance soutenable, et à retrouver ainsi une plus grande maîtrise de la temporalité et de l'historicité. ■

TABLE RONDE

Ce temps qui coûte... Le point de vue des économistes

À voir le temps du marché mondial prendre le pas sur la moindre activité, à constater la contagion de l'instantanéité des marchés financiers dans tous les secteurs de la société, à réaliser combien l'impératif de compétitivité imprime sa marque sur l'homme « à flux tendu », comment ignorer que le temps n'est pas qu'affaire d'historiens, mais aussi d'économistes? Trois d'entre eux ont accepté de partager leurs réflexions, évoquant successivement le passé paradoxal de l'agriculture (une modernité méconnue voilée par la nostalgie contemporaine), les méthodes d'évaluation de l'avenir pour mieux arbitrer nos choix présents ainsi que les différentes stratégies que nous développons pour gérer les tensions temporelles que suppose tout projet, entre urgence et anticipation. Un apport des théories économiques actuelles pour appréhender la gestion du temps, cette autre ressource rare.

L'agriculture paysanne est née à Chicago !

Par Gilles Allaire, directeur de recherche INRA

Il m'a incombé de parler du passé. Afin que nous prenions réellement la mesure des temps de l'évolution, je rappelle que cela fait quatre millions d'années qu'il y a de la vie humaine sur Terre, et seulement 12 000 à 7 000 ans, selon les régions du monde, que l'agriculture est apparue. Enfin, depuis cinquante ans, il y a l'évolution précipitée du monde agricole que nous ne cessons d'évoquer.

Ce que je retiens de cette longue histoire de l'agriculture, ce ne sont pas seulement les stocks de nourritures engrangées qu'évoquait Mathieu Calame ce matin et qui permettent la soudure avec la récolte suivante – même si cette soudure est vitale – mais plutôt notre capacité, l'année suivante, à recommencer à produire. Ainsi, si l'on songe à l'origine de l'agriculture, je suis impressionné par l'extraordinaire expansion, dans le monde entier, de la capacité des hommes à domestiquer les espèces animales (à commencer par le chien, 6 000 ans avant JC). Ce qu'il nous reste du passé est ce qui fait notre avenir et ce sont essentiellement les savoirs qui sont répartis dans la population. Nous avons vu brûler la bibliothèque d'Alexandrie, perdant ainsi un pan des savoirs, mais cela n'a pas empêché que nous ayons pu continuer à cultiver la terre et à nous nourrir. Cette diffusion de la capacité à maintenir et à exploiter la fertilité de la terre est le fondement, la com-

pétence même de l'agriculture. N'oublions pas, par exemple, que les Celtes faisaient déjà une rotation des cultures sur 12 ans pour préserver au mieux les terres... Mais venons-en à la période plus récente. Ce que j'ai entendu ce matin sur la paysannerie me pose question : certains de ces propos donnent le sentiment qu'il faudrait revenir au monde paysan d'il y a cinquante ans. Mais quel est-il, celui-là même que nous avons quitté? Eh bien, c'était lui aussi un monde récent, qui s'est construit à l'échelle mondiale au cours du XIX^e siècle, lorsque nous sommes passés des grandes unités qu'étaient celles, notamment, des plantations d'avant l'abolition de l'esclavage, aux unités de production paysannes et à une certaine nationalisation des marchés agricoles. Ce qui a permis cette émergence, là où les paysans n'étaient jusque-là qu'une masse de gens exclus du marché, c'est l'abolition de l'esclavage ainsi que la conquête d'une idée nouvelle : la terre à ceux qui la travaillent, la terre comme outil de travail.

Mais il y a plus. Car cette agriculture paysanne s'est construite aussi à travers des innovations, dont une qui me paraît essentielle : celle de l'accès au marché, et notamment au marché lointain. À tel point qu'on peut situer l'invention de l'agriculture paysanne, au milieu du XIX^e siècle, aux États-Unis, quand les Américains inventent les marchés à terme et les standards du blé. Que faisaient les négociants auparavant? S'ils voulaient vendre leur récolte à Anvers, par exemple, ce qui était le cas pour le pastel du Lauragais, il leur fallait « accompagner » physiquement le produit. En revanche, dès lors que les produits sont standardisés, vous pouvez acheter un blé d'une qualité donnée à un paysan, un autre blé de cette même qualité à un autre paysan, puis regrouper les deux en un même lot pour le vendre. C'est ce qui s'est passé à Chicago, avec la création du premier marché à terme de produits agricoles (le Chicago Board of Trade), en 1848. Une innovation institutionnelle majeure. Au lieu d'accompagner le produit, les commerçants ont pu commencer à être propriétaires du produit que, du coup, ils ont commencé à transformer. C'est ce qui s'est passé sur le coton, le café, le cacao, le blé... Ce qui a constitué une victoire face aux grandes plantations et aux industries. Et on retrouve, là aussi, la diffusion des savoirs. Ce qui ne signifie pas pour autant que d'autres savoirs ne se perdent pas. Mais que l'essence même de l'agriculture tient en ces questions : comment conserver, transmettre et répartir au mieux ces capacités? ■

Quel « intérêt » pour les événements futurs ?

Par Emmanuelle Auriol, professeur agrégé d'économie, Université Toulouse 1.

Je vous propose un jeu. Quelle somme êtes-vous prêts à me donner aujourd'hui, pour que je vous rembourse 110 euros dans un an ? Personne d'entre vous ne me donnerait, pour cela, 110 euros. Seriez-vous prêts, dans ce cas, à me donner 105 euros ? Toujours personne. Et qui est prêt à me donner 100 euros ? Ah, quelques-uns lèvent la main... Cela illustre le proverbe « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Et cela montre l'importance du temps dans l'économie, car nous opérons en permanence des arbitrages entre plusieurs périodes : dès lors que vous faites un investissement, vous comparez des flux financiers qui se situent à différents moments. Et vous avez parfaitement raison de ne pas m'accorder 110 euros aujourd'hui si c'est pour avoir exactement la même somme dans un an : un euro demain, ce n'est pas la même chose qu'un euro aujourd'hui.

Mais justement, posons-nous la question. Pourquoi un euro ne garde pas une valeur constante au fil du temps ? Vous connaissez tous l'une des explications : c'est l'inflation et la croissance. Il n'y a ainsi aucune raison que vous me donniez 110 euros aujourd'hui, car avec une inflation à 3 %, cette somme ne sera plus que de 106 euros dans un an. Reste à comprendre pourquoi nul d'entre vous n'était prêt à m'accorder 105 euros puisque c'est là un montant assez réaliste au vu de l'inflation, et pourquoi vous avez tous préféré descendre jusqu'à 100 euros. C'est que l'inflation n'est pas seule en cause : vous avez également pris en compte le risque. Celui que je représente. Car effectivement, je peux ne pas vous rendre la totalité de votre placement et ne jamais revenir à Marciac ! Dans cet arbitrage, nous intégrons tous l'incertitude sur le contrat qui peut ne pas être honoré. Un risque sur lequel nous avons cherché à agir collectivement pour le réduire, à travers la création des contrats, des banques d'État, des systèmes de garanties.

Mais il reste encore une troisième composante beaucoup plus difficile à circonscrire, celle qu'on appelle « la préférence pour le présent ». Nous, êtres humains, développons une impatience et préférons obtenir telle chose aujourd'hui que demain, tout simplement parce que nous sommes amenés à mourir et que nous sommes conscients que la vie est transitoire.

Du coup, nous n'acceptons d'être patients que si le résultat à venir est supérieur au résultat immédiat. Comment évaluer cette « valeur compensatoire », en quelque sorte ? Tout simplement en divisant la somme future attendue par l'inflation ou par le taux que vous obtiendriez en plaçant votre argent dans une obligation d'État à 5 %. Si vous avez 1 000 euros dans 15 ans et que vous voulez savoir

combien ils valent aujourd'hui, vous divisez 1 000 par $1 + 0,5$ (le taux d'intérêt d'une obligation d'État) à la puissance Temps, soit dans notre exemple, $(1 + 0,5)^{15}$. C'est ce que nous appelons le taux d'actualisation, dont l'autre facette est le taux d'intérêt : si vous placez 1 000 euros à la banque, cela vous rapportera dans 15 ans, $(1 + 0,5)^{15} \times 1 000$. C'est le principe du compte rémunéré.

Serions-nous incohérents ? Peut-on appliquer ce même raisonnement de l'actualisation pour analyser les flux futurs et présents des choses au niveau collectif ? Lorsqu'on tente de le faire, apparaît vite un gros écueil. Car quelque soit le taux d'intérêt positif choisi, par exemple 2,5 % par an puisque ce serait selon Ramses¹ le niveau de dévaluation annuelle, si vous l'élevez à une puissance élevée, telle que 200 ans, cela fait... zéro. En clair, en terme d'actualisation, plus rien ne comptera dans 200 ans... Il est évident que nous ne pouvons nous satisfaire d'un tel raisonnement, non seulement en termes moraux – cela signifierait que nous sommes totalement indifférents aux générations futures – mais aussi pour la théorie économique qui ne saurait alors expliquer des investissements à très longs termes de l'humanité, tel que la préservation de l'environnement dont les bénéfices se situent à long terme. La conclusion qu'en tirent certains économistes, c'est qu'en fait, l'humain n'est pas rationnel, il ne calcule pas à l'aide d'un taux d'actualisation constant.

Pour le comprendre, je vous propose une deuxième expérience. Si je vous demande de choisir entre 50 euros tout de suite, ou 50 euros dans un an, vous allez tous préférer disposer de cet argent immédiatement. Cela se comprend.

Mais si je vous demande ensuite si vous préférez avoir 50 euros dans cinq ans ou 100 euros dans six ans, vous choisirez la deuxième option : vous attendrez donc un an de plus pour toucher le double de la somme initiale. Eh bien, cela représente une incohérence de comportement inter-temporel : dans le premier exemple, vous avez une préférence pour les 50 euros au présent. Or, dans le deuxième exemple, ce raisonnement n'est plus le même. Et pourtant, imaginez que vous soyez projetés dans l'avenir, à l'horizon de ces cinq ans. Vous êtes donc en 2010 et là, logiquement, vous devriez avoir cette préférence pour les 50 euros au lieu d'attendre un an de plus, comme vous avez choisi de le faire...

Cette incohérence a du sens. La seule façon de l'expliquer consiste à dire, comme je vous le disais précédemment, que non seulement l'être humain n'a pas un taux d'actualisation constant, mais qu'il a un taux d'escompte² qui décroît au cours du temps.

Si nous nous plaçons à l'instant d'aujourd'hui, notre nette préférence pour le présent nous amène, pour comparer 50 euros maintenant ou 100 euros dans un an, à diviser

1 - Ramsès est le rapport annuel sur l'économie mondiale publié par l'Institut Français de Recherches Internationales (IFRI), Dunod.

2 - L'escompte est l'opération par laquelle une personne achète ou vend un effet de commerce avant la date d'échéance. Le vendeur de cet effet reçoit alors la valeur de l'effet, mais diminuée de l'intérêt (la commission de la banque, par exemple). Ce taux d'intérêt prend alors le nom de taux d'escompte. L'opération s'assimile ainsi à une opération de crédit à court terme.

fortement la deuxième somme à l'aide d'un taux d'escompte élevé, censé « compenser » notre impatience. En revanche, si nous nous plaçons dans un futur lointain et que nous comparons 50 euros actualisés dans 5 ans, à 100 euros un an seulement après, nous appliquons un taux d'escompte beaucoup plus faible qui nous fait préférer la deuxième somme.

L'avantage d'un tel décroissement du taux d'escompte au cours du temps, c'est que les événements dans 200 ans ne se réduisent plus à zéro. Si le taux d'escompte est très faible, ce qui se passe dans deux siècles a quasiment la même valeur que ce qui se passe aujourd'hui. Ainsi, l'économiste Christian Gollier³ qui travaille notamment sur le principe de précaution, recommande d'appliquer un taux d'escompte de 1,5 % pour évaluer les événements à long terme, par exemple dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Un taux plus fort, et le résultat disparaît : les éléments futurs n'auraient aucun intérêt.

En revanche, pour les arbitrages à court et moyen terme, nous optons pour un taux plus élevé, par exemple le taux d'intérêt réel garanti par l'État, soit 5 %.

Ce degré d'incertitude qui nous guide. Où ce raisonnement nous conduit-il ? Si le taux d'intérêt décroît dans la durée, il n'empêche qu'il « avance » dans le temps avec moi. Imaginons un projet sur dix ans. Ce taux qui lui est appliqué m'apparaît faible aujourd'hui, mais dans dix ans, il sera de nouveau fort. C'est tout le problème d'un taux d'escompte qui n'est pas constant. Car lorsque, aujourd'hui, nous prenons une décision d'épargne pour notre retraite par exemple, notre préférence très forte pour le présent nous fait opter pour des plans d'accumulation de capital totalement irrationnels. Ces taux d'escompte qui sont les nôtres conduisent à des comportements aberrants. D'où l'intérêt d'un système de retraite par répartition, que nous connaissons tous, au nom d'un principe de solidarité entre les générations. Et, à l'inverse, notre réticence à l'idée d'avoir un taux d'escompte collectif qui décroît progressivement, comme ce serait le cas avec un système de retraite par capitalisation.

Comment faire, alors ? Là encore, Christian Gollier apporte une solution, notamment à travers ses travaux sur le principe de précaution. Ce chercheur a en effet montré que l'on pouvait trouver une explication logique au fait que nous préférons, d'un côté 50 euros aujourd'hui plutôt que 100 euros dans un an, et de l'autre 100 euros dans six ans à 50 euros dans cinq ans. Selon lui, ces préférences seraient rationnelles et appliqueraient donc un taux d'escompte constant.

La différence entre ces deux événements n'est donc pas issue d'un taux d'intérêt décroissant, mais réside dans une profonde asymétrie : le premier événement vous fait choisir entre une option qui ne comporte aucune incertitude – j'ai en main immédiatement les

50 euros – et une autre qui en comporte un peu : si j'ai affaire à un escroc ou si je meurs, je risque de ne pas pouvoir toucher 100 euros dans un an. Quant au deuxième événement, les deux options sont empruntées de très fortes incertitudes, qu'elles soient à l'horizon de cinq ans ou de six ans.

Dès que l'on intègre dans le raisonnement l'existence d'une incertitude sur le déroulement des événements futurs, cela crée des problèmes très spécifiques qui justifient que l'on applique un taux d'intérêt décroissant. D'où la suggestion de ce même économiste d'appliquer des taux de 5 % dans le court terme et de 1,5 % dans le long terme.

Cela concerne directement le monde agricole et rural. Les problématiques liées aux gaz à effet de serre, à l'érosion de la biodiversité, à la maîtrise des ressources en eau... sont autant de coûts liés à votre activité dont il faut actualiser les conséquences à des horizons lointains et autant de domaines où peut s'appliquer le principe de précaution qui cherche la meilleure manière d'évaluer le futur. Cette notion émerge très logiquement pour guider l'action collective, dès lors que l'on calcule le coût futur d'une décision irréversible avec un taux d'intérêt décroissant : ce coût devient considérable. ■

La décision est une tension entre le présent et le futur

Par Bertil Sylvander, directeur de recherche INRA

Pour terminer ce tour de table, je vous propose de faire le pont entre les deux premières interventions et entre les niveaux micro et macro-économiques, au travers de la notion de projet. J'aimerais en effet développer l'idée simple qu'un acteur qui fait un projet est simultanément dans le présent et dans le futur. Il doit en effet disposer de temps, donc dégager au présent une disponibilité en gérant les urgences, et il lui faut simultanément anticiper le futur.

Pour en avoir une appréhension plus juste, il convient d'abord de faire le deuil de l'idée répandue selon laquelle il y aurait un instant T de la prise de décision. Un moment parfaitement repérable, circonscrit dans le temps. Le sociologue Dominique Desjeux¹, lors des dernières Journées de recherches en marketing de Bourgogne (Dijon, 4-5 novembre 2004), a clairement expliqué qu'il n'en était rien. Il n'est pas possible d'identifier le moment précis où une décision est prise. Car pour ce faire, nous engageons un certain nombre d'opérations, d'analyses et de maturation du projet qui nous amènent à mettre au courant toute une série d'autres acteurs. À tel point qu'il arrive un moment où le processus de prise de décision devient irréversible : même si vous êtes dans le doute, il apparaît que parvenu à un certain degré de

3 - Chercheur au Laboratoire d'Économie des Ressources Naturelles (Lerna) et professeur à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse ainsi qu'à l'École Polytechnique. Il a publié de nombreux articles sur le taux d'escompte et l'horizon du temps, y compris dans les situations de futur incertain et de risques industriels.

1 - Dominique Desjeux est professeur d'anthropologie sociale et culturelle à Paris 5 ainsi que consultant international. La conférence que mentionne Bertil Sylvander s'intitule « Les sciences sociales au miroir des échelles d'observation. Le cas des décisions », téléchargeable gratuitement à l'adresse : <ftp://ungaro.u-bourgogne.fr/filser/2004/desjeux.pdf>

mise en réseau, renoncer au projet « coûterait » plus cher que de continuer... Un exemple : si j'ai annoncé à tout le monde que je vais agrandir ma ferme ou me reconverter dans les fromages et qu'au dernier moment, je m'aperçois que j'ai négligé un point qui devrait m'amener à reporter la décision, je risque de voir ma réputation entachée. Cette peur du discrédit « force la main ».

Et cela signifie bien qu'à tout moment, je suis simultanément ancré dans le présent et projeté dans le futur. Je suis en train d'instruire mes décisions, de faire le bilan des décisions passées et de me représenter l'avenir. De même, cela implique que la notion du décideur individuel est un mythe. La décision s'accompagne toujours d'une communauté, familiale, villageoise, professionnelle, à laquelle on se réfère.

Ceux qui ont inventé l'agriculture biologique en 1920 n'ont pas anticipé la crise de la vache folle.

Prendre une décision, c'est être tendu entre le court et le long terme que nous sommes donc amenés gérer simultanément. Il y a au moins quatre manières de le faire. La première consiste à privilégier le présent comme le principal déterminant, celui qui pèse le plus. Une posture un peu suicidaire qui conduit à être guidé par l'urgence, phagocytant peu à peu toute projection à moyen terme. La deuxième attitude, à l'inverse, privilégie l'avenir de manière déconnectée par rapport au présent. Une rêverie qui ne tient pas compte des réalités quotidiennes – soigner une vache, écouler un stock de fromages déjà très affiné – et qui conduit elle aussi à la mort, du moins celle de l'entreprise. La troisième voie consiste à inscrire les décisions d'aujourd'hui dans le projet pour demain, en rendant compatible au maximum le travail quotidien avec mon dessein. Si j'ai l'intention de construire une fromagerie, je vais me débrouiller pour dégager de l'espace et faire évoluer mon troupeau vers une production laitière adéquate, même si je suis amené à renoncer à cette diversification dans un an ou deux. Au mieux, les décisions prises aujourd'hui ne m'empêcheront pas de prendre ma décision demain. La quatrième stratégie va encore plus loin : elle consiste à considérer que le plan de long terme ne doit pas être compromis par une décision de court terme. Elle confère une durabilité aux décisions et non plus seulement une réversibilité et elle implique une présence à l'esprit simultanée du présent et de l'avenir.

Reste que cette tension amène à gérer un certain nombre de paradoxes, par exemple en terme de représentation du monde. Quel sera, selon moi, le monde dans dix ans ? La Pac existera-t-elle encore ? L'Europe ne vivra-t-elle pas une guerre religieuse ? Pour conduire un projet, il est nécessaire de développer une vision du monde. Mais si elle est seule à déterminer mon avenir, quel est le sens de mes actions ? S'adapter économiquement à une situation et analyser l'avenir du monde ne suffit pas pour prendre une bonne décision : il y

manque un peu de sens et d'éthique au niveau des idéaux que je me fixe. À l'inverse, un certain nombre de porteurs de projets prennent des décisions sans analyser leur environnement. C'est un cas extrême : ils ont une foi absolue dans leur innovation. Leur dire qu'elle est irréaliste ne les touche même pas. Et parfois, cela marche ! Ceux qui ont inventé l'agriculture biologique en 1920 n'ont pas anticipé la crise de l'ESB de 1996... Ils avaient un idéal, celui de créer une agriculture qui n'utilise ni engrais ni pesticides. Et ils ont calculé leurs actes à travers les valeurs qu'ils voulaient promouvoir. Ce type d'approche a d'ailleurs enrichi l'économie, qui l'a pleinement intégrée aux côtés des deux autres piliers théoriques que sont le marché et la rationalité des agents économiques : il s'agit d'un troisième pilier lié aux valeurs éthiques qui sous-tendent l'action. En cela, nous nous rapprochons d'une attitude de type évolutionniste : l'environnement nous sélectionne et à notre tour, nous changeons l'environnement par des innovations.

Pourquoi la girafe a-t-elle un long cou ?

Se pose alors la question des objectifs que nous assignons à nos actions – la téléologie que mentionnait André Vitalis ce matin. Car dans le champ de la pensée évolutionniste, réside un paradoxe qui relève peut-être de l'ambiguïté. Un exemple : il est fréquent d'entendre, dans les émissions télévisées sur la vie des animaux, que si la girafe a un long cou, c'est pour pouvoir attraper les feuilles des arbres. Ce « pour », qui implique une relation de cause à effet, passe très bien... Et pourtant, les généticiens et les évolutionnistes ont montré que la mutation génétique est un effet d'une sélection naturelle au cours du temps : les animaux ayant un cou plus long était plus aptes à survivre que ceux qui avaient un cou plus court. Nous le savons, mais nous sommes tous fréquemment piégés. Quand notre enfant nous pose la question : « Pourquoi le lion mange la gazelle ? », nous commençons par imaginer qu'il a vu cette scène à la télé, qu'il en a été choqué ou attristé et nous essayons de trouver une raison. Ce que l'on n'a pas compris, c'est que l'enfant ne dit pas « pourquoi » dans le sens de « quelle cause », mais « pourquoi » dans le sens de « dans quel objectif ». Pourquoi mange-t-il la gazelle ? La réponse la plus simple à donner par les parents, et aussi la plus juste par rapport au sens de la question est la suivante : « Pour se nourrir ». Eh bien, à chaque décision, on peut se poser la question du pourquoi, soit dans le sens explicatif – justifier de chacune de ses décisions individuellement et collectivement – soit dans le sens du projet – vers où va-t-il, à quel objectif répond-il ?

La plupart du temps, les acteurs économiques qui mènent un projet sont simultanément dans les deux attitudes : dans l'analyse de leur environnement pour que leur projet soit bien reçu, et dans la distance nécessaire au rêve, loin du quotidien, pour imaginer ce que

INTERVENTION

Ces rythmes différents qui font « mauvais ménage »...

Par Jacques Rémy, sociologue à l'INRA (Unité MONA – Paysanneries, Territoires, Environnement, Marchés et Politiques publiques – à Ivry sur Seine.

Des agriculteurs qui se plaignent de ne pas trouver de compagne ou de compagnon, des couples qui vivent à contre-temps, des parents qui redoutent que le fils goûte au fruit défendu du salariat à l'extérieur... Un changement de modèle qui, tournant le dos à la conception familiale et patrimoniale de l'exploitation, entraîne une cassure des rythmes. Au-delà des constats, Jacques Rémy nous invite à chercher le sens de ces nouveaux emplois du temps.

pourrait être l'avenir sans forcément s'adapter au présent ou à l'image que l'on se fait du monde futur.

Cette simultanéité permet d'expliquer un certain nombre de prises de décisions, surtout dans un sens collectif. Se limiter à la causalité du « pour » conduit à une vision réductionniste du temps et à une conception mécaniste des décisions. Pire, cette amputation peut mener jusqu'à la théorie du complot : si deux avions se sont écrasés sur les tours jumelles, c'est parce que les Américains, qui avaient intérêt à entrer en conflit avec Irak, les ont envoyés eux-mêmes. Cette théorie du complot, plus répandue qu'on ne le pense, interprète la prise de décision à l'aune d'une seule polarité, certes extrême, mais tout à fait plausible. Ce qui revient à calculer toutes mes décisions par rapport à l'avantage que j'en tirerai individuellement dans x années.

Pour pallier ces dérives, il est nécessaire de conjuguer systématiquement les approches du passé et l'anticipation du futur. C'est la condition indispensable pour tenir ensemble les deux pôles qui guident la décision. On sait qu'au plus tard en 2013, la PAC cessera d'être. Cela signifie-t-il que l'on doit aujourd'hui construire des projets au niveau territorial pour anticiper cette disparition ? Ou doit-on innover sans tenir compte de cet événement ? Ce sont là les deux polarités que je voulais développer. ■

Le philosophe Jacques Rancière affirme que « les sociologues vont tenant en laisse des idées qui courent les rues ». Je vais donc tenir en laisse des idées que vous avez déjà échangées ce matin à propos de l'écartèlement entre le temps des champs et le temps des villes. Ces tensions, voire ces frictions ne datent pas d'hier – souvenez-vous du rat des villes et du rat des champs de La Fontaine... – mais elles se sont déplacées, émigrant à la campagne au gré des mouvements pendulaires des citadins, hebdomadaires ou quotidiens. Elles ont tellement pénétré le monde rural qu'elles divisent ses acteurs, selon leur catégorie socio-professionnelle, y compris au sein d'une même famille. Dans ce contexte, le passage récent aux 35 heures a joué le rôle d'un formidable chiffon rouge agité sous les yeux des professions indépendantes : les commerçants, les artisans, les agriculteurs. Sur le plan symbolique, ces derniers ont vécu la réduction du temps de travail comme une provocation et une forme de relégation, pour ne pas dire de marginalisation ou, selon la formule de Robert Castel, de « désaffiliation », ici d'un groupe social tout entier. Au sein des ménages agricoles, ce désaccord des temps est palpable. C'est autour de ces tensions intrafamiliales que j'aimerais développer mon propos.

Tout d'abord, il me semble nécessaire d'esquisser une mise en perspective historique. Selon les sources statistiques, 80 à 90 % des agriculteurs sont encore fils d'agriculteurs, ce qui fait de cette activité la plus fortement « héréditaire ». Un paradoxe pour une activité qui se désigne comme profession, donc fondée sur des critères de compétence et non sur la transmission héréditaire. En revanche, les conjointes sont de moins

en moins issues de parents agriculteurs. Déjà en 1993, l'Insee observait que moins de 50 % des épouses d'agriculteurs âgées de moins de quarante ans étaient filles d'agriculteurs, là où les plus âgées l'étaient encore aux deux-tiers. Depuis, le phénomène n'a fait que progresser, même s'il est peu documenté. De même, les conjoints ou conjointes exercent de plus en plus une profession extérieure non agricole. C'est un changement considérable par rapport à l'idéal exprimé par les jeunes modernisateurs des années cinquante et soixante : celui d'une exploitation familiale, gérée par un couple auquel se joint éventuellement un aide familial. Un modèle qui avait trouvé son expression dans les lois d'orientation de 1960-1962, avec la notion d'exploitation à deux UTH (Unité-travailleur humain). Si l'on en croit le rapport d'orientation du dernier congrès de la FNSEA en mai 2005, et les déclarations ministérielles autour de la nouvelle loi d'orientation agricole en préparation qui entrera en vigueur en 2006, ce modèle est à jeter aux orties et l'exploitation familiale ne constitue plus désormais ni un idéal social, ni l'objet principal de la politique agricole. Par rapport à ce nouveau discours syndical et politique, les abondantes et riches réflexions de ce matin sur la différence des rythmes entre mari et femme, au-delà des réalités ressenties dont elles rendent compte, peuvent paraître décalées ; elles se fondent en effet sur une vision de l'agriculture et sur un idéal construits dans les années quarante à soixante-dix et que nous gardons plus ou moins consciemment en tête pour les confronter à ce que nous observons aujourd'hui dans les discours et les faits, d'où la sensation de fortes discordances.

Un divorce entre la réalité et le modèle idéal. Qu'en est-il du mariage, du célibat et du salariat dans l'exploitation agricole d'aujourd'hui ?

Commençons par le mariage, avec cette remarque d'un éleveur de la Tarentaise, dans les Alpes : « Avec les 35 heures, je crains qu'entre mes deux fils et mes belles-filles, cela ne se termine par des divorces ». On voit bien ici la rémanence du modèle idéal, mais la réalité est autre. Car cet éleveur est en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) avec ses fils, ces derniers étant également moniteurs de ski : le matin, ils traient les vaches, puis ils prennent une bonne douche parce qu'il ne faut pas « sentir la vache » quand on va donner des cours à de belles suédoises... Ils passent la journée sur les pistes et le soir, au retour, ils assument de nouveau la traite ; entre-temps, leurs femmes qui sont aux 35 heures sont revenues depuis longtemps de leur lieu de travail. Elles ont envie que leur époux soit disponible, y compris pour « sortir ». Sauf que ces derniers, une fois leur douche prise de nouveau après la traite, n'ont plus

qu'une envie : dormir. Une situation qu'un des participants de mon cercle d'échange ce matin a résumée à travers un joli lapsus concernant l'épouse, « mariée à l'extérieur ». Il va de soi que l'exogamie (N.D.L.R. : l'un des conjoints est extérieur au groupe d'appartenance de l'autre) accentue le phénomène, la conjointe ou le conjoint ne souhaitant plus embrasser systématiquement le métier d'agriculteur en même temps que l'agriculteur (trice). Nous avons donc là, entre ces temps et ces rythmes, de fortes tensions qui traversent la famille, les générations, le couple et même chaque individu, tiraillé lui-même entre des aspirations contradictoires. Les dépasser en leur donnant du sens ne sera pas aisé.

J'aimerais souligner, dans un deuxième temps, la ligne de fracture qui traverse également le temps de la reproduction des familles agricoles. On sait bien, en particulier dans le Sud-Ouest, combien le célibat pose problème. Là encore, il n'est pas nouveau et constituait même dans certaines régions, comme le Béarn ou le Pays Basque, une véritable institution pour les frères et sœurs de l'héritier, au nom du droit d'aînesse. Mais le fait nouveau, depuis une cinquantaine d'années, réside dans une forme inédite de célibat : celui de l'héritier, ce chef d'exploitation qui ne parvient à trouver une épouse ou une compagne. Pierre Bourdieu l'a très finement évoqué dans trois articles réunis sous le titre « Le bal des célibataires¹ ». Pour ma part, je conduis actuellement des travaux de recherche avec la Communauté de communes de la Soule, au Pays Basque, qui s'inquiète de cette situation et s'interroge sur l'attractivité du métier d'agriculteur². Avec Émilie Salvi, étudiante à l'ISARA de Lyon, nous cherchons à saisir le contexte et les implications pour la reproduction de l'agriculture de ce célibat. Entre autres observations qui ressortent des enquêtes de terrain, nous avons noté que les célibataires, selon leurs voisins, se caractérisent par certains déséquilibres dans leur emploi du temps. Cette mauvaise concordance entre le temps du labeur et celui des loisirs partagés ou de la vie en collectivité, serait sensible tant dans les rythmes quotidiens que dans le temps long. En d'autres termes, le voisinage pose comme diagnostic que les célibataires ont une tendance à trop travailler et à ne pas sortir assez de chez eux. Il n'est pas aisé de vérifier ça (s'agit-il réellement d'observations ou de reconstitutions a posteriori ?) et il est possible que cet excès de temps passé au travail soit une conséquence et non une cause de leur isolement affectif et social. Il reste très difficile de confirmer ces appréciations par le témoignage des individus directement concernés, surtout lorsqu'ils ont passé le cap de la cinquantaine et qu'ils se perçoivent eux-mêmes en situation d'échec.

1 - Bourdieu, Pierre, 2002, *Le bal des célibataires : crise de la société paysanne en Béarn*, Éditions du Seuil, collection Points, 266 pages.
Pierre Bourdieu, y écrit en 4^e de couverture : « Le célibat est un des drames les plus cruels que la société paysanne ait connus au cours des dernières décennies. Il a contribué, plus qu'aucun autre facteur, l'émigration mise à part, au déperissement et à la disparition des petites entreprises agricoles qui étaient au fondement de l'ordre rural d'autrefois ».
2 - Salvi, Émilie, 2005, *Agriculteur en Soule : un métier attractif ?* Lyon, ISARA, 2005, 98 pages + annexes.

« **S'ils y goûtent, ils ne reviendront plus** ». Toutefois, il est possible de compléter cette enquête par des entretiens menés, à l'inverse, avec des agriculteurs qui se sont bien intégrés dans la communauté et qui vivent une situation de couple. Le rapport au métier varie d'un cas à l'autre. Cependant, Émilie Salvi a pu pointer que ceux qui en retirent le plus de satisfaction ont presque toujours pris le temps, auparavant, de faire un détour, de quitter l'exploitation pour des stages lointains, des formations longues, voire l'exercice d'un métier autre. Ce sont également ceux qui ont mis un terme à la cohabitation avec les parents avant même d'avoir une compagne ou un compagnon, ce qui les aide plus fréquemment à en trouver un ou une. S'éloigner provisoirement de l'exploitation quand les parents sont encore jeunes et/ou exercer d'autres activités, conduit ensuite à revenir à la profession d'agriculteur en l'assumant mieux et en échappant, l'expérience aidant, aux stéréotypes. D'ailleurs, quand on a vécu le salariat, on comprend mieux ce que sont les temps des uns et des autres, contrairement aux craintes souvent formulées par les parents : « S'ils y goûtent, ils ne vont pas revenir ». La crainte est telle, le manque de confiance dans l'avenir et l'attrait du métier est si grand qu'il faudrait cacher aux enfants le monde extérieur de peur de ne plus avoir de successeur... La réalité est différente. Cette « sortie » ramène d'excellents agriculteurs, entreprenants et inventifs, qui contribuent à renouveler les formes de production. Le temps du détour n'est pas du temps perdu et l'agriculteur fonde plus sûrement une famille lorsqu'il ne s'est pas laissé étouffer par la sienne. Le calcul à courte vue d'un cycle de vie trop encadré par les parents peut entraîner ce que l'on tente de conjurer et interdire la reproduction, dans tous les sens de ce terme, pour reprendre l'analyse de Bourdieu.

Les travaux conduits en Tarentaise (en Savoie), au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ont mis en évidence une fois de plus l'importance de la question du travail et de ses rythmes, que nous avons étudiés dans des exploitations d'élevage : de cela, les agriculteurs acceptent de parler très facilement³. En revanche, ils ont plus de peine à évoquer, parmi les solutions possibles à leurs surcharges de travail, le salariat qui demeure encore pour beaucoup l'impensé de l'exploitation familiale. Cette question du salariat dans les exploitations dites familiales devient de plus en plus difficile à ignorer, à contourner, car les charges de travail croissent en même temps que le troupeau. De plus, le développement des activités agri-environnementales, en particulier dans les zones fragiles ou de montagne, exige encore plus de disponibilité des agriculteurs et éleveurs pour accomplir le travail qu'impliquent les cahiers des charges des contrats d'entretien ou de préservation de la nature qu'ils ont

signés. On voit ainsi des exploitations, parfaitement viables, selon l'expression consacrée, sans repreneur familial : les enfants, trop conscients des charges de travail qui pèsent sur leurs parents, ne souhaitent pas leur succéder. Le développement des GAEC et des autres formes d'association est heureux mais il ne constitue une solution que s'il y a une volonté de reprise par les enfants, associés d'abord aux parents puis entre eux, plus rarement en élargissant les collaborations hors du groupe familial.

Quant à l'idée d'introduire un salarié au sein de l'exploitation familiale et de son collectif de travail, elle est souvent jugée iconoclaste, à la fois pour des raisons économiques que l'on peut comprendre (le coût du salarié) mais aussi pour des raisons idéologiques et symboliques, qui tiennent aux représentations du métier, du travail, de l'idéal de l'exploitation familiale, tout un ensemble de réticences souvent d'autant plus prégnant qu'il est peu formulé. Il devient aujourd'hui plus aisé de répondre à la première objection, d'ordre économique, car se développe la formule des groupements d'employeurs, qui apporte une solution, au moins partielle, en répartissant les charges. Il est plus difficile de lever les autres préventions, qui portent sur les rythmes de travail (les horaires, les temps et les rythmes du travail comme des congés du salarié différent effectivement de ceux des autres membres du collectif de travail) ou sur la qualité du travail (les exploitants familiaux sont souvent persuadés que l'on ne travaille bien que lorsque l'on travaille pour soi).

Or, ces rythmes peuvent s'accorder, l'expérience des groupements d'employeurs en témoigne et la méfiance envers le salarié (assez paradoxale, dans une région comme la Tarentaise où la quasi totalité des exploitants sont ou ont été eux-mêmes double actifs) peut se dissiper et l'une des façons d'y parvenir est peut-être de conjuguer dans le salariat une réponse, certes partielle, aux deux problèmes précédents. En effet, le travail à l'extérieur des conjoints correspond souvent, outre l'apport d'un salaire extérieur, à une volonté d'indépendance et au goût de ces conjoints pour tel ou tel métier et non à une situation de sous-emploi sur l'exploitation faute de travail potentiel à y réaliser. L'emploi du salarié viendrait ici tout à la fois élargir le champ des activités (diversification, par exemple) et soulager la tâche du chef d'exploitation en l'aidant à mieux gérer ses propres rythmes, en meilleure harmonie avec son conjoint et ses enfants (par exemple en prenant des vacances). S'agissant maintenant de la question de la succession, le salariat dans le cadre d'un groupement d'employeurs offre également des opportunités aux jeunes en phase de détour, qui peuvent ainsi s'éloigner provisoirement de l'exploitation parentale et se perfectionner dans le métier en partageant d'autres expériences, en attendant le moment de s'installer à leur

3 - Dobremez L., Havet A., Madelrieux S., Mauz L., Pauthenet Y., Rémy J. Travail, espaces et paysans dans les Alpes du nord. Approche pluridisciplinaire dans le contexte d'un projet d'agriculture durable, Lyon, INRA/PSDR, 2005, 32 pages.

CONFÉRENCE

La prospective du présent pour comprendre le mouvement de la société

Par Edith Heurgon, prospectiviste et co-directrice du Centre culturel international de Cerisy-la-Salle.

Edith Heurgon avait quitté la veille le cours d'un séminaire qu'elle dirige à Cerisy-la-Salle pour se rendre à Marciac. Nous lui avons demandé, à la fin de cette première journée, de nous aider à assembler, par une mise au point magistrale et un regard extérieur au monde agricole, les différentes réflexions que nous avons exprimées. Une réflexion qui confirme la centralité de la question du temps dans nos sociétés, replace la prospective au cœur d'« un devoir d'invention » et d'une dynamique de l'intelligence collective, tout en apportant la notion d'« optimisme méthodologique ». Autant de ressources sur lesquelles s'appuyer non seulement pour affiner notre lecture du présent, mais aussi pour trouver d'autres « manières d'être au monde ».

compte. En outre, les exploitants agricoles, à tort ou à raison, sont plus accueillants et plus confiants envers des jeunes (stagiaires par exemple) issus du milieu agricole et le seraient également plus avec des salariés eux-mêmes fils d'agriculteurs en attente d'exploitation. Ce serait aussi offrir une chance supplémentaire à la succession hors cadre familial, en ouvrant la possibilité d'une association avec le salarié puis d'une installation progressive de certains de ces jeunes (tous n'ayant pas une exploitation parentale à reprendre), dont on aurait su apprécier au fil du temps la qualification et l'implication personnelle dans la conduite de l'exploitation, y compris lorsque ces jeunes sont d'origine non agricole...

Les agriculteurs et éleveurs ne peuvent aller durablement au-delà de leurs forces ; ils ne peuvent continuer à décourager leurs propres enfants par l'ampleur des tâches à accomplir. Ils doivent prendre le temps de réfléchir à des formules novatrices, reconsidérer le salariat et l'intégrer dans l'exploitation familiale, multiplier les formes d'association, inventer de nouvelles formes de reprise des exploitations, reconsidérer la place et la division des tâches entre conjoints, bref inventer de nouveaux partages des temps pour mieux assurer leur avenir. ■

Heureuse d'intervenir dans cette Université d'été d'innovation rurale, je viens d'abord apprendre à votre contact, et cette première journée d'échanges m'a déjà beaucoup apporté. En effet, ayant pendant plus de trente-cinq ans travaillé en Île de France, ce n'est que récemment, à l'occasion d'une démarche de prospective pour la Poste, que j'ai élargi mes réflexions à la diversité des territoires, et notamment aux nouvelles formes de ruralité.

Qu'est-ce que la prospective ? une démarche de connaissance pour l'action. Pour vous en parler ce soir, je me présenterais moins comme une intellectuelle que comme un « passeur » entre la réflexion et l'action, qui s'efforce de relier des mondes qui, trop souvent, s'ignorent. Cette activité de « passeur », c'est notamment deux lieux qui m'en ont permis l'apprentissage.

Le premier est le Centre culturel international de Cerisy¹ dont, avec ma sœur, j'assure la direction. Il est le fruit d'une longue tradition culturelle : notre grand-père a créé en 1910 les « décades de Pontigny » où, chaque été jusqu'en 1940, dans une abbaye cistercienne de Bourgogne, se sont réunis des artistes, intellectuels, savants de divers pays avec des acteurs économiques et sociaux autour de thèmes littéraires, philosophiques ou politiques. Son idée force ? dans un monde troublé, le dialogue est un facteur de paix. La modalité d'orga-

1 - Vous pouvez consulter le site du Centre culturel de Cerisy : <http://www.ccic-cerisy.asso.fr>

nisation imaginée ? prendre le temps de penser ensemble et, pour penser ensemble, il faut vivre ensemble dans un lieu agréable, loin des agitations urbaines.

C'est le même projet que notre mère a repris en 1952 au château de Cerisy, dans la Manche, et que ma sœur et moi poursuivons. Une affaire de famille en somme, comme le sont souvent encore les exploitations agricoles. Cerisy est un lieu de rencontre et de débats approfondis, situé dans le bocage normand entre Coutances et Saint-Lô, où, depuis l'enfance, j'ai été en contact avec les agriculteurs... Et, aujourd'hui, il se trouve que j'accompagne le département de la Manche et la région de Basse Normandie dans leurs réflexions prospectives...

Le second lieu est la RATP où j'ai exercé l'essentiel de mes activités. Au début des années 80, alors qu'elle vivait des contradictions intenses, elle s'est dotée d'une mission prospective dont l'objectif était de mieux comprendre les relations entre les transports et la ville. Son rôle ? constituer un « nœud de réseaux hybride » entre le monde de la recherche en sciences sociales, le monde de la ville et le monde des transports. Pendant de nombreuses années, elle a ainsi fait travailler ensemble des chercheurs, des ingénieurs, des urbanistes, des responsables d'administrations, d'entreprises et de collectivités, afin d'appréhender dans leur complexité les dynamiques urbaines au sein desquelles les transports jouent un rôle majeur.

Aux côtés de Jean-Paul Bailly – qui, après avoir passé toute sa carrière à la RATP en est devenu président, et qui, depuis 2002, préside la Poste –, j'ai participé à diverses réflexions, notamment pour Le Conseil économique et social, visant à renouveler la prospective et à mieux comprendre les évolutions de la société urbaine.

Les questions temporelles ont été au cœur de ces réflexions. À la suite d'un colloque de Cerisy en 1996, *Entreprendre la ville : nouvelles temporalités, nouveaux services*², qui nous ont permis de rencontrer les Italiens et Allemands à l'origine des politiques temporelles, nous avons animé plusieurs démarches, notamment pour le Conseil national des transports *Nouveaux rythmes urbains ? quels transports ?*³, et pour le CES *Les temps de la ville. Pour une concordance des temps dans la cité*⁴.

Les lieux sont importants aussi. Car la prospective a besoin de lieux informels pour s'exercer hors des sentiers académiques et institutionnels. Selon Bernard Stiegler, directeur de l'IRCAM, ce qui caractérise les sociétés contemporaines, ce sont de nouveaux rapports au temps et à l'espace, ce qu'il appelle une nouvelle calendarité et une nouvelle cardinalité. C'est dire qu'à côté de la prospective, qui se nourrit de rétrospective, il faut donner toute leur place à ces sciences de la

cardinalité et de la calendarité, que sont la géographie et l'histoire.

Au terme de cette première journée à l'épreuve des temps, qui a mis à jour la réalité des tensions que vivent les agriculteurs et les acteurs du monde rural, je voudrais vous introduire à la prospective du présent. Cette démarche en construction donne lieu, chaque été, à un colloque de Cerisy, dont les six premiers ont été publiés aux éditions de l'Aube⁵.

Je le ferai en discutant certaines évolutions liées aux temporalités appréhendées sous l'angle des rythmes quotidiens et des âges de la vie, en mettant en évidence les tensions qu'elles suscitent et la spécificité qu'elles prennent pour les acteurs du monde rural.

Puis, en proposant des détours par la Chine, mais aussi par la nuit, j'argumenterai l'hypothèse prospective selon laquelle les agriculteurs, dans la mesure où ils sont tenus à la fois à respecter les rythmes naturels et biologiques et à professionnaliser, voire à diversifier leurs activités dans un environnement complexe, deviennent des entrepreneurs ruraux capables, dès lors qu'ils accompagnent le mouvement de la société et les dynamiques territoriales, d'inventer de nouvelles manières d'être au monde conciliant exigences économiques et développement durable équilibré.

La prospective. Née en France dans les années cinquante, la Prospective a connu son âge d'or à une époque de croissance et de foi dans le progrès. Distincte de la prévision, elle a accompagné la planification et l'aménagement du territoire, pour décrire des futurs possibles, construire des argumentaires, donner les clés de lecture du changement, favoriser les évolutions culturelles.

Ce n'est pas une « discipline », mais une activité de synthèse. D'où sa mauvaise presse dans l'université française qui ne l'enseigne guère...

Pour dépasser les vues étroites des spécialistes et décrire de manière concrète une situation, rien ne vaut, disait un des pères de la prospective, Gaston Berger, *le colloque entre hommes d'expérience, ayant des formations et des responsabilités différentes. Il faut que des hommes se rencontrent et non que des chiffres s'additionnent*. Cela rejoint l'idée que la prospective est une rencontre, mais aussi le projet de Cerisy, et non moins le vôtre, ici, à Marciac.

Il faut voir loin, voir large, poursuivait Gaston Berger, prendre des risques, s'attacher aux faits humains et à leurs conséquences. « *Que veut-on et que faut-il vouloir ?* », telle est la question que posait Paul Valéry.

La prospective explore deux types de phénomènes : les *tendances lourdes* et les signaux faibles. Les tendances lourdes, c'est ce qui, majoritairement, se développe et auquel il convient de se préparer, même si l'on n'en maîtrise pas les rythmes. Les signaux faibles sont des

2 - Éditions de l'Aube, 1997, coordonné par Alain Obadia

3 - Jean-Paul Bailly, Edith Heurgon, Éditions de l'Aube, 2001

4 - Les Journaux Officiels, 2002.

5 - Prospective pour une gouvernance démocratique, L'Aube, 2000 ; Prospective pour une intelligence collective, L'Aube, 2001 ; Les nouvelles raisons du savoir, L'Aube, 2002 ; Les « Nous » et les « Je » qui inventent la cité, l'Aube, 2003 ; Vers des civilisations mondialisées : de l'éthologie à la prospective, L'Aube, 2004 ; La nuit en question(s), l'Aube, 2005.

émergences, des germes de futur qu'on ne voit pas nécessairement, mais qui, dès lors qu'on sait les détecter, peuvent constituer des faits porteurs d'avenir.

Pour la prospective, on a développé des méthodes : consultation d'experts, extrapolation de tendances, analyse de données, modélisation, scénarios... Mais l'esprit de la prospective s'est peu à peu perdu dans les outils. Avec la montée des incertitudes, la prédominance du court terme, la gestion dans l'urgence et les stratégies adaptatives, la prospective a connu une période de traversée du désert dans les années 80 et 90.

Dans les années 2000, notamment à la DATAR, une certaine relance de la prospective a été engagée autour des Territoires 2020, avec notamment le groupe animé par Philippe Lacombe « *L'agriculture à la recherche de ses futurs*⁶ ».

Un renouvellement de la prospective. En 1998, un rapport de J.P Bailly⁷ au Conseil économique et social avait proposé un renouvellement de la prospective. Au départ, il portait sur *prospective et décision publique*. À l'arrivée, un troisième terme avait été introduit : *débat*. Ce qui paraît nouveau, c'est l'articulation des trois termes : la *prospective* permet de nourrir le *débat* qui prépare la décision publique.

Dans cette optique, la *décision* n'est plus considérée comme un choix opéré à un moment précis par la puissance publique ; elle ne se réduit pas, selon la formule d'Armand Hatchuel, professeur à l'École des Mines de Paris, à *un spasme décisionnel*, mais elle intègre l'ensemble du processus qui en permet la construction.

Et la prospective, loin de se limiter à une étude d'aide à la décision en amont, qui élabore des scénarios de

futurs possibles, devient une démarche exercée de manière continue et interactive, stimulant un processus d'intelligence collective capable d'alimenter le débat et de co-construire des futurs souhaitables.

Pourquoi renouveler ainsi la décision et la prospective ? Il nous semble que ce soit en raison d'un double désajustement.

Le premier tient au fait que désormais les décisions économiques, sociales, politiques, ne se prennent plus au même niveau : avec l'Europe et la mondialisation d'un côté, la décentralisation de l'autre, aucun acteur ne peut plus exercer une souveraineté sans partage. D'où une panne de la décision publique et un déficit du débat public, accompagnés d'une métamorphose du système d'acteurs, avec des acteurs de plus en plus nombreux, mais de moins en moins forts – avec aussi des médias peu enclins à penser le long terme. Le second constat est celui du désajustement de plus en plus fort entre la société et les institutions qui peinent à se réformer. Gérard Demuth, ancien directeur de la Cofremca, y discerne un nouveau contexte social, entre vitalité, précarité et blocage institutionnel.

En effet, le monde change, il change dans les villes, il change aussi dans les campagnes. Il change plus vite et autrement que ne permettent de l'appréhender nos systèmes de connaissance et de gouvernance actuels. Au-delà de l'adaptation, il y a un devoir d'invention. Car les évolutions contemporaines portent à la fois sur les aspects macroscopiques du système économique, financier et technologique et, de manière plus spécifique, sur les transformations locales, voire microscopiques, de la société.

Sous l'effet d'un cumul de crises, la tendance est forte de diagnostiquer une société en décomposition généralisée (des valeurs, du sens, du lien social...) laquelle, de surcroît, soumise à la « tyrannie de l'urgence », se trouverait privée d'avenir. Et pourtant, à ces processus de décomposition sont associés des processus de recomposition permettant de concevoir un « individu relationnel » combinant les valeurs d'égalité et d'autonomie.

Au-delà de certaines réactions de conservatisme et de corporatisme, le corps social manifeste d'étonnantes facultés d'ouverture au changement, pour trouver des réponses aux difficultés qu'il rencontre (chômage, précarité...), s'approprier les nouvelles technologies, vivre selon des rythmes sociaux qui ne sont plus régis par le seul travail. En revanche, le système qui produit les décisions publiques peine à suivre cette évolution des comportements, d'où un décalage accru entre des institutions qui fonctionnent encore selon un modèle mécaniste et les aspirations des personnes à plus d'autonomie, de solidarité, de participation...

Pour appréhender les enjeux collectifs de demain, la prospective constitue une démarche pertinente. À condition de se renouveler afin, au-delà d'une visée pla-

6 - L'Aube, 2002

7 - Ce rapport *Prospective, débat, décision publique*, publié en 1998 aux éditions des Journaux officiels, a été réédité sous le titre « *Demain est déjà là* », à l'Aube, en 1999, dans la collection *Prospective du présent*, que nous animons avec Josée Landrieu, qui dirige la mission prospective du Ministère de l'Équipement,
8 - Voir notamment les interventions de Gérard Demuth, Bernard Stiegler et Roger Sue dans *Des « Nous » et des « Je » qui inventent la cité*, colloque de Cerisy, L'Aube, 2003

nificatrice, d'accroître l'intelligence collective des acteurs. Il s'agit d'une prospective qui rencontre la maïeutique, d'une « lecture aiguë » du présent, d'une interprétation dynamique de l'innovation. Au lieu d'apporter des solutions définitives élaborées par quelques-uns, il s'agit d'une prospective partagée qui met en mouvement les acteurs à partir des initiatives locales. C'est ce que nous appelons la prospective du présent. Mais, avant de vous en parler, permettez-moi de revenir sur certaines notions relatives à la transformation de nos rapports au temps.

De nouveaux rapports au temps. On assiste à une montée en puissance de l'enjeu temporel comme question sociétale majeure : une nouvelle conscience du temps s'instaure dans un contexte marqué par la globalisation de l'économie, une conception renouvelée de l'individu et une démocratisation de la sphère privée comme de la vie publique.

C'est à partir d'une relecture d'un autre colloque de Cerisy, *Modernité : la nouvelle carte du temps*⁹, que j'introduirai certaines évolutions qui rejoignent l'argument de cette université d'été et que je pointerai les tensions qu'elles peuvent susciter.

La tyrannie de l'urgence. Qu'en est-il d'abord de la tyrannie de l'urgence que dénonce Zaki Laïdi ?

L'urgence est la nécessité d'agir sans délai, de résoudre vite un problème grave (au plan humanitaire, social ou économique...). La tension relève alors du décalage entre le temps nécessaire pour agir et le temps restreint dont on dispose. Cependant ce qui va vite n'est pas nécessairement urgent.

Mais lorsqu'elle s'impose de manière systématique, l'urgence tend à s'ériger en idéologie. Le règne de l'urgence envahit alors le monde médiatique pour devenir une modalité dominante d'organisation de la vie collective.

Pour imposer l'urgence, la logique des marchés financiers utilise l'instantanéité induite par les nouvelles technologies. Cette logique qui, dans les entreprises, permet à la compétition de s'intensifier (en gagnant du temps, on gagne de nouveaux marchés) se répercute sur les rythmes du travail quotidien et s'étend, par contagion, aux autres sphères de la société.

Dans la vie privée, l'instantanéité structure les relations entre individus avec la même exigence d'immédiateté. L'urgence est alors vécue à la fois comme une contrainte et comme une volonté de puissance, liée à la mort. D'où une pulsion de désir (il ne faut pas rater une occasion pour réussir sa vie) qui conduit à réagir par impulsion. Ne prenant plus une distance suffisante avec l'ici-maintenant, l'individu manifeste une certaine propension à la versatilité, modifie sans cesse son emploi du temps avec, pour excuse, justement, l'urgence...

9 - François Ascher, Francis Godard, L'Aube, 2002.

De nouvelles configurations temporelles. Résultent de l'imbrication et du télescopage des ordres temporels qui structurent nos existences :

- les frontières entre travail marchand et activités domestiques se déplacent. Selon le sociologue Jean Viard, le temps de travail sur une vie, qui était de 50 % en 1900 est passé en 2000 à 11 % en France (16 % aux USA). Mais, alors que le temps de travail d'une vie d'homme a diminué de moitié depuis 1950, celui de la majorité des couples, en raison de la généralisation du travail salarié des femmes, est resté constant ;
- les loisirs imposent un nouvel ordre temporel marquant le passage d'une époque où le temps de travail structurait la société à une époque où le temps libre, dimension essentielle de l'art de vivre, transforme l'individu et la société : sur une vie moyenne de 700 000 heures, 220 000 consacrées au sommeil, 96 000 à la télévision, 63 000 au travail. Restent 320 000 heures disponibles...

Hier l'espace était à l'homme, le temps à Dieu. Aujourd'hui, le temps devient un bien premier de l'individu et de la société : comment construire une société de l'art de vivre et des temps libres créatifs de qualité ouverts à tous ?

Vers une éthique des bons temps. Avec la mondialisation, se développe une conception du temps fondée sur la vitesse et le 24 h/24. Les conséquences sont, pour les entreprises, un fonctionnement en continu (circulation monétaire, rythme accéléré des produits, inflation des nouveautés...). Et, pour les individus, une tension interne qui s'opère soit par excès (stratège du temps, multiples activités), soit par défaut (fatigué, décroché) (A. Ehrenberg, R. Castel).

La réorganisation des temps sociaux porte alors sur l'ensemble de la vie et impose de nouvelles épreuves temporelles qui placent la négociation sur la scène du temps de travail et sur la scène de la vie privée. La question est alors la conciliation des temps de la vie quotidienne (vie professionnelle, vie privée, vie familiale, vie associative ou politique...) mais aussi la prise en compte de la transformation des âges de la vie (avec l'apparition d'âges de passage et la nécessité de brassages entre les générations).

Des tensions apparaissent aussi entre les rythmes du système productif et les rythmes des individus : faut-il accélérer ? faut-il ralentir (P. Sansot fait l'apologie de la lenteur) ? Entre vitesse et lenteur, quelles nouvelles régulations sociales ? Vers une éthique du bon tempo par alternance de rythmes différents ? (se demande alors F. Godard).

Les agriculteurs sont confrontés également à ces épreuves du temps. Ils le sont davantage et autrement que les gens des villes. S'ils souhaitent diversifier leurs activités vers l'agro-tourisme ou les services,

ils rencontrent des problèmes d'articulation de rythmes de travail hétérogènes, doivent répondre aux exigences particulières des activités de service, subissent un accroissement de la charge mentale. C'est donc une nouvelle économie du temps, différente de l'activité agricole classique, qu'ils doivent mettre en place dans le cadre d'une organisation collective, encore souvent familiale, fondée sur le brassage des générations... Dans la mesure où le travail de la terre est lié au temps long de l'histoire du climat, il nous semble que les agriculteurs, confrontés aux mutations des cardinalités et calendarités, sont peut-être mieux que d'autres à même de trouver les « bons tempos » : au plus près des réalités physiques, familiers des rythmes naturels et biologiques, des cycles saisonniers, sensibles aux aléas du climat et aux risques de divers ordres, ils ne peuvent succomber à la tyrannie de l'urgence qu'impose la pression des marchés financiers. Garants des bons équilibres, ils apprennent à concilier les exigences de vitesse de la production, les durées nécessaires aux cultures et à l'élevage, les précautions permettant d'assurer un développement durable des territoires qu'ils exploitent, maintiennent ou valorisent.

Temps physique/temps devenir. Avec Philippe Zarifian, il convient ici d'introduire la distinction bergsonienne entre deux temps :

– le temps physique (Chronos), qui rythme notre emploi du temps. Depuis Aristote, il mesure le déplacement d'un corps entre un point de départ et un point d'arrivée. Ce temps des horloges permet de mesurer, quantifier, coordonner des processus, d'orienter le passé vers le futur. On lui associe un calendrier : repère commun à une vaste communauté humaine.

L'avenir est une notion associée au temps physique, en lien avec la prévision (que sera, à quelle date, telle entité?).

– le temps devenir (Aïôn) est un temps qualitatif, vécu, qui se réfère à la durée, au temps de la conscience, des mutations.

Si le temps physique remplit des fonctions inestimables, le temps devenir offre une perspective essentielle : il a le pouvoir de donner du sens, de « faire advenir »...

Le devenir fait sens de la valeur différenciante attribuée au cours des choses : le vieillir s'impose à nous, mais il y a plusieurs façons de vieillir, en tant que vieillir est une mutation et non un déplacement linéaire dans une datation.

Dans cette perspective, le présent existe comme tension entre un passé déjà joué et un futur à venir. C'est au présent que nous devenons à tout instant, mais à des instants hétérogènes, à des moments qualitatifs dans le flux des mutations.

Pour Paul Ricoeur, c'est le temps de l'expérience, des initiatives, de l'agir ensemble. Il est à entendre comme présent duratif qui, s'opposant à la tyrannie de l'urgence, restaure le moment et, au-delà, le processus. Le moment fait place à l'initiative, nous rend responsable de notre avenir :

– avant, c'est la mémoire, l'expérience qui s'y cristallise. Passé immédiat, le présent est le degré le plus contracté de la mémoire ; il intègre, au-delà du réalisé, les passés empêchés qui n'ont pas pu advenir ;

– après, c'est l'anticipation de l'advenir : imprévisible, car toute avancée dans le futur apporte du nouveau. Le présent comporte du « futur déjà là ». On peut adopter un parti pris éthique sur les devenirs possibles.

Jean Chesneaux¹⁰ nous invite à renouer, dans le respect de la durée, un dialogue interactif entre le présent agissant, le passé comme expérience et l'avenir comme horizon de responsabilité.

Détour par la Chine. En Occident, le temps physique, temps du calcul économique, domine, alors que le temps-devenir ne manifeste son existence que de manière souterraine.

Ce n'est pas le cas en Chine, où la nature est pensée, non en termes de corps, mais de « processus, produit d'interactions engendrées par des facteurs à la fois opposés et complémentaires ». Le philosophe François Jullien affirme : *Il y a une fécondité de la Chine à penser l'indistinct, donc la transition, donc le changement, et il y a une fécondité en Europe à penser le distinct, donc l'écart, donc le mouvement.*

La Chine pense le constant, « ce qui au travers de la transformation ne varie pas », le passage du jour et de la nuit, des saisons. Les modes de relation avec la

10 - Habiter le temps, Bayard éditions, 1996

11 - Jean-Paul Bailly, réédition aux éditions de l'Aube du rapport au CES

12 - Nom d'une revue célèbre.

nature sont différents : en Occident, l'œil est l'organe dominant de la pensée ; en Chine, la respiration permet le branchement sur la nature.

Le sage en Chine est « celui qui sait déceler l'amorce de la tendance qui va le conduire finalement à l'occasion ». Il n'est jamais dans l'urgence puisqu'il intervient au moment où il faut, sans avoir à se presser, sans cette hâte qui semble définir le monde d'aujourd'hui. Pour les agriculteurs, le temps devenir revêt également un caractère essentiel. Ils semblent plus proches des sages chinois dans la mesure où, respectueux de la successivité du jour et de la nuit comme de celle des saisons, attentifs aux variations de climats et aux risques naturels, plutôt que l'événement, ils privilégient le moment opportun, celui où sont réunies les meilleures conditions pour agir.

La prospective du présent. Si la prospective classique fait référence à l'avenir du temps physique, la prospective du présent s'inscrit résolument dans le temps devenir. D'où cette formule, certes paradoxale, de *prospective du présent* que vous comprendrez mieux maintenant : le présent, loin de se fondre avec l'instant, introduit la durée, le moment, le *Καίρος*.

Selon Gaston Berger, dans l'avenir, comme dans le présent, il y a plus de choses à voir qu'on ne le suppose, encore faut-il vouloir regarder. La prospective du présent postule à son tour que certaines transformations sont à l'œuvre qui constituent autant de germes de futur (*Demain est déjà là*¹¹), mais nous avons du mal à les percevoir.

Des futurs possibles aux futurs souhaitables. Considérer ainsi le présent place la prospective dans son rôle d'élaboration d'une connaissance partagée pour l'action, capable d'ouvrir le champ des possibles.

Si la prospective classique envisage des futurs possibles, des « futuribles¹² » (lesquels, proposés par des experts aux décideurs, ont tendance à se restreindre jusqu'à la pensée unique...), la prospective du présent postule la construction de futurs souhaitables. Cherchant à accroître les marges de manœuvre des acteurs, cette démarche s'oppose à la fois à l'idée d'un avenir fatalité et à celle d'une pensée hégémonique.

La prospective du présent repose sur un principe qui peut paraître angélique : l'optimisme méthodologique. Alors que la science exerce une fonction critique, la prospective du présent s'efforce de percevoir ce qui fonctionne bien, ce qui est innovant, ce qui surprend, et que nos modes de pensée actuels ne permettent pas toujours de voir.

D'où la nécessité de « décaler » les regards, de déranger les représentations dominantes pour percevoir les transformations déjà à l'œuvre. Et si ces transformations vont dans le sens des futurs souhaitables, ceux

que le débat a construits, alors elle les utilise comme leviers de changement pour engager des initiatives prospectives capables de monter en généralité.

La prospective du présent opère ainsi sur des champs de tensions. Plutôt que d'apporter des solutions à des problèmes mal posés, elle s'efforce de formuler les bonnes questions : Et si... ? Jusqu'où... ne pas ? Elle cherche à dépasser les tensions par une pensée qui procède moins par opposition que par composition, à remplacer les catégories d'état par des catégories de processus. En bref, elle s'efforce de faire paraître *d'autres manières d'être au monde*, souvent déjà là, mais étouffées par les forces dominantes.

C'est dans le domaine des transports urbains que nous avons d'abord mis en œuvre la prospective du présent : à propos des violences urbaines, au sujet des nouvelles formes de mobilités, en ce qui concerne les évolutions des rythmes quotidiens.

Aujourd'hui elle guide la démarche de prospective partagée, Poste 2020, à laquelle j'apporte mon concours. L'interpellation a été la suivante : pour accroître sa compétitivité face à la concurrence européenne, la Poste professionnalise ses métiers, industrialise ses processus et développe son potentiel commercial, notamment à l'égard de ses gros clients que sont les entreprises. Mais ce faisant ne prend-elle pas le risque de ne plus être dans le mouvement de la société alors que, paradoxalement, ses facteurs sont accueillis dans chaque famille et son réseau de points de contact maille finement le territoire ? Ayant choisi comme entrées les questions du service et du territoire, l'objectif est de réinventer la Poste à partir de la diversité des situations dans lesquelles elle exerce ses activités en accompagnant le mouvement de la société et la dynamique des territoires. La démarche est conduite dans 5 départements français (Hérault, Isère, Manche, Nord, Val de Marne) et associe localement des élus, des acteurs économiques et sociaux, des chercheurs, mais aussi des postiers de base et des clients. Un des enjeux est, au-delà des oppositions traditionnelles ville-campagne, d'appréhender la variété des configurations territoriales de façon fine et dynamique, afin d'améliorer les services postaux et d'en imaginer de nouveaux pour répondre aux attentes d'une large variété de clients.

Détour par la nuit. Avant d'aborder les relations ville-campagne, je vous proposerai un détour par la nuit. La nuit est en danger. C'est en effet un des derniers espaces que s'emploient à coloniser toute une série de forces économiques, scientifiques, religieuses. La nuit est menacée de banalisation pour ne plus être qu'une portion des 24 heures de la journée (jour et nuit). Ce faisant, elle risque d'être vidée de sa substance et de sa valeur symbolique.

Nous avons organisé à Cerisy, en 2004, une décade sur La nuit en questions. Des infirmières, des machinistes de nuit, des « nuiteux » de La Poste nous ont parlé de leurs expériences, avec aussi des artistes, des philosophes, des psychanalystes. On a compris que les relations que l'être vivant entretient avec la nature, avec lui-même, avec les autres, ne sont pas les mêmes la nuit que le jour, qu'il y a moins de contraintes, moins de hiérarchie, davantage de convivialité. On a même fait l'hypothèse d'un régime nocturne de la pensée, d'une pensée nuitale en quelque sorte (pour reprendre les termes de Geneviève Clancy), mais aussi d'une sensibilité propre à la nuit, d'un mode d'habiter poétiquement la nuit.

Nous avons formulé une question prospective : Et si la nuit, dans la mesure où elle révèle des expériences autres, permettait d'imaginer d'autres manières d'être au monde ? En effet, la nuit a beaucoup à apprendre au jour dès lors qu'on l'appréhende avec tous ses sens et qu'on en éprouve les diverses saveurs. Le régime de pensée nocturne, entre deux nuits, est modeste, pluriel, paradoxal. Il témoigne d'une pensée en mouvement qui privilégie les processus, les passages, les émergences. Il associe à l'intelligence collective (faite de l'articulation des connaissances scientifiques et des savoirs du quotidien) les expériences sensibles.

La ville et la campagne. Sous l'effet de l'inéluctable devenir marchand du monde, n'a-t-on pas tendance, de même qu'on banalise le temps, à uniformiser l'espace ? La campagne n'est-elle pas, comme la nuit, en danger, victime d'un étalement urbain continu ? Par exemple, les entrées et sorties de villes ne témoignent-elles pas d'un laisser faire haïssable ?

De même que l'on aspire à des villes fonctionnant 24 heures sur 24, ne rêve-t-on pas de vivre à la fois à la ville et à la campagne ? Devant ces exigences consuméristes du « quand je veux, où je veux, comme je veux », les questions se posent en termes de conciliations, d'accords, d'arrangements locaux, de jusqu'où... ne pas ? Comme les rythmes quotidiens, les modes d'habiter le territoire se transforment en raison d'au moins deux facteurs principaux : le triomphe de l'urbanité et une nouvelle répartition des peuplements dans une société où la mobilité se généralise.

Le triomphe de l'urbanité. L'urbanité s'échappe de la ville pour se diffuser dans l'ensemble des territoires. En effet, plus les modes de vie sont maillés par les médias, les téléphones portables, moins il semble y avoir de lieux nécessaires à telle ou telle activité.

Au sein d'une culture de la ville généralisée à la société, les formes modernes des mobilités ne connaissent plus de limites de distance, ni de temps. Le lointain et le proche se télescopent tandis que se transforment les

échelles quotidiennes. Plus que l'opposition d'un type de lieu à d'autres, on observe une certaine délocalisation des relations des individus entre eux, aux savoirs, à la santé, à l'éducation...

La ligne de partage entre la ville et la campagne s'efface dans la mesure où la production de la ville s'étend à l'ensemble de la société. L'espace non-urbain est capté par la ville elle-même, imaginaire autant que concrète (avec la péri-urbanité, les longs week-ends, les résidences secondaires, les gîtes ruraux, les maisons de famille...).

Ceux qui peuvent en bénéficier y gagnent une souplesse de choix des lieux de vie. Mais ces évolutions laissent sur le bord de la route tous ceux qui n'y ont pas accès : l'immobilité devient alors un important facteur d'exclusion.

Ville et campagne forment désormais un couple où triomphe l'urbanité. Campagne inventée, du spectacle et du paysage, du patrimoine et du jardin, de la diversité des savoirs et des cultures. Campagne qui n'est pas anti-urbaine, mais, à côté de la ville, sa jumelle nécessaire.

Une nouvelle répartition des peuplements. D'où une répartition différenciée des peuplements et des activités selon un nouveau partage des affections et des usages. Le mode d'habiter les espaces ruraux apparaît bipolarisé :

- une partie voit leur population diminuer et surtout vieillir (espaces enclavés, loin des voies de communication, dominés par l'économie agricole) préfigurant les populations européennes des futures décennies ;
- une autre partie enregistre, depuis vingt ans, le plus fort taux de croissance démographique (périphérie des métropoles, zones frontalières, vallées fluviales, axes de communication). D'espaces de production, ils deviennent espaces résidentiels.

Ce repeuplement est lié à un lent mouvement de sortie des villes dont l'essentiel se localise au plus près des pôles urbains : partout où le peuplement se développe, il y a, à proximité, une ville, même petite, et dynamique. Ce n'est pas un mouvement de retour vers la campagne d'hier mais une nouvelle distribution de la population dans l'espace qui, grâce à des mobilités croissantes, cherche à vivre simultanément à la ville et à la campagne.

Les lieux les plus désirables sont alors situés à côté de la ville, là où on peut accéder alternativement à ces deux mondes. C'est le choix aussi bien des paysans qui se rapprochent des villes (concentration rurale) que des urbains qui s'en éloignent (étalement urbain).

Ce nouvel imaginaire du territoire qui bouscule la relation ville-campagne transforme aussi la relation Nord Sud et province capitale, et fait apparaître la diversité des régions.

Quelles sont alors les perspectives? d'un côté, des cités-territoires autour des villes puissantes, de l'autre, des territoires organisés dans une urbanité diffuse? à terme, un grand territoire urbain avec l'essentiel de la production agricole et un territoire vert avec peu d'activités productives?

Quels sont alors les enjeux? passer d'une conception qui oppose la ville à la campagne à une perception nouvelle qui vise à organiser, entre le vert et les métropoles, la diversité des territoires? Comment faire société ensemble dans un monde d'urbanité mobile? comment ne pas laisser trop de monde sur le bord de la route? quelles dynamiques sociales stimuler à l'initiative des habitants, permanents ou temporaires et de leurs nouveaux centres d'intérêts?

Le monde rural : nouvel art de vivre et développement durable équilibré?

Notre hypothèse prospective est que l'espace rural, par les avantages comparatifs qu'il présente (espaces productifs et résidentiels, ressources naturelles et patrimoniales, biens et services pour l'ensemble de la société), présente des opportunités exceptionnelles pour mettre en mouvement les acteurs locaux dans un processus de développement durable et équilibré lequel, complémentaire du développement urbain, peut favoriser la répartition géographique des activités et des hommes sur le territoire. Cette hypothèse rencontre le mouvement de la société. De nouveaux comportements alimentaires témoignent d'exigences accrues dans le domaine de la santé, du goût, de la culture et des échanges. Et, à cet égard, on peut noter le succès de certaines initiatives en matière de qualité d'origine et de labellisation de produits.

Par ailleurs, à côté de tendances lourdes comme l'augmentation du temps consacré aux loisirs ou la conscience environnementale, on observe des changements dans les stratégies résidentielles, les pratiques culturelles, les comportements de mobilités qui révèlent un nouveau rapport à la nature et au territoire, manifestant le désir d'un nouvel art de vivre.

Disposant désormais des réseaux et technologies de communication, le monde rural et la campagne suscitent un intérêt croissant comme lieu d'une vie équilibrée, saine et proche de la nature, lieu de ressourcement, mais aussi lieu possible pour entreprendre et réaliser les désirs de populations de tous les âges.

L'évolution du département de la Manche offre une bonne illustration de ces enjeux. En forme de presqu'île, il s'est longtemps maintenu à l'écart du monde, d'où une certaine qualité des paysages et d'agréables conditions de vie.

Département à taille humaine (500 000 habitants), la population y est répartie de manière relativement homogène sur des territoires ruraux, mais aussi rurbains. En

effet, il n'y a pas de grande agglomération, mais un important réseau de villes, petites ou moyennes, et un grand port, Cherbourg, naguère militaire qui devient port de commerce et de haute mer. Sur ce territoire « finistère », des infrastructures de communication ont récemment permis de lutter contre son enclavement en renforçant son accessibilité physique et virtuelle (autoroute, 4 voies, Manche numérique).

C'est un territoire maritime, avec de multiples ports et plages, où, grâce à l'attractivité du littoral, se développent les activités liées à l'exploitation des ressources de la mer (pêches, conchyliculture, agro-alimentaire...), au tourisme, avec une forte croissance des résidences secondaires ou principales pour des retraités.

C'est un territoire agricole (17 000 exploitations, dont 11 000 à haut niveau de production), orienté vers l'élevage (lait et viande) avec d'importantes exploitations professionnelles et de fortes industries agro-alimentaires, avec une diversification des activités vers les produits du terroir, les produits bio, la valorisation des paysages, la préservation de l'environnement.

C'est aussi un territoire qui accueille des industries de grande taille.

Les agriculteurs dans le mouvement de la société?

De même que nous nous sommes demandés : comment réinventer la Poste à partir de la diversité de ses territoires en conciliant compétitivité au plan européen et services de proximité aptes à accompagner le mouvement de la société? Une formulation de même nature peut être suggérée aux agriculteurs et aux acteurs ruraux : comment réinventer diverses formes de ruralité (de rurbanité) qui, combinant les avantages de la ville et de la campagne, soient capables de concilier,

dans une société d'urbanité mobile, dynamisme économique, art de vivre et développement durable?

Pour exister demain, les agriculteurs doivent certes, selon le temps paramètre, construire leur avenir en prenant en compte la mondialisation des échanges et tirer le meilleur parti des technologies. Cela leur impose des efforts importants en termes de professionnalisation, d'investissements et de respect des normes de production à l'échelle européenne.

Pour accompagner le mouvement de la société, il leur faut aussi, selon le temps devenir, anticiper l'advenir de nouvelles manières d'être au monde, en étant attentifs à la transformation des modes d'habiter le territoire lié à un nouvel art de vivre (pour les urbains comme pour les ruraux).

Pour concevoir et faire advenir ces futurs souhaitables dans un monde incertain et complexe, la prospective du présent peut aider les agriculteurs, en partenariat avec les autres acteurs du monde rural et en relation avec les villes, à inventer de nouvelles configurations qui s'appuient sur les transformations déjà à l'œuvre et sur les initiatives partenariales aux échelles pertinentes.

Des marges de manœuvre importantes existent et, selon les contextes géographiques et les cultures locales, des choix sensiblement différents peuvent être faits qui intègrent plus ou moins les fonctions économique, sociale et environnementale de l'agriculture.

Certains font le choix d'une agriculture spécialisée, privilégiant une production standardisée (grandes cultures, lait et viande) pourvoyeuse d'une alimentation de masse, de matières premières peu différenciées. Supposant une adaptation de la PAC, ils s'inscrivent dans le cadre d'une économie administrée et bénéficient d'aides compensatoires à la production. Ils prennent alors en compte les exigences de qualité et d'environnement au travers de normes de plus en plus rigoureuses.

D'autres font le choix de s'inscrire dans un renouvellement de l'économie rurale dont peuvent tirer parti d'autres activités, comme le tourisme ou l'implantation d'entreprises capables d'offrir à leurs salariés d'agréables conditions de vie. Ils développent alors une offre de biens et de services (produits du terroir, biologiques et de qualité, accueil à la ferme, prestations rémunérées du patrimoine et des paysages). Protagonistes à part entière des politiques locales, ils deviennent des entrepreneurs ruraux à activité différenciée qui combinent trois fonctions : produire et nourrir, embellir les « paysages à vivre », préserver l'environnement (biodiversité) pour les générations futures. Ces choix supposent une explication des objectifs et le montage d'une organisation capable de les atteindre (exploitation collective ou individuelle, structures reposant ou non sur une base familiale...) imposant de concilier des contraintes temporelles de différents ordres, et cela d'autant plus qu'ils diversifient leurs activités au-delà de la production agricole.

De ce point de vue, il nous semble qu'un bon nombre d'agriculteurs, disposant désormais de compétences diversifiées, font preuve d'une grande inventivité pour imaginer des formes d'association qui ne relèvent ni du strict modèle familial, ni du modèle entrepreneurial classique, et qui donnent l'exemple de modes de gouvernance innovants fondés sur la maîtrise des temps comme sur le partage et la conciliation d'objectifs différents. Leurs initiatives témoignent en effet d'une capacité à dépasser les tensions entre court, moyen et long terme dans la mesure où les contraintes du réel et les enjeux des décisions d'installation imposent de savoir résister aux pressions univoques des marchés et à la tyrannie de l'urgence.

Si comme nous l'avons suggéré, il existe un régime de pensée nocturne, modeste, pluriel, paradoxal, qui privilégie les processus, les passages, les émergences, qui associe aux connaissances scientifiques les savoirs du quotidien et les expériences sensibles, on peut faire un rapprochement avec la pensée pragmatique des entrepreneurs ruraux qui inventent de nouvelles formes de conciliation de la ville et de la campagne, de l'économie, du social et de l'environnement, bref qui s'inscrivent dans la perspective d'un développement durable. ■

DÉBAT

« La manière dont va le monde aujourd'hui n'est pas durable »

La conférence de Edith Heurgon a indéniablement suscité les réactions, principalement de la part de ceux qui sont en prise avec la décision publique. Approches territoriales, débats publics, pédagogie de la complexité... De quelle manière la « prospective du présent » peut-elle susciter les initiatives des acteurs locaux et aider à saisir des opportunités pour imaginer d'autres manières d'être au monde ?

Didier Houguet, ministre des Finances : Tout d'abord, merci infiniment, madame, d'avoir fait souffler un peu le vent des Décades et de Cerisy sur cet après-midi gersois. Vous avez abordé des questions de fond sur l'exercice même auquel nous sommes en train de nous livrer à Marciac.

Je suis extrêmement frappé de constater à quel point la prospective a « gagné » dans le domaine de la prise de décision publique – qu'elle soit politique ou pas – devenant une étape incontournable de la prise de... non décision. N'y voyez pas de la provocation, je m'explique : nous sommes aujourd'hui dans une société où la prise de décision publique ne s'entend pas sans débats citoyens ni sans recours à l'expertise scientifique-technique, qui sont en réalité des façons d'institutionnaliser ce que vous avez appelé « le spasme décisionnel ». Le débat public met en scène aujourd'hui une caricature des prises de positions conflictuelles, sans cesse ressassées ici et là, et force le trait sur l'expertise, conduisant de recours en contre-enquête, autant de rapports contradictoires dont l'issue se déroulera de toute façon, non dans le débat, mais devant le juge. Finalement, le temps de la réflexion, des échanges et de la décision n'existe plus que dans les manuels. Nous rêvons donc évidemment d'une prospective du présent.

Je vous ai écouté avec un grand intérêt. Il me semble que votre propos suppose une sorte de consensus social que la prospective institutionnelle est aujourd'hui incapable de dégager. Je conçois assez bien ce que peut être ce consensus par la magie d'un patron ou d'une équipe. Mais sur des sujets tels que l'avenir des OGM, le clonage ou le nucléaire, qui divisent le corps social, j'imagine mal la manière dont une prospective du présent pourrait trouver sa méthodologie politique.

Edith Heurgon : Chaque élément poussé à son extrême peut se caricaturer. J'ai dit d'ailleurs que la prospective a été tuée par les outils. Certes, le débat public s'enlise parfois. Lorsque je travaillais pour la Datar, un rapport de Jean-Paul Bailly n'avait pas pu être publié – la conclusion que j'y avais rédigée figurera prochainement dans la revue *Futuribles*. Qu'exprimait notamment ce rapport ? À la question de savoir si le débat public était plus vivace dans les prospectives territoriales que dans les prospectives d'État, nous avons répondu : cela dépend. Car en certains endroits, la prospective territoriale était dévoyée, s'assimilant à une simple opération de communication.

La prospective du présent travaille au plus près des acteurs et il lui faut trouver des espaces où le hiatus entre la vie des citoyens et les institutions existe. Pour le moment, je le trouve dans le travail que je mène avec la Poste.

Pour que le débat s'organise, vous avez raison, il y a des conditions à réunir. Il ne suffit pas de donner la parole aux gens, car celle-ci est souvent confisqué par celle des experts et des institutionnels. Cela dit, aujourd'hui, la prospective n'est pas un « spasme décisionnel ». Même si ce qui émerge, innove et transforme profondément les acteurs devient du « passé empêché », cela peut resurgir un jour.

Bernard Brunet, président de la section prospective du Conseil économique et social régional de Midi-Pyrénées : J'ai été très sensible à votre approche. J'ai le sentiment qu'on est de moins en moins dans l'idée linéaire selon laquelle la prospective préparerait le débat, et le débat préparerait la décision des politiques et des grands acteurs économiques. Nous sommes aujourd'hui tous potentiellement des décideurs. Et le processus de préparation de la décision, à l'image du vol de la bécasse qu'emploie Christian Blanc, doit être itératif (N.D.L.R. : lorsqu'il était patron d'Air France, Christian Blanc comparait sa méthode au vol de cet échassier qui se déplace en zigzagant). Il doit aller vers le décideur patenté, puis redescendre vers le citoyen. Le débat n'est pas à sens unique, juste voué à éclairer le décideur, mais aussi à éclairer les choix de chacun d'entre nous.

Dans les exercices de prospective que nous conduisons, nous essayons d'ailleurs de prendre en compte la décision individuelle. Nous avons réfléchi récemment à la question de la santé. Dans ce domaine, les comportements individuels s'avèrent décisifs dans l'évolution des offres de soin. La prospective du présent, telle que je l'entends, concerne chacun d'entre nous, dès lors que nous devons concilier les impératifs du temps court et du temps long.

Claude Miqueu, maire de Vic-en-Bigorre et conseiller général des Hautes-Pyrénées :

Je vous ai trouvée optimiste quand vous avez parlé de la Poste. Il y a dans cette approche services-territoires une belle ambition. Mais ne croyez-vous pas que vous êtes orpheline de ce que j'appellerai une « pédagogie de la complexité » ? Il y a certes dans la conceptualisation de cette évolution un discours que l'on peut entendre ici. Je puis témoigner que dans le Pays du Val d'Adour, pourtant engagé dans une charte expérimentale avec la Poste¹, il existe un profond décalage entre le vécu des acteurs locaux, en particulier les maires ruraux, et cette belle ambition. Nous pourrions être convaincus par l'évolution que vous avez évoquée, d'autant qu'en tant que parlementaire, j'ai voté la loi Quilès² en 90, un acte fondateur. Mais nous avons grandement besoin de cette pédagogie de la complexité.

Edith Heurgon : C'est peut-être trop tard pour la Poste, mais il faut essayer ! Je travaille sur cinq départements – la Manche, le Val-de-Marne, l'Hérault, le Nord et l'Isère – où nous avons créé des groupes de prospective avec des élus et des employés de la Poste, pour qu'ils s'écoutent, confrontent les stratégies, apprennent comment vit chacun d'eux. Ce que la Poste, au niveau du siège, ignore totalement. Puis il convient de réfléchir à la manière dont la Poste peut accompagner le mouvement des territoires en dynamique et réciproquement, comment ce mouvement des territoires peut accompagner le développement de la Poste. Je suis frappée, à chaque fois qu'on accorde confiance aux gens et qu'on les met en situation d'être intelligents et innovants, par leur capacité de compréhension d'une pédagogie de la complexité. Prenez les directeurs locaux de la Poste : ils sont placés dans des contradictions telles qu'ils n'arrivent pas seuls à les dépasser. Mais dès lors qu'on retire ce cadre contraignant, ils développent une extraordinaire capacité d'innovation.

Parallèlement, je travaille avec les stratèges, les économistes et les dirigeants de la Poste pour définir le modèle économique possible pour cette entreprise en 2020. Comment pouvons-nous évaluer autrement que par une économie à court terme et en prenant en compte la valeur ajoutée que peut créer la Poste dans les territoires ? Si on ne le fait pas, nous serons broyés. Bien sûr, mon propos sur la prospective du présent peut vous paraître un peu naïf, en ce sens que dans tout ce qui est lié à l'innovation sociale, la question qui se pose est : à partir de quand allons-nous pouvoir monter en généralité pour avoir une masse critique telle qu'on peut infléchir les choses ? Il est clair que c'est la rencontre avec les systèmes de gestion, de comptabilité et avec les modes d'évaluation des avantages qui permet de parvenir à cette étape.

Comme on ne sait pas de quoi demain sera fait, soyons prêts à saisir des opportunités qui feraient que le monde peut être très différent de ce que dessinent aujourd'hui les tendances lourdes. La manière dont le monde va aujourd'hui n'est pas durable. Il faut donc bien imaginer d'autres manières d'être au monde. Et si la prospective du présent peut y contribuer modestement, en partant des initiatives des acteurs locaux, de ce qui est déjà là, pour les monter en généralités, cela a beaucoup plus de chances de fonctionner que si on part d'un grand projet que l'on essaye ensuite de communiquer. La prospective et la communication n'ont jamais fait bon ménage. La prospective, c'est un espace de liberté, de rêve, où l'on essaye d'inventer ensemble quelque chose, mais c'est le risque, on ne sait pas ce qu'on va trouver ! Nous démontons la machine de la pensée unique.

Jean-Claude Flamant : Pour conclure, je dirais que l'optimisme dont vous vous réclamez est aussi celui de la Mission d'Animation des Agrobiosciences qui tente d'inventer des formes de débats entre tous les acteurs de la société. Et nous montrons fréquemment qu'en fonction de certaines procédures, il est possible de mener des échanges intéressants, y compris sur des sujets conflictuels, sans dériver vers la seule opposition frontale ou la captation de la parole par le discours officiel. Chacun en sort transformé dans sa vision de la société et des possibilités d'action qui sont à sa portée. Notre ambition aujourd'hui, nous appuyant sur cette richesse d'expressions, consiste à atteindre les décideurs, pour transformer ces mots en orientations stratégiques et en projets. ■

1 - Convention-cadre territoriale signée en 2005 pour neuf ans entre le Pays du Val d'Adour et la Poste, afin de promouvoir le service postal sur l'ensemble du territoire, dans un contexte de dépeuplement.
2 - La loi de juillet 90, proposé par Paul Quilès, alors ministre de la poste et des télécommunications, distingue deux personnes morales, la Poste et France Télécom. Dotée d'une autonomie de gestion, la Poste se voit confirmer ses missions de service public et reconnaître un rôle d'opérateur postal en matière d'aménagement du territoire.



EN VUE D'AGIR

Non, décidément, le monde n'est pas réglé comme une horloge. Mais une fois exprimée la crainte des arithmies, des retards, des trains ratés et d'un présent figé, c'est sous un autre angle que peuvent être appréhendés l'absence de perspectives claires et le flou des horizons. Après tout, quand l'avenir n'est plus tracé, n'est-il pas plus aisé d'inventer ses propres trajectoires ? Et si le temps n'est plus tout tracé, et au mythe du progrès, n'est-ce pas justement une chance à saisir pour que s'exerce notre imagination, pour passer enfin des procédés aux projets, pour faire des territoires ruraux le lieu de nouvelles modernités ?

En clair, mourir et renaître, concluera Armand Frémont.

RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

Prendre le temps du collectif

Animé par Patrick Legrand

« La perte du sentiment de l'avenir coïncide avec l'accroissement de nos connaissances sur les effets futurs de notre présent » conclut Zaki Laidi dans son ouvrage « Le sacre du présent ». Une assertion que confirment les cercles d'échanges : les uns de citer le manque de point de vue, le flou des horizons. Les autres de pointer au contraire la netteté du tracé et du cadre institutionnel à venir pour l'agriculture. Un déficit d'intelligibilité qui rend difficile la projection dans un lendemain qui chante et évoque la sclérose d'un monde finissant. A moins que... Loin de « faire avec », chaque cercle d'échanges a énoncé les conditions pour retrouver le moteur de la trajectoire et du projet : formation, information, réseaux, temps des autres et du collectif, réflexion prospective des collectivités locales sont autant de leviers pour cesser la course à l'adaptation, au profit de perspectives communes.

CERCLE 1

Rapporteur : Ana Soeiro

Une navigation à vue

Il est principalement ressorti de nos discussions que nous vivons dans un temps d'incertitude, ce qui paralyse les investissements à long terme. Pour utiliser une métaphore, cela nous contraint à faire une navigation à vue de la côte. D'un autre côté, cette absence d'horizon nous oblige à développer des capacités pour trouver des solutions conjointes au sein de coopératives ou de groupes économiques, ainsi qu'en terme de proximité à travers des ventes directes ou à la ferme. Concernant le temps physique, celui de l'horloge, nous avons considéré que l'homme se débrouillera toujours pour trouver l'énergie de s'adapter... ou de résister ! Une capacité d'agir qui est en revanche beaucoup plus mise en difficulté concernant le temps météorologique, dans la mesure où nous avons perdu un certain savoir-faire personnel et collectif. Nous vivons là beaucoup plus dans l'alerte, quitte à développer une certaine psychose par rapport aux événements climatiques, mais aussi à la pollution et aux maladies qui menacent notre temps présent et futur.

Cela dit, j'ajouterai personnellement que si l'incertitude est un signe des temps, ce n'est pas un problème uniquement franco-français : il est commun à toute l'Europe et peut-être au-delà.

CERCLE 2

Rapporteur : Omar Bessaoud

Comment savoir finir une histoire... pour mourir en paix

Je vais vous raconter l'itinéraire d'une conversation pour terminer sur des itinéraires possibles d'action. Nous avons eu tout d'abord une difficulté à penser le futur possible, à nous projeter dans l'avenir. C'est un paradoxe car l'horizon semble être clair : nous avons un tracé, celui des marchés et du capitalisme contemporain. Nous avons également un cadre politique, celui de la PAC, qui a pensé l'avenir autour de nouveaux « slogans » – qualité, cohésion territoriale, équité sociale et intergénérationnelle. Nous avons enfin analysé ce qu'il est advenu et nous pouvons remonter la généalogie des faits qui se sont déroulés.

Cette difficulté à penser le monde à venir serait liée en partie à la rapidité des évolutions. Les paradigmes techniques et productifs sont en effet à durée de vie très courte. Nous sommes pris entre la tentation de renoncer à ce monde de la vitesse qu'impriment les avancées techniques et la volonté de contrôler ces dernières. De fait, la seule possibilité qui subsiste, si l'on veut rester dans ce contrôle social de la technique, consiste à s'informer, se former, développer des réseaux, cultiver la proximité... Autre élément qui explique que nous ayons du mal à dessiner une prospective : le flou de l'objectif, sorte de point aveugle que nous sommes bien en peine de définir. Que veut-on faire demain et à quelle échéance ? Dans le passé, en France du moins, nous savions quels étaient les grands projets : nous avons évoqué Jules Méline¹ et le grand dessein du rattachement de la paysannerie à la République, puis du mouvement de modernisation initié par E. Pisani. Mais demain ? Peut-on et veut-on continuer à subventionner des agricultures, alors même que le nombre d'actifs s'effondre ? Veut-on continuer à être le ministère des agriculteurs et non celui des agricultures ?

À la fin de ce parcours, nous nous sommes demandés comment finir une histoire, celle du monde tel que nous l'avons connu, et de quelle manière commencer une histoire de ce monde finissant ? Comment se réapproprier un temps ponctué par des rythmes qui placent au cœur de l'action la vie des hommes et des femmes, leur survie, celui de l'environnement, de leurs territoires et de leur culture, sans pour autant transformer les agriculteurs en acteurs historiques et libérateurs, comme ce fut le cas de la conception qui plaçait les ouvriers au centre du projet libérateur du monde. Finalement, nous en avons conclu que nous étions face à un foisonnement d'itinéraires possibles qui ouvrent la voie à des actions décentralisées multiples. Pour mourir en paix.

1 - Par deux fois ministre de l'Agriculture, Jules Méline a présidé le Conseil des ministres de 1896 à 1898. Selon lui, l'économie française s'assimilait à un arbre, dont l'industrie fournissait les feuilles et branchages, et l'agriculture le tronc et les racines. Il a mené une politique protectionniste pour protéger l'agriculture française de la concurrence internationale et a signé deux ouvrages : « Le retour à la terre » (1905) et « Le salut par la terre » (1919).

CERCLE 3

Rapporteur : **Bernard Brunet*****Seul ou ensemble ?***

En partant d'une même série de questions, nous en arrivons à des choses très différentes. De notre côté, nous avons réfléchi au temps du processus de la décision et à ses modalités.

Sont apparus trois éléments. D'abord, la décision fondamentale, celle qui relève du libre-arbitre de chacun. Pour les agriculteurs, ce sont les choix de vie qu'ils opèrent, l'arbitrage entre le temps de travail, le revenu, les choix de culture... Cette décision là leur appartient, qu'elle soit individuelle ou collective. Et elle s'enrichit de la complexité.

Ensuite, vient la décision de gestion, qui consiste à appliquer au quotidien les conséquences des choix de la décision fondamentale. Celle-ci est beaucoup plus contingentée par toute une série de temps largement décrits hier – les cycles de production, le temps administratif, bureaucratique... – et se trouve limitée par la complication, tel que l'empilement inutile des contrôles. Enfin, nous avons distingué la décision vue du côté du consommateur, celle d'acheter et de consommer, qui passe par deux impératifs : l'information et l'éducation. Cette décision rejoint ce qu'on pourrait appeler le temps de la qualité.

Quant au contexte de la décision, un élément totalement exogène est apparu essentiel : celle des échelles et des seuils qui conditionnent la décision. Avec cette épée de Damoclès suspendue aujourd'hui sur la décision des agriculteurs : l'évolution de la PAC. En revanche, sur le plan endogène, nous avons pointé l'importance de la responsabilité individuelle, que va renforcer le découplage des aides. Cette décision personnelle est fortement conditionnée par l'information et la formation des acteurs.

Pour conclure, le cœur du problème consiste à savoir si la décision va dans le sens de la société – de plus en plus personnelle, individualisée – ou au contraire si elle va continuer à se raccrocher, comme c'est la tradition en agriculture, à des dimensions plus collectives.

CERCLE 4

Rapporteur : **Joseph Bonnemaire*****Changer le cahier des charges en cahier de ressources***

L'une des premières observations que nous avons faite concerne le raccourcissement des délais. Là où la dimension patrimoniale et générationnelle dominait autrefois le temps agricole, nous ne raisonnons plus aujourd'hui à vingt ans, mais à cinq ans. De plus, la pers-

pective se charge de ruptures possibles. Et l'agriculteur ne se dit plus forcément qu'il fera cette activité toute sa vie. Au fond, nous n'avons pas suffisamment repensé le rôle, les temps, les espaces de l'agriculture dans la société. Car l'agriculture est aujourd'hui soumise à des flexibilités, des tensions brutales. Comme l'a dit l'un d'entre nous, le XX^e siècle peut être considéré comme un accident dans l'agriculture, avec un développement basé sur le capitalisme et une énergie fossile que nous avons presque épuisée. Dans ce contexte, le XXI^e siècle pourrait être l'occasion de dépasser ce modèle. La prise de conscience des problèmes environnementaux et leur prise en compte par l'activité agricole pourraient peut-être introduire un autre rapport au temps, pour fabriquer davantage de réversibilité.

Par ailleurs, aujourd'hui, les agriculteurs pensent de plus en plus le temps en interaction avec le temps des autres, sachant qu'ils n'en ont pas toujours une visibilité claire, ce qui accroît la difficulté. Parmi nous, un agriculteur a ainsi donné l'exemple de sa venue à Marciac : cela faisait six mois qu'il avait envie de s'inscrire à l'Université, mais il n'a pu réellement le décider qu'avant-hier, d'abord parce que sa moisson était finie, mais surtout dès lors qu'il a su que tel voisin pouvait s'occuper de ses bêtes, que tel autre n'avait plus besoin de lui pour régler la moissonneuse.

Il y a donc une dialectique entre l'autonomie qu'on recherche et l'inscription dans un réseau qui est nécessaire. L'enjeu, c'est que ce temps collectif soit moins un cahier des charges qu'un cahier de ressources. Un temps de l'échange qui permet d'affiner la décision.

CERCLE 5

Rapporteur : **Mathieu Calame*****Comment accroître la capacité d'anticipation***

L'essentiel de nos discussions a d'abord porté sur les acteurs de la décision : les agriculteurs s'inscrivent désormais dans un environnement socio-économique plus large, et implique donc un plus grand nombre d'acteurs ayant chacun leurs temporalités, depuis les demandes de la société en terme d'environnement jusqu'aux stratégies des industries agro-alimentaires et de la grande distribution... Et nous avons distingué deux périodes récentes : l'une, de 1960 à 1984, qui obéissait à une logique d'offre, la demande étant assurée par la Pac. L'autre, à partir de 1984, où graduellement, une logique de marché prend le pas, avec ses pluri-acteurs. Par ailleurs, nous avons évoqué une décision un peu particulière, celle de l'abandon, de la déprise agricole et de la reforestation, qui constituent une tendance lourde.

Concernant la capacité d'anticipation, nous avons constaté des différences de comportements entre les producteurs, mais il s'en dégage néanmoins le sentiment que même s'il y a une augmentation des facteurs d'incertitudes, les moyens d'information et le niveau de formation des agriculteurs s'étant développés, leur capacité à anticiper semble également accrue. À cette nuance près : la réduction drastique du nombre d'agriculteurs peut éventuellement limiter la capacité collective d'anticipation.

Notre troisième point a concerné les politiques. Implicitement, nous avons considéré qu'en 2013, il y aurait peu ou pas de politique agricole européenne. Et nous nous sommes demandés s'il y aura une re-nationalisation ou une re-régionalisation de cette politique.

Les pouvoirs publics peuvent-ils créer des cadres favorables à la prospective et à l'anticipation individuelle ou semi-collective ?

CERCLE 5

Rapporteur : **Thierry Dupeuble**

Temps des projets et temps des mandats politiques

Nous nous sommes intéressés aux décisions de long terme qui nous engagent dans la durée : quelle exploitation vais-je pouvoir et vouloir transmettre d'ici dix à quinze ans ? Quelle exploitation vais-je devoir gérer et proposer comme projet de vie, moi qui ne suis pas encore installé et qui n'ai pas encore de conjoint ?

Ces décisions sont difficiles à prendre parce qu'on manque d'une vision à long terme, d'un projet de société où l'agriculture ait sa place. Car le projet ancien de l'autonomie alimentaire, dont nous connaissons la traîne et sur lequel s'est construite l'agriculture moderniste, s'est un peu épuisé. Suffit-il de l'élargir à la question de la sécurité sanitaire ou à la question de l'autonomie énergétique pour lui redonner du souffle ? Et à quel niveau penser cette autonomie alimentaire : au niveau mondial, des grands ensembles régionaux, ou infra-national ? Selon les réponses à ces questions, les choix ne sont pas les mêmes.

Face à cette carence d'horizon, difficile de prendre des décisions autrement que sur la base des signaux de court terme dont on dispose : je vais continuer à faire du maïs tant qu'il est primé, ou encore il vaut mieux que j'abandonne l'élevage si je veux trouver une femme... Et on peut se poser la question de l'irréversibilité de ces choix pris sur des signaux de court terme. Car s'il y a par exemple abandon de l'élevage, la capacité d'auto-suffisance alimentaire continuera-t-elle à être assurée collectivement ? Les agriculteurs sont, de fait, de plus en plus confrontés à des décisions individuelles fautes

de lieux où ces questions sont instruites collectivement. Pour conclure, nous nous sommes interrogés sur le rôle que peuvent jouer les collectivités locales dans la mise en place de ces lieux de débat et dans la résolution de ces problèmes. Ainsi, certaines constituent des réserves foncières pour installer des agriculteurs et se posent la question du type d'agriculture qu'elles voudraient voir se développer sur leur territoire. Mais cela bute sur la compatibilité entre le temps de ces projets là et le temps des mandats politiques, ainsi que celle de la capacité de ces élus à s'emparer de problèmes qui se réglent jusque-là par un dialogue entre l'État et les agriculteurs.

CERCLE 7

Rapporteur : **Jean-Pierre Estrampes**

Conflits temporels

Notre groupe est resté sur un thème unique : sur quelles temporalités les agriculteurs ont-ils un pouvoir ? Nous avons tourné autour d'un mot difficile à prononcer en France, la propriété. Car 6 % de la population sont propriétaires d'une grande partie du territoire national, dans un contexte de grande incompréhension entre les agriculteurs et les néo-ruraux urbains. Un premier exemple très conflictuel a été apporté par un élu ariégeois sur la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, avec un conflit à l'intérieur du groupe et à différentes temporalités. La première, celle de l'éleveur à court terme, la seconde à moyen terme de l'aménageur du territoire, puis celle de l'écologie radicale qui voit les temps géologiques où l'homme n'est plus qu'une espèce parmi d'autres. D'autres exemples fourmillent : le coq qui réveille l'urbain dans son gîte rural, les procès faits autour des cloches qui sonnent dans les villages... Un agriculteur a fait cette remarque très juste : « Moi, quand je vais en ville, j'accepte la pollution. Il faudrait que les urbains acceptent les nuisances de la campagne », ses « bruits et ses odeurs », pour paraphraser qui vous savez...

Dernier point : nous avons évoqué l'extension des villes et cette illusion devant laquelle on se trouve. Sous la pression d'une grande partie de la population, on essaie en effet de préserver des espaces agricoles autour des villes, dans l'idée d'une agriculture de spectacle.

En conclusion, nous avons insisté sur la concertation. Notre groupe comportait deux élus qui ont insisté sur ses vertus, mais aussi sur le rôle des femmes qui apportent un regard extérieur et plus ouvert dans les couples d'agriculteurs.

CERCLE 8

Rapporteur : **Gérard Maisse**
**Seul reste le temps
 de l'adaptation**

Instinctivement, au début de nos réflexions, nous avons imaginé que l'agriculteur prenait ses décisions sur un temps lié aux cycles de production, dans des conditions pédo-climatiques données. À bien y regarder, nous nous sommes rendus compte que les facteurs de décision dépendaient grandement du cadre économique – mondial, national, local – dans lequel l'agriculteur se trouve. Dans le cadre mondial, c'est le marché qui prime ; dans le cadre national, ce sont les décisions politiques qui l'emportent, par exemple pour le développement des bio-énergies ; et puis il y a les circuits courts qui paraissent garantir le maximum d'indépendance aux décisions, qui peuvent aller jusqu'à l'adoption de systèmes alternatifs de production.

La capacité d'anticipation de l'agriculteur semble ainsi réduite, du fait d'une perte de pouvoir politique, de la difficulté grandissante à mettre en œuvre une réflexion prospective collective plus difficile, et la remise en cause de la solidarité.

Par ailleurs, dans certains domaines, dont celui de la génétique, la prééminence des multinationales illustre bien l'abandon d'un temps français au profit d'un temps mondial. Aujourd'hui, c'est Monsanto qui anticipe et les consommateurs qui résistent. Au milieu, les agriculteurs restent dans l'expectative, faute sans doute de réflexions partagées sur des objectifs. La prééminence du marché semble également évidente dans les critères de décision, privilégiant la rentabilité à court terme. En confrontant nos expériences, nous nous sommes d'ailleurs rendus compte qu'il s'agissait là d'un point commun entre agriculteurs, intermittents du spectacle et chercheurs !

Enfin, nous avons évoqué le principe de précaution, qui est un principe d'action et non d'abstention, et qui implique une réflexion sur le long terme, prenant en compte le développement et les territoires. La question du foncier en zone péri-urbaine illustre bien ce point. Point très important : l'anticipation sur le temps ne peut se faire que s'il y a une anticipation sur l'espace. Au final, il nous est apparu que les temps de la réflexion prospective et de la décision sont particulièrement en danger. Seul reste véritablement le temps de l'adaptation et selon nous, c'est cela qui doit être prioritairement mis en cause. ■

DÉBAT

« Du temps où tout était réglé comme une horloge, j'étais pessimiste : mon imaginaire ne pouvait rien produire »

Alain Dallier, agriculteur : Si vous permettez une remarque, il est frappant de voir que malgré des questions communes, nos réponses ont été étonnamment diverses, complémentaires et enrichissantes. Cela souligne combien la concertation est importante. C'est une façon de reconquérir ce que des règlements et des lois nous ont pris, car nous n'avons pas été intégrés aux processus de décision. Je regrette cela dit que les agriculteurs ne soient pas plus nombreux ici, même s'il y en a. Cela me chagrine parce que les nouvelles générations sont allées à l'école beaucoup plus que les nôtres et on aurait pu espérer qu'ils aient cette culture de réflexion et de contestation – moi je l'ai par nature ! Cela rejoint ce que m'ont dit récemment deux agriculteurs à l'issue d'un débat, l'un jeune, l'autre près de la retraite : « On aurait eu des choses à dire mais on n'a pas su prendre la parole ».

Sylvie Bonny, chercheur Inra : Je voudrais insister sur l'un des points évoqués dans les cercles d'échanges : le très grand pouvoir de l'aval, et surtout de la grande distribution qui est méconnue par les agriculteurs car ceux-ci ont tendance à diriger leurs reproches plutôt vers l'amont.

Bertil Sylvander, chercheur Inra : à propos de la concertation, ce qui m'a frappé dans les restitutions, c'est que se dessinent deux temps : celui où les différents rapports de force s'effectuent – les groupes sociaux s'affrontent, chacun défendant son intérêt, et finissent par être obligés de composer – et le temps long sur lequel se déroulent la négociation et la maturation. Par exemple, quand Brice Lalonde disait, il y a trente ans, que les agriculteurs étaient des pollueurs, il déclenchait un scandale. Aujourd'hui, le problème de l'environnement est pris en compte collectivement. Après les frictions, la question de la responsabilité de l'agriculture vis-à-vis de l'environnement s'est diffusée et discutée. Il y a donc le moment où l'on négocie et l'on s'affronte, et le moment où chacun, une fois rentré chez soi, lit, discute, s'informe, se concerta avec d'autres. Pour moi, c'est un message optimiste. Car cette concertation s'ap-

LECTURE DES ÉCHANGES

Les médias, ces machines présentistes

Par André Vitalis

puie sur la maturation. C'est comme pour le fromage : il n'a pas le même goût quand on le fabrique et quand on le mange dix-huit mois après...

Un agriculteur : Ces différentes remarques m'amènent une réflexion : il y a une vingtaine d'années, j'en voulais aux générations précédentes car elles avaient tout fait, tout réglé. Tout tournait comme une horloge. La Pac était très claire : il fallait produire. Moi, au milieu de tout cela, j'étais pessimiste parce que mon imaginaire ne pouvait rien produire. Aujourd'hui, tout est remis en cause, l'industrie agro-alimentaire, le poids des grandes surfaces... L'individu doit retrouver sa place, dit-on. Et du coup, je deviens optimiste car cela nécessite que mon imaginaire marche à fond. Et il n'y a que cela qui soit durable : l'imaginaire.

Bernard Valluis : Je voudrais réagir à la diabolisation faite à l'égard des signaux et des interlocuteurs que l'on ne choisit pas. On a dit que les décisions se prennent en essayant de concilier son temps avec celui des autres. Mais on ne choisit pas les autres. Et tout ne se passe pas dans une concertation aimable. Il faut savoir écouter les autres même s'ils ne partagent pas votre avis.

Mathieu Calame : Je comprends l'optimisme de Bertil mais, en même temps, le jour où Brice Lalonde a tenu ses propos, il y a sans doute eu de la souffrance. Passer d'un non-dit à un dit peut être très difficile, voire violent. Celui qui va dire le vrai pour la première fois se retrouve en situation d'assumer tout le poids de ce qui a été retenu.

Patrick Legrand : Tout le monde partage la souffrance. Quand on change leurs problématiques, les chercheurs souffrent. Quand on change leur modèle, les agriculteurs souffrent. ■

Nous vivons dans un temps de l'information et de la communication, a dit l'un d'entre vous tout à l'heure. Et les agriculteurs comme les autres. Cela m'inspire trois remarques.

D'abord, sur l'importance des supports de la communication. Nous avons dit que certaines décisions n'auraient peut-être pas été prises si les agriculteurs avaient été appelés à donner leur avis. Ce qu'on a oublié, c'est que le contenu dépend fortement du support. Ainsi, une téléconférence ne vaut pas une conférence en réel. Cette prise de conscience faite, on s'aperçoit que nous sommes dans une société où différents médias se sont succédés. Nous sommes passés de l'écrit à l'audiovisuel. Actuellement, émerge internet. C'est important pour l'agriculteur et pour s'organiser collectivement. D'autant qu'internet influence fortement la décision. J'ai mené ainsi une étude au moment de la crise de l'Erika¹, qui montrait que des acteurs informationnels nouveaux se sont présentés et que le décideur classique, politique, a été fortement perturbé par toutes les réactions qui se sont manifestées sur la toile au moment de cette catastrophe. Ensuite, nous avons parlé de mondialisation. Vous savez, il y a 3,5 milliards de téléviseurs dans le monde... Nous sommes dans un monde très fortement informé, avec des événements tels que la Coupe du Monde de Football, sur lesquels nous avons un matériau informatif commun. On pourrait penser que notre monde en tirerait des bénéfices. Or, ce n'est pas ce que l'on constate. En effet, ce n'est pas parce qu'on a les mêmes informations qu'on les reçoit de la même façon. L'information, même commune, peut générer des oppositions.

Troisièmement, nous avons dit que nous étions dans un temps d'incertitude. Et là, quel est le rôle des médias ? Nous passons en moyenne 3 h 26 min par jour devant notre téléviseur, 2 h 30 à écouter la radio etc. Un temps considérable, supérieur à celui passé dans les lieux de travail, qui a certainement une influence. Mais quelle est-elle ? Pour moi, les médias sont des machines « présentistes ». Ainsi, les centaines de messages publicitaires que nous recevons quotidiennement nous rabattent sur la jouissance immédiate. De même, il y a le régime de l'actualité. Même si nous savons qu'elle est fabriquée, nous ressentons qu'elle est haletante : elle ne nous donne pas une connaissance, elle part d'une connaissance passée pour nous promettre une connaissance future. Une information s'intercale toujours. Ce n'est pas un savoir. S'y ajoute l'aspect surcharge. Jamais l'homme n'a été autant informé. Nous savons ce qui se passe à l'autre bout du monde. Sauf que cela n'a pas du tout accru notre capacité d'intervention. Nous sommes des géants informationnels et des nains politiques. ■

1 - Le rôle d'internet dans la controverse de l'Erika. Étude financée par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

LECTURE DES ÉCHANGES

***Nous sommes passés
du projet au processus...***

Frédéric Lemarchand

Je vais prendre appui sur une partie de la conférence d'Edith Heurgon qui rejoint la pensée qu'a développée Jean Chesneaux¹, et qu'il a lui-même emprunté à Reinhardt Kosellek² sur la question de la temporalité et de l'historicité. Il me semble important de partir de ce point de vue théorique car, après tout, la modernité n'a été construite que sur des aspirations utopiques et « intellectuelles ».

Selon cette idée, nous nous serions embarqués dans la modernité en choisissant d'orienter le temps selon un axe extrêmement puissant, celui du Progrès. Un progrès moral pour l'homme, dans l'humanisme des Lumières, puis dans le siècle industriel. Mais après la première guerre mondiale, après Hiroshima et Nagasaki, après la Shoah, et après la catastrophe industrielle dont l'agriculture n'est qu'une composante parmi d'autres, est-il encore besoin de dire que le progrès ne fait plus recette ? Il n'est pas vain de le rappeler car ceux qui se sont engagés dans le choix de la modernisation agricole – je songe aux Jacistes de l'après-guerre qui relevaient un défi moral et politique – l'ont fait en ayant conscience de s'inscrire dans l'Histoire, qui plus est sur la base d'une conception progressiste. Aujourd'hui, plus personne ne nous incite à penser qu'il y aurait encore une Histoire ; l'effondrement du mur de Berlin nous en a brutalement fait sortir. Or la post-histoire, c'est précisément ce qui se donne à entendre sous les termes de la pensée unique : « Il n'y a pas le choix ». C'est ce qu'on pourrait appeler la tautologie du progrès.

Nous sommes donc passés d'un projet moderne, qui visait l'émancipation de l'homme et qui répondait à une certaine idée de la liberté, à un « processus » – pour reprendre les termes du philosophe Alain Finkielkraut³ – que plus personne ne maîtrise. Après ce passage du projet au processus, que faire ? La situation d'incertitude et d'impuissance affecte les individus à l'échelle planétaire. Elle nous laisse peu de possibilités d'action. C'est là une conception des choses, dans la courte vue, le déni de réalité, la démission, où l'on cherche refuge à l'intérieur du système. Mais cette conception de l'histoire n'est pas partagée par toute la société.

Pour la première fois depuis qu'on a arrêté de miser sur le destin de la classe ouvrière, le monde rural et une partie de la population agricole et « paysanne » ont manifesté l'idée, en France, en Europe ainsi que dans le syndicat paysan mondial Via Campesina, qu'il était encore possible de penser que l'histoire est indéterminée. C'est que m'avait également appris Claude Lefort, qui a fondé à Caen le département de sociologie.

Du point de vue de l'action, je citerais également un sociologue américain qui disait ceci de la manière dont nous vivons nos épreuves dans les sociétés industrielles : dans une ville de 100 000 habitants, cinq chômeurs vivent leur situation sous le mode d'une épreuve personnelle de milieu : « Je ne suis qu'un raté ». Exactement ce qu'ont ressenti les petits paysans qu'on a poussé vers la retraite dans les années 60, au prétexte de l'indemnité viagère de départ. Ils ont été saisis d'une honte prométhéenne, avec le sentiment de ne pas être à la hauteur du système. En revanche, dans la même ville, portez ce chiffre à 50 000 chômeurs et cela devient un enjeu collectif de structure sociale, un problème politique.

Je crois que dans les cercles, si la dimension explicitement et exclusivement collective de l'action politique a été soulevée c'est bien parce que seul, on ne peut rien faire. C'est ce que nous ont appris tous les paysans qui ont décidé un jour de « débarquer » du train du progrès dans lequel on voulait les pousser, ce fameux train lancé sur les rails de la catastrophe, pour expérimenter ensemble, dans des Groupements de Développement Agricole (GDA) ou des groupes de discussion et de réflexion, une alternative qui, me semble-t-il aujourd'hui, est une des seules qui soit viable. Elle constitue l'une des très rares bases sur lesquelles nous pouvons oser imaginer autre chose que la catastrophe qui nous attend.

Ma dernière remarque porte sur un terme que nous n'avons pas prononcé depuis hier : celui d'« empreinte écologique »⁴. Pourtant, c'est là un concept intéressant pour analyser notre mode de développement actuel : qu'empruntons-nous à la nature, dans le sens aussi de l'hypothèque sur l'avenir, ce qui nous renvoie au problème de temporalité ? Cette empreinte écologique, dans les pays européens, est à peu près de quatre planètes ! C'est-à-dire que pour soutenir notre développement actuel, nous avons besoin du quadruple des ressources mondiales. Pour les États-Unis, elle est de sept planètes. Et pour les pays pauvres, elle est de 0,1... Il nous faut réintroduire absolument, au cœur de la réflexion sur le temps, cette problématique de la non-durabilité de notre développement qui a été éludée depuis hier, car relativement inavouable et difficile à regarder en face. ■

1 - Historien, professeur émérite à l'Université Paris VII, spécialiste de l'Asie orientale, Jean Chesneaux a publié notamment l'essai *De la modernité*, aux Editions La découverte (1983).

2 - Reinhardt Kosellek, historien allemand, a écrit *Le futur passé*, contribution à la sémantique des temps historiques, aux éditions EHESS, première parution en 1979. Réédité en 1990.

3 - Voir la contribution à *L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société*. FPH. 1993

4 - *Mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature*

INTERVENTION

« Je crois profondément que l'espace rural est le lieu d'une nouvelle modernité »

Par Jean François-Poncet, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Sénateur de Lot-et-Garonne, Président de la délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire, Président du Comité de bassin Adour-Garonne.

Étant un élu local, ma réflexion est puisée à la source de mon expérience dans le département du Lot-et-Garonne. Je commencerai par souligner le fait qu'il est extrêmement difficile – et ce le sera de plus en plus – de réfléchir à l'avenir de l'agriculture en détachant celle-ci d'un environnement local où l'agriculteur est devenu minoritaire. Certes, il joue un rôle majeur – sans lui, pas d'espace rural – mais bien d'autres éléments doivent désormais être pris en compte au-delà de la seule virtualité productive.

La deuxième observation que je souhaite faire concerne l'incertitude dans laquelle nous vivons et que vous avez fréquemment mentionnée. Une incertitude qui est partout dans ce monde qui évolue très vite : il était plus facile d'avoir une vision de l'avenir en 1830 qu'aujourd'hui... Mais quand on parle aux jeunes agriculteurs, ils refusent de se contenter de cette réponse : ils veulent savoir quel avenir nous pouvons leur proposer. Il ne suffit donc pas de parler de l'incertitude. D'une façon ou d'une autre, il faut répondre à leur attente, sans pour autant accrédi-ter des certitudes inventées ou peu plausibles.

C'est un peu la même chose en matière d'objectifs. Ce qui me frappe dans mon département, et je crois que c'est vrai partout en France, c'est que contrairement à ce que nous avons connu pendant un siècle et demi, nous voyons aujourd'hui disparaître la menace que constituait la désertification de l'espace rural. Globalement, ce dernier est plutôt en voie de repeuplement. De nombreux citoyens quittent les villes. En voici la preuve : il y a deux ans, constatant que l'espace rural du Lot-et-Garonne connaissait une pyramide des âges terriblement dégradée, ce qui posait des problèmes pour la transmission d'entreprises commerciales, artisanales et agricoles, nous nous sommes dit qu'il convenait d'aller chercher cette relève ailleurs, dans les grandes villes. Nous avons donc entrepris une campagne de promotion auprès des chefs d'entreprise en Ile-de-France, avec des moyens relativement modestes, dans la presse quotidienne nationale. Avec

une annonce ainsi libellée : « Vous avez 15 jours pour quitter Paris ! ». Huit jours après, une deuxième annonce stipulait : « Il vous reste 8 jours pour quitter Paris ! ». Ces annonces expliquaient de quoi il retournait. Résultat : nous avons reçu 5 000 appels de chefs d'entreprise, dont un millier était des gens sérieux disposant de moyens financiers. Si on avait fait cette opération il y a trente ans, on nous aurait ri au nez. Personne ne se serait manifesté. Cet exemple illustre la formidable inversion des valeurs dont bénéficie depuis peu le monde rural.

La société porte encore en elle l'idée que l'espace rural est un « chef-d'œuvre en péril », qu'il faut sauver. Il nous faut changer cette image, car je crois profondément que l'espace rural est le lieu d'une nouvelle modernité. L'époque où modernité et urbanisation allaient de pair tire à sa fin, en tout cas dans les pays développés. Bien entendu, cela passe par les nouvelles technologies où la fracture est en train d'être assez rapidement comblée, le développement de services sophistiqués, et une réflexion sur l'avenir de cet espace d'ici 20 ou 30 ans. Nous avons tenté de penser l'avenir de l'agriculture, mais nous ne nous sommes pas assez sérieusement posés la question de la vocation future de l'espace rural. Dans cet esprit, je suggère que nous approfondissions entre autres les expériences menées par les pays scandinaves, allemands, américains ou anglais concernant leur propre ruralité.

Et je terminerai par cette observation : l'espace est un des grands atouts de la France. Cessons de ne mettre en avant que la métropolisation : réfléchissons à la manière de valoriser le plus bel espace jardiné en Europe et définissons la modernité de notre agriculture, où la qualité joue un rôle fondamental. On ne peut pas, bien entendu, dissocier l'avenir agricole français de la Pac, mais partons de l'idée que la Pac connaît un irrémédiable déclin ! Dès lors, le véritable problème de notre agriculture est la mondialisation. D'ailleurs, la réforme de la Pac n'est rien d'autre que la conséquence de la modernisation, des surplus et des coûts que certains pays ne veulent plus assumer, y compris nos amis allemands. Nos élites politiques se sont arc-boutées sur la Politique agricole européenne, mais elles n'ont pas réfléchi à l'« après » : il est grand temps de le faire et d'être créatif. ■

TÉMOIGNAGES

Au-delà des frontières, des temps partagés ?

Une séquence animée par **Hervé Ossard**, Président du Centre Inra Toulouse.

D'un continent à l'autre, puisque le temps est affaire de construction sociale et d'expérimentation individuelle, quel regard les étrangers portent-ils sur les préoccupations et préconisations exprimées, en matière de temps et d'agir? Deux personnalités étaient conviées à apporter leur témoignage : Renato Maluf, enseignant-chercheur en économie à l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro, membre du Conseil National de Sécurité Alimentaire du Brésil, et Bernard Charlery de la Masselière¹, géographe et directeur de l'Institut Français de recherche sur l'Afrique, situé au Kenya. Où l'on constate qu'en fonction de la culture, les approches du temps sont fort différentes.

« Au Brésil, les urgences posées par le modèle économique l'emportent sur le temps requis pour faire face aux inégalités »

Par Renato Maluf, enseignant chercheur à l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro.

Un pays tendu vers le futur. Les pays du continent américain ont un rapport au temps sans doute différent du vôtre dans la mesure où leur histoire est relativement récente. De plus, le Brésil cultive une sorte de réinvention permanente de soi, accentuée par une auto-proclamation : celle d'être par excellence le « pays du futur », un futur prometteur au regard de l'abondance des ressources. C'est là, sans doute, le propre des nations qui se sentent encore en construction : il n'est de passé qu'au plan des individus et des familles.

Cette projection vers l'avenir a prédominé longtemps dans l'histoire du Brésil et reste encore présente, bien qu'elle se soit amoindrie à l'issue du régime militaire et de sa prétention au « Brésil puissance ». Des doutes se sont immiscés, mais ce sont toujours les lendemains qui sont valorisés au plan collectif, et non le passé, l'advenu, le vécu.

Reste qu'à l'instar de plusieurs pays du Tiers Monde, le Brésil a connu un processus de transformation sous le mot-clé de « modernisation ». Parmi les composants du futur rêvé, figuraient en effet l'éradication de la pauvreté absolue et le dépassement des facteurs de « retard ». Deux éléments qui concernent directement

l'agriculture et les agriculteurs, qui rassemblent les populations les plus démunies et qui symbolisaient le sous-développement aux plans technique et socio-politique. La modernisation de ce secteur s'est donc inscrite au centre des transformations du pays, principalement dans la deuxième moitié du XX^e siècle, qui a vu progressivement le Brésil se hisser au rang des grands producteurs et exportateurs de produits agroalimentaires. Pourtant, la réalité courante de notre agriculture brésilienne se caractérise toujours par une très grande hétérogénéité sociale due aux facteurs socio-économiques, environnementaux et culturels, mais également au fort degré d'inégalité sociale qui caractérise notre système. Ainsi, depuis 15 ans, nous distinguons l'agriculture patronale de l'agriculture familiale pour mieux différencier ses acteurs et ses pratiques. Une distinction qui a des implications importantes : elle a été à l'origine de politiques publiques spécifiques et de la réforme agraire. Elle a également servi de base aux propositions de modèles alternatifs d'agriculture et d'occupation sociale de l'espace agraire. Très concrètement, nous avons deux ministères en charge de ce secteur : le Ministère de l'Agriculture pour les grandes exploitations et l'agroindustrie, et le Ministère du Développement Agraire pour l'agriculture familiale et la réforme agraire.

Il me faut ici préciser que l'usage de l'adjectif « familial » au Brésil est très différente du cas français. Chez vous, la plupart des exploitations peuvent être considérées comme familiale. En revanche, mon pays compte environ 3,6 millions d'exploitations familiales (85 % du total) qui occupent 30 % des surfaces, et environ 500 000 exploitations patronales (11 % du total) qui totalisent 68 % des terres. Ces données vous permettent de mesurer l'inégalité de la structure foncière.

La longue attente des paysans sans terre. Le discours hégémonique sur le futur du Brésil ne porte que sur la dimension de l'agribusiness, avec une production de masse destinée en majeure partie aux marchés étrangers. Le Brésil serait l'un des « greniers du monde ». C'est là le résultat d'une convergence d'intérêts entre les grands groupes nationaux ou internationaux et notre modèle économique qui a besoin de générer des revenus d'exportation.

En revanche, au plan intérieur, il existe quand même des propositions visant l'exploitation familiale, pour des raisons sociales, environnementales et culturelles. Ce qui n'empêche pas qu'on trouve des éléments du « projet de l'agribusiness » parmi les attentes de ces agriculteurs. On entend aussi dire qu'il conviendrait de réconcilier les deux modèles sous cette même dénomination d'agribusiness : mettre l'accent sur les buts économiques des acteurs permet en effet de dissimuler les différences entre les pratiques et les modes de vie... Un terme trompeur, donc, que l'on veut imposer à tous.

1 - Bernard Charlery est intervenu au Café-débat de Marciac, en mai 2003, sur le thème : « Quelle évolution pour les paysans d'Afrique noire, dans le cadre de la fin d'un modèle colonial de développement ? ». Pour télécharger gratuitement le Cahier issu de cette conférence-débat : www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0072&var_recherche=charlery

Cette rhétorique est nourrie par l'encouragement des exportations dans un contexte de restriction du marché intérieur. Les résultats économiques des agriculteurs intégrés dans les filières agroindustrielles sont survalorisés, au détriment du coût d'un sur-effort productif. Malgré tout, c'est vrai, le Brésil connaît une forte dynamique d'innovation et de créativité, qu'illustre l'avancée des fronts pionniers sur des millions d'hectares, dans le « cerrado » – avec la mise en culture du soja – et dans l'Amazonie. Le moteur ? L'agriculture intensive, y compris pour certaines exploitations familiales, et l'élevage. De nouveaux espaces sont chaque jour conquis, de nouvelles villes apparaissent, quelques milliers d'emplois sont créés.

La vitesse de ce mouvement contraste violemment avec la longue attente des paysans sans terre. Elle génère également des conflits entre les acteurs locaux et régionaux en matière de coûts environnementaux dus à cette « marée verte », tels que le déboisement de l'Amazonie ou l'invasion des réserves des communautés indigènes. Pour rejoindre votre thématique, on peut dire qu'il y a là un conflit entre, d'une part, le temps court de la décision politique et des intérêts économiques et, d'autre part, le temps long de l'analyse et de l'anticipation. En ce qui concerne les effets collectifs de la politique agricole, il semble que les urgences posées par le modèle économique l'emportent encore sur le temps requis pour faire face aux inégalités, à tel point qu'on poursuit quasiment la même stratégie que celle qui a été à l'origine de ce système à deux vitesses. Nous continuons à suivre un modèle qui nous a conduit dans une sorte de « piège de la modernisation », causant la disparition d'une bonne partie de l'agriculture familiale, l'exode rural, l'accroissement du chômage et de la pauvreté en milieu urbain.

Ainsi, au niveau des exploitations familiales, même si l'agriculture demeure une composante importante de la reproduction économique et de l'identité sociale de la plupart de ces acteurs, celle-ci perd du terrain depuis une vingtaine d'années. Le statut même d'agriculteur pour les chefs de famille est menacé en raison de la réduction des revenus tirés de cette activité. Tout le défi est là : comment peut-on encore attribuer un rôle important aux familles rurales et à l'agriculture familiale en visant la promotion de l'équité sociale et du développement durable ? Un enjeu important quand on sait que les agriculteurs représentent encore en moyenne 20 % de la population totale.

Tout ce contexte explique que nous connaissons au Brésil ce paradoxe : alors même que les agriculteurs perçoivent très positivement la vie à la campagne par rapport à la vie en ville – celle-ci étant synonyme de chômage et de violence –, ils portent un diagnostic négatif sur le futur de l'agriculture, à tel point qu'ils poussent leurs enfants à faire autre chose.

Redonner des perspectives aux familles rurales. En terme de politiques publiques, il convient donc, selon moi, de réviser les instruments dont la focalisation sur la production rend « invisible » une bonne partie des familles rurales aux programmes de soutien au développement rural. Le principal programme de support à l'agriculture familiale (PRONAF), malgré l'expansion accélérée depuis quelques années, est arrivé à 1,5 million de dollars de contrats de crédit, en 2004/5 ; il pourrait atteindre 2 millions de dollars, en 2005/6, pour 4 millions de familles rurales.

Les approches portant sur la pluriactivité, sur la multifonctionnalité de l'agriculture et sur le développement territorial sont certes désormais mieux prises en considération chez nous, mais elles entrent en conflit avec celles des représentants de l'agribusiness.

J'ai mentionné la prise en considération des familles rurales et pas seulement l'agriculture familiale ou les agriculteurs. C'est un point important. Car les perspectives de l'agriculture familiale en tant qu'activité économique sont liées à la reproduction des familles qui maintiennent un rapport complexe avec l'occupation sociale de l'espace agraire au Brésil. Par ailleurs, il faut mentionner les attentes d'un grand nombre des familles rurales qui veulent accéder au XX^e siècle, c'est-à-dire à l'électricité, au téléphone, voire à l'eau. Pour conclure, un mot sur la capacité d'agir des agriculteurs. La décentralisation des politiques de développement rural est très récente au Brésil. Les agriculteurs les plus pauvres ont du mal à se faire représenter aux conseils municipaux du développement rural et, du coup, l'approche sectorielle est encore dominante. En revanche, la perspective territoriale devient plus sensible, ce qui nous permet d'espérer voir émerger un débat sur les perspectives du monde rural, notamment sur les modèles d'agriculture et le futur des familles, où les aspects environnementaux et culturels peuvent jouer un rôle important. ■

TÉMOIGNAGES

« *Afrique : la discordance des temps* »

Par **Bernard Charlery**, directeur de l'Institut français de recherche sur l'Afrique (Kénya).

Une précision, pour commencer : mon champ de référence est l'Afrique inter-tropicale, un terme que j'affectionne, parce que les Tropiques représentent bien la ligne du temps : une ligne virtuelle, certes, mais qui marque la fin dans l'hémisphère Nord et dans l'hémisphère Sud de la course apparente du soleil, dont les saisons sont tributaires.

À l'intérieur de cette Afrique inter-tropicale, je m'attarderai plus particulièrement sur l'Afrique de l'Est, moins connue du public français. Il s'agit d'abord d'une Afrique qui connaît, comme au Brésil, d'importants contrastes, en particulier au sein du monde rural. L'Afrique de l'Est, c'est aussi l'Afrique agricole par excellence, là aussi avec des contrastes considérables, entre basses plaines et hauts plateaux, zones sèches et zones humides, terres chaudes et terres froides, régions d'agriculture et régions d'élevages, etc. Une Afrique agricole, donc, avec des densités de population très importantes, puisque certaines zones sans village peuvent compter jusqu'à 1 000 habitants au km², malgré un habitat dispersé. Le nombre d'agriculteurs augmente : on est très loin de la désertification du monde rural que nous évoquions ce matin. Nous devons donc changer nos perspectives de pensée. Nous sommes là à l'opposé de ce que l'on peut vivre ici, même si l'on peut établir des parallèles, en particulier sur la dynamique du monde rural.

Je voudrais dire aussi que nous avons une image de l'Afrique, véhiculée par les médias en particulier, qui n'est pas très positive. Je ne dirai pas que des choses positives, mais j'aimerais vous montrer que, derrière les conflits et les drames que connaît l'Afrique, émergent de très nombreuses initiatives qui sont en train d'écrire l'Afrique de demain – même si elles restent dans des perspectives incertaines –, si on veut bien les lire et leur donner du sens.

Depuis deux jours, nous parlons de concordance des temps. Pour l'Afrique, je parlerai plutôt de discordance des temps – puisque le continent est déchiré par des conflits et des situations très difficiles – ; une discordance structurelle, l'adjectif « structurelle » venant souligner que ces différents temps coexistent de façon dynamique. Ils s'opposent dans des équilibres ou dans des déséquilibres, mais ils sont porteurs de sens. Ils ne créent pas forcément du chaos, mais bien de la structure.

Je vais donc vous parler de trois temps qui existent aujourd'hui en Afrique. On pourrait les resituer dans une certaine chronologie de l'histoire du continent, mais on les retrouve aujourd'hui encore dans les modes de vie des populations rurales africaines.

Le temps élastique des cycles naturels. Le premier temps est lié aux cycles naturels, il ne s'agit pas de temps chronologique. D'ailleurs, les géographes et les anthropologues – notamment, le géographe Jean Galais sur le bassin du Niger – qui ont travaillé dans les années 60 sur les structures agraires africaines ont montré que dans de nombreuses langues africaines, les mots « hier » et « demain » sont les mêmes. La structure d'un temps linéaire n'existe pas, même dans les mots. Cette image simple montre que, historiquement et anthropologiquement, certaines sociétés n'ont pas une perception chronologique du temps. En revanche, elles font référence au « temps de », comme le temps des semailles, le temps des sécheresses... en référence à un événement. Ici, le temps n'est pas compté mais, comme l'écrit joliment en titre de l'un de ses livres Anne Marie Peatrik : « La vie est à pas contés ». Plus que dans l'histoire, on est dans le récit qui donne sens à un certain nombre d'événements, sans forcément les inscrire dans une suite chronologique.

Quelle est la nature de ce temps non chronologique, dit des cycles naturels ? En Afrique tropicale, les saisons sont assez courtes, en particulier la saison agricole ne dure que trois mois et reste assujettie à de grandes incertitudes sur le début de la saison des pluies, alors que dans le climat proprement équatorial – intertropical –, les pluies sont un peu mieux réparties. Ce qui est important, ce n'est pas tant le cycle en lui-même qui se reproduirait indéfiniment, année après année, mais davantage les énormes aléas climatiques sur ce temps des travaux agricoles. Il s'agit d'un temps élastique fait de tension et de détente, sur lequel on n'a pas de prise. Dans la mémoire des paysanneries, les sécheresses sont les grandes références. Une histoire des sécheresses de 1850 à nos jours, réalisée récemment, rattachée au fameux phénomène El Niño², montre comment la récurrence de ce phénomène pose d'énormes difficultés aux agriculteurs dans la gestion de leurs travaux, de leur existence, de leur survie et de leur reproduction.

Le poids de ces aléas climatiques pèse beaucoup plus que les régularités qu'apprennent les géographes. Parler de moyennes n'a pas beaucoup de sens en climat tropical, car ce qui est important, ce sont justement ces décalages en fonction desquels se jouent la vie, la survie, l'avenir des populations. Regardez la sécheresse qui sévit au Niger. Elle est annoncée depuis le mois de novembre – depuis neuf mois ! –, et l'on s'étonne aujourd'hui que tous les mécanismes d'urgence n'aient pas été mis en place, alors qu'on avait la possibilité d'anticiper. Dans le cercle de discussion auquel j'ai participé ce matin, une personne disait qu'il faut revenir à la nature. La nature en Afrique reste extrêmement redoutable et encore imprévisible alors que l'idéologie du développement est fondée sur la maîtrise technique des élé-

2 - Pour en savoir plus sur ce phénomène, voir sur le site de l'Ifremer : www.ifremer.fr/ipo/vulgarisation/el_nino/el_nino.html

ments naturels. Les populations locales avaient depuis longtemps appris, non pas à anticiper, mais à composer avec, en particulier, les aléas climatiques : de façon très réfléchie et organisée, dans la gestion du quotidien ou de façon beaucoup plus radicale : sous forme de raids, au cours desquels on tue les hommes, enlève les femmes et les troupeaux, afin de reconstituer les groupes là où ils sont menacés par la sécheresse. Violence du temps, violence des temps, ces situations existent aujourd'hui encore, amplifiées par la mondialisation : aggravation des inégalités, désordres périphériques, commerce des armes, etc.

On peut lier aux cycles naturels, le temps des générations. En situation de sécheresse et de problèmes démographiques, la question se pose de savoir comment gérer le passage des individus d'une génération à l'autre et, de fait, comment assurer le passage de pouvoir. Il existe, là aussi, certaines élasticités. C'est aux anciens, qui gèrent, contrôlent et maîtrisent certains temps, de décider si un individu peut se joindre au groupe des aînés. Cette gestion de passage d'un groupe à l'autre, donc du pouvoir et de la reproduction, n'est pas liée, comme chez nous, à l'âge de la personne - à 45 ans, on peut encore faire partie du groupe des jeunes. Elle est extrêmement subtile, et s'adapte aux situations naturelles très incertaines et très élastiques d'une année à l'autre. Il y a chez certains groupes sociaux en Afrique une attention très vive portée à cette question, d'ordre patrimonial : peut-on en dire autant de la transmission du pouvoir dans les systèmes modernes que l'on veut imposer à l'Afrique ?

Le temps linéaire du développement. Deuxième temps, celui du développement, un temps linéaire. On a largement évoqué le continuum géographique et temporel dans lequel s'inscrit le projet colonial d'abord, puis les grands projets agricoles et la prospective qui nous place dans une temporalité que nous connaissons bien : le passé, dont on a fait table rase, le présent et le futur annoncé, très utopique, en tout cas attendu. Ce sont les différents stades du développement que vous connaissez et qui restent présents dans la logique du développement, où l'on cherche des solutions pour que, progressivement, les pays du Tiers Monde atteignent un état de développement proche de celui des pays développés. C'est dans ce cadre que s'est inscrite la modernisation agricole de l'Afrique, pilotée par les grands organismes de recherche dans les années 50. Cette modernisation s'est essentiellement appuyée sur les cultures dites de rente, dont les cultures pérennes, comme le café, ou des cultures annuelles, comme l'arachide, le coton, etc. Ces cultures ont introduit chez les populations africaines de nouveaux rapports au temps et de nouvelles mesures du temps, au travers du système de crédit, au travers des décalages

entre le présent et ce qu'on attend de l'avenir, comme le crédit, les ristournes ou encore le système financier de double paiement, qui permet de payer une récolte à un temps donné et puis d'attendre une année, voire deux, avant de payer le reste une fois que le produit a été mis sur le marché international. Cela a créé des formes de distance qui associent à la fois la distance dans le temps et la distance géographique, puisque cette modernisation s'est faite sur des produits destinés au marché international, provoquant ces décalages. On est bien là dans d'autres mesures du temps, sans oublier celles provoquées par la fragmentation de la filière, depuis la production jusqu'à la commercialisation qui est, elle aussi, géographique et temporelle, et par la réforme foncière, modernisation par laquelle les pouvoirs coloniaux ont introduit un nouveau rapport à la terre. Dans le discours et dans les politiques publiques, en particulier celle de la Banque Mondiale, la normalisation des différentes formes d'accès au foncier est devenue un des éléments essentiels des politiques agricoles et l'accès aux ressources passe par la propriété. Qui dit propriété, dit patrimonialisation à un niveau de plus en plus individuel des terres, ce qui entraîne d'énormes problèmes de transmission d'une génération à l'autre. Déjà, dans les années 60, dans un colloque à Costermanville, (aujourd'hui Bukavu, chef-lieu de la Province du Sud-Kivu au Congo) des chercheurs avaient tiré la sonnette d'alarme sur les problèmes que cette sécurisation foncière finirait par poser dans le cadre de la transmission d'une génération à l'autre, dans les zones fortement peuplées. C'est effectivement un des problèmes essentiels aujourd'hui. Dans les zones où je travaille, des exploitations font moins d'un hectare et sont souvent fractionnées en cascade, avec ce résultat : avant même qu'un agriculteur ait reçu les terres de son père, il doit déjà doter son fils dans un imbroglio où la transmission dans cette conception intergénérationnel pose énormément de difficultés. Les problèmes de la jeunesse africaine actuelle sont en partie liés à cette situation : beaucoup n'ont plus d'avenir dans l'agriculture. Ils n'en ont pas non plus dans les villes depuis les crises dues aux politiques d'ajustement structurel des années 80. On pourrait ainsi expliquer pourquoi, dans des zones très peuplées comme le Rwanda, tant de jeunes sont partis alimenter les bandes armées qui gèrent, là, un autre temps, celui du conflit et de la guerre.

Encore une précision : 50 % de la population africaine a moins de 16 ans. Cela change les prévisions pour cette jeunesse relativement impatiente, d'autant que l'espérance de vie, qui à une époque s'était allongée, s'est aujourd'hui très fortement réduite pour la plupart des pays africains, jusqu'à n'atteindre plus que 36 ans pour certains d'entre eux, à cause des grandes pandémies que vous connaissez.

Le temps fragmenté, indifférencié, accéléré. Mon dernier point fait référence à une période plus récente mais, finalement, ces différentes approches du temps coexistent dans cette discordance. Il s'agit du temps fragmenté, de l'indifférenciation et de l'accélération du temps.

Indifférenciation, pourquoi? Parce que le modèle néo-colonial de développement qui inscrivait les existences dans un certain continuum passé-présent-futur a failli dans les années 80 et n'offre plus aujourd'hui les codes de lecture aux populations, aux jeunes en particulier, pour comprendre le devenir de leur existence. Ils se trouvent donc dans des situations existentielles, à ne plus savoir qui ils sont, ni où ils vont. Et cette indifférenciation globale dans des sociétés très fortement peuplées, qui connaissent des problèmes concrets de survie, est à la source des différents conflits que connaît l'Afrique. Nous espérons que cette crise d'indifférenciation sera porteuse de nouvelles identités, reste que la génération actuelle est en train de payer très cher, à travers les conflits notamment, ce passage vers un autre modèle. Fragmentation pourquoi? Si on parle d'agriculture, l'Afrique connaît une crise réelle. Le continent a perdu des parts de marchés agricoles des grandes cultures traditionnelles, alors que les populations espéraient recueillir le fruit des efforts qu'elles avaient réalisés dans la modernisation, dans les années 70. Certes, quand les prix des matières premières ont fortement augmenté, l'Afrique a connu une période d'embellie entre 1975 et 1985, mais, bien vite, le prix des matières premières traditionnelles comme le café, les commodités, a chuté très fortement, laissant des populations sans ressources alors qu'elles avaient misé dans un continuum des revenus pour améliorer leur situation, mettre leurs enfants à l'école et moderniser leur agriculture. Elles ont donc multiplié leurs implantations territoriales, cherchant d'autres revenus, notamment à la ville. D'où l'accélération de la mobilité, plus que de la migration. Comprenez! ces personnes tentent de résoudre la crise monétaire de cash. En anglais, on dit « We are hungry of cash » (nous avons faim d'argent immédiat)... Cela donne une configuration différente du temps et de la géographie du milieu rural avec une urgence dans la recherche de revenus, des allers-retours, des entre-deux, le plus souvent entre la ville et la campagne.

Autre fragmentation, celle des rapports hommes-femmes, au sein de l'unité domestique, où chacun suit son propre itinéraire, parfois contradictoire et parfois conflictuel.

L'Afrique, un laboratoire d'initiatives. Je voudrais terminer sur les dynamiques. L'Afrique intertropicale aujourd'hui, c'est une banalité, est un véritable laboratoire d'initiatives. Sans aide, dans une déprise de l'État, les populations font un effort gigantesque pour essayer de

résoudre leurs problèmes. Ils n'ont pas d'autre choix. Il faudrait dresser un état des lieux des difficultés et des initiatives multiples. Des supports comme Grain de Sel, le bulletin de l'Inter Réseaux³, témoignent de la façon dont les hommes et les femmes tentent d'avoir une maîtrise sur leur vie, donc sur leur temps, sur leur existence à travers des liens essentiellement nouveaux. On diffuse encore en France le type d'idée du paysan accroché à son terroir, accroché à son patrimoine, « dans la rondeur des jours ». En Afrique, pas du tout. Il y a une demande énorme d'accès aux nouvelles ressources que sont l'argent bien sûr mais aussi l'information, car, par rapport aux agriculteurs d'Amérique latine, les petits paysans africains sont vraiment très en retard sur ce plan. Pendant toute la période coloniale, ils n'ont pas eu accès à l'information sur les produits et les marchés, ni à la formation. La demande est donc énorme, dans ce contexte de survie où beaucoup sont de petits paysans disposant de très peu d'argent pour vivre et qui tentent de faire face dans l'urgence aux nécessités de l'instant. Je voudrais quand même témoigner de ce dynamisme auquel il est difficile aujourd'hui de donner du sens. Je fais pour cela souvent référence à Fernand Braudel⁴ qui expliquait que les XXVII^e et XXVIII^e siècles en France avaient été ceux de l'accélération de la vie matérielle et que nul ne pouvait imaginer que ceci donnerait le grand mouvement de la Révolution industrielle. Je crois qu'en Afrique il faut reconnaître toutes ces initiatives. Tant qu'on aura dans l'idée que ce continent doit être uniquement et avant tout « aidé », il est clair qu'il n'aura pas la place qui mérite d'être la sienne. ■

3 - L'Inter Réseaux est un lieu de débats et d'échange d'expériences, spécialisé dans la coopération en matière de développement rural des pays du Sud. Son rôle est de favoriser la circulation d'informations, d'expériences et d'initiatives en provenance d'organisations paysannes et de populations rurales du Sud, pour les valoriser à travers différents supports. Il édite le bulletin Grain de Sel. <http://ancien.inter-reseaux.org/rubriques/quisommesnous/quisommesnous.htm>

4 - Historien français (1902-1985) www.espacestemp.net/document114.html

DÉBAT

Des retards et des écarts qui peuvent signifier la mort

Tsouria Berbar, ingénieur Inserm : Je suis allée aux différents forums sociaux de Porto Allegre et je travaille avec l'Association Olos qui participe à l'aide aux paysans sans terre. Après tout ce que j'ai vu et entendu dans ces forums, je pense que si le Brésil n'engage pas de réforme agraire, l'agriculture familiale sera condamnée à terme¹. Il me semble que, pour l'instant, c'est surtout l'agriculture industrielle qui l'emporte, à cause des enjeux économiques. Ne va-t-on pas désespérer ces gens qui luttent pour survivre ?

Renato Maluf : Je souhaite la réforme agraire, que nous avons démarré plus tard que les autres pays d'Amérique Latine mais qui est essentielle pour faire face aux inégalités sociales, dont l'accès à la terre est une des raisons fondamentales, à l'origine de la pauvreté urbaine. Il s'agit d'abord d'un problème de décision politique : nous avons des conflits de type idéologique autour de la terre cultivable. Nous débattons du modèle entre le mouvement des paysans sans terre, les petits agriculteurs et les gros producteurs, en nous demandant s'il faut réviser les indices de productivité.

Sous cette pression sociale, le Gouvernement du Président Lula reprend ce programme, peut-être pas à la vitesse qu'on aurait pu espérer. Reste un autre débat : quelle est la signification de la réforme agraire ? Parmi les travailleurs sans terre, certains pensent qu'elle est plutôt un mouvement de résistance alors que d'autres essaient d'y chercher des alternatives économiques.

M. Ravier, Université Toulouse 2 : Comment les populations du Sertao² se sont-elles insérées dans les changements liés à l'histoire agricole de ces 50 dernières années ?

Renato Maluf : Vous faites allusion à la région du Nordeste du Brésil, la région la plus pauvre, un symbole du retard, notamment dans les pratiques agricoles et les rapports socio-économiques, basés sur des modes de domination très importants. Néanmoins, la production de fruits du Nordeste connaît aujourd'hui d'importantes transformations avec l'irrigation, mais dans des conditions de conflits avec les « Colonels régionaux »³. Quelques transformations apparaissent aussi au plan politique mais surtout dans les métropoles qui comptent jusqu'à plus de 2 millions d'habitants.

Du côté rural, je ne vois pas encore de fragmentation de la propriété foncière.

Hervé Ossard, président du Centre InraToulouse : J'ai été frappé dans l'intervention de Bernard Charlery par la question des écarts à la moyenne, par exemple sur la météo. En économie, être en dessous de la moyenne, cela peut s'appeler la faillite pour une entreprise. Mais, dans les conditions que tu indiques, être en dessous de la moyenne peut signifier la mort pour des populations...

Bernard Charlery : Je ne peux qu'approuver ce que tu dis. La moyenne n'est pas source d'incertitude, car quels que soient les écarts, on peut, d'un simple point de vue statistique, arriver à la même moyenne. Ce qui est source d'incertitude et de difficulté de gestion, ce sont les écarts.

Stéphane Bellon, Inra Avignon : En terme d'urgence, Monsieur Maluf, vous êtes membre du Conseil de sécurité alimentaire du Brésil, pouvez-vous nous dire où en est le programme Fome zero⁴ ?

Renato Maluf : Le programme « faim zéro » a commencé, pour les plus pauvres de la région Nordeste, avec le bon d'alimentation qui est plus ou moins une copie des Food stamps américains. Ensuite, nous avons rassemblé toutes les formes de transfert de revenus en un seul instrument qui concernera 11 millions de foyers à la fin de l'année prochaine. De même, pour soutenir l'agriculture familiale, nous commençons localement à aider à la création de marchés locaux.

Alain Deshayes, ancien chercheur Inra et ancien salarié du groupe Nestlé : Je connais bien les problèmes de la filière café, qui sont fondamentalement des oppositions Sud-Sud, notamment avec la présence du Brésil. L'Afrique a-t-elle encore un avenir dans cette production ?

Bernard Charlery : Le Kenya, par exemple, a perdu la moitié de sa production de café. Or nous sommes là dans un processus générationnel assez long et dans un mode de développement que les Anglais appellent les fast crop – un turn over rapide des cultures sur une même parcelle – et les fast cash, parce que les populations, les jeunes en particulier, ont besoin d'argent très rapidement. On s'oriente donc davantage vers le maraîchage, qui connaît un « boum » à proximité des grandes villes et qui correspond par ailleurs à la volonté des populations locales de maîtriser les chaînes de commercialisation. C'est un des thèmes majeurs aujourd'hui de la recherche en Afrique. ■

1 - Article sur le mouvement des Paysans sans terre du Brésil

www.laterre.fr/documents/012.shtml

2 - Voir le site officiel de l'année du Brésil en France

www.bresilbresils.org/actualites/index.php?id=125

On peut aussi voir le documentaire *Romances de terre et d'eau* (2001, 1h18) réalisé par Jean-Pierre Duret et André Santana, qui porte sur le destin tragique des paysans du Sertao au Brésil.

3 - Les Colonels, nom sous lequel on désignait les grands propriétaires terriens, disposant d'hommes armés, et exerçant une domination totale sur tout ceux qui vivaient dans leurs immenses propriétés.

4 - En savoir plus sur ce programme sur le site de la FAO : www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/006/j0083f/j0083f05.htm

GRAND TÉMOIN

Le temps fait le territoire et le territoire fait le temps

Par Armand Frémont

Invité à écouter deux jours durant nos conférences et débats, Armand Frémont avait carte blanche pour écrire l'avant-dernier chapitre de cette 11^e Université d'été de l'innovation rurale de Marciac. Aujourd'hui à la retraite, cet ancien professeur à l'Université de Caen, recteur d'Université, directeur scientifique du Cnrs et président du Conseil scientifique de la Datar, déborde d'activités, sillonnant les routes de France et publiant, pour notre plus grand plaisir et dans un style incomparable, des ouvrages et essais (Portraits de France, villes et régions – Flammarion 2001– ; Aimez vous la géographie ?, Flammarion, 2005), sans oublier un rafraîchissant recueil de nouvelles (Les baskets de Charlotte Corday, Flammarion). Suivons le regard sans complaisance et plein d'humour de ce grand témoin, qui nous entraîne sur son terrain de prédilection, celui de la géographie sociale.

La cacophonie américaine, la somnolence rugbystique, les horribles de l'Inra, les improbables agriculteurs... tout ce monde-là se parle ! J'ai écouté avec beaucoup d'attention tout ce qui s'est dit depuis hier matin, et je suis un témoin heureux d'être avec vous. D'ordinaire, les groupes de discussion sont des choses relativement banales qui se tiennent généralement autour d'une jolie table, dans un endroit calme et un peu sophistiqué... Ici, nous sommes installés sous des platanes en bordure d'une route, où des voitures passent sans cesse. Et puis, il y a un chapiteau, des types qui viennent jouer du jazz, et pour autant, ça ne discute pas mal du tout. Compliment pour cette ambiance, compliment pour ce que j'ai entendu et ce qui a été restitué. Compliment aussi à ces deux exposés magistraux sur l'Afrique et le Brésil, qui relativisent un peu nos discussions. Celles sur le temps des agriculteurs méritaient tout particulièrement de l'être.

Maintenant, je vais vous ramener à quelques idées simples que vous avez vous-mêmes énoncées pour essayer de dégager des lignes principales de ce fourmillement intellectuel.

D'abord, je reviens d'Afrique, je reviens du Brésil, je reviens sur Terre... et la première simplicité que je voudrais rappeler, c'est tout simplement Marciac. J'ai eu une grande curiosité de venir à Marciac, et Marciac

est au cœur de votre sujet. Je l'ai très vite senti comme tel. Car voici une toute petite bastide médiévale, avec un clocher sensationnel, composée d'à peine 1 200 habitants – statistiquement même pas une ville –, implantée en Midi-Pyrénées, en milieu rural largement dominant, avec une équipe de rugby... L'image même d'une France tranquille. Il y a 30 ans, des critiques auraient certainement dit d'une France somnolente, oubliée, marginalisée. Alors, pour parler du temps, rendez-vous compte qu'il y a là, à Marciac, le festival d'une musique centenaire venue d'Amérique, jouée par des artistes de très grande qualité, la plupart issus d'Outre-Atlantique. Et, greffée au cœur, une Université d'été avec des agriculteurs peut-être pas très nombreux, mais plus nombreux que dans nombre de rencontres où on l'on aimerait qu'ils viennent, avec beaucoup de chercheurs de l'Inra – une « chose horrible », ce grand organisme national ! –, et tout ce monde là – la cacophonie américaine, la somnolence rugbystique, les horribles de l'Inra, les improbables agriculteurs – tout ce monde-là se parle. C'est la fin de mon premier point : étonnant ! Étonnant, d'autant que Marciac n'est pas unique en son genre. Il existe des Marciac un peu partout en France et en Europe, selon des thématiques et des formules différentes, mais il y a, ici, une espèce d'effervescence mi-mystérieuse, mi-ludique. C'est vraiment très intéressant, mais il ne faudrait pas cependant en faire une bouffée d'orgueil...

La journée de cheval, c'est le temps qui « marche » avec le territoire... Deuxième point, je suis géographe et, là, j'ai un regret. À plusieurs reprises les mots territoire et espace se sont télescopés avec le thème du temps. On connaît bien, philosophiquement, ce grand duo. On sait aussi que pour tous les Français, l'histoire et la géo vont ensemble.

Vous avez souvent dit que le temps marche avec le territoire, mais vous n'avez jamais trop dit comment. Je n'ai pas la prétention de combler ici cette lacune. Bref, le temps fait le territoire et le territoire fait le temps. La relation est très étroite et le géographe que je suis, qui se considère comme spécialiste du territoire, ne sait pas imaginer l'un sans l'autre. La référence la plus géniale que l'on peut donner dans ce domaine reste la création des départements en 1790, par l'Assemblée nationale constituante, qui a découpé le territoire français de manière à ce que l'on puisse se rendre dans la ville principale de chaque département en une journée de cheval maximum. La journée de cheval, c'est le temps ; le chef-lieu et les départements, le territoire. Évidemment, ni le cheval, ni, j'en ai peur, le département ne marchent très bien maintenant. Il faut donc imaginer d'autres choses.

Nous avons parlé de la diversité des temps, mais je ne peux m'empêcher de dire, avec nos agriculteurs, n'ou-

blions pas la diversité des territoires ! On aurait peut-être pu, sans aller au Brésil ou en Afrique où les transpositions sont plus difficiles, faire quelques pas de ce côté-là, même en se limitant à l'Hexagone, voire à l'Europe, où des territoires et des agriculteurs ne peuvent pas avoir les mêmes temps que les nôtres.

J'ai établi ma petite typologie de nos territoires contemporains : le métropolitain, le périurbain, le maillage petite ville moyenne-milieu rural encore vivant, et enfin le milieu rural marginalisé, quatre catégories que l'on trouve en Midi-Pyrénées, comme dans presque toutes les régions françaises. Je crois que l'on ne peut pas parler de la même manière du temps des agriculteurs en ces différents territoires. À l'évidence, ils n'ont pas les mêmes rythmes.

Mourir et renaître. Quelques mots maintenant sur le cœur de votre sujet. Hier, j'ai été passionné, dans les tables rondes et dans l'intervention des experts, par l'approfondissement de cette notion des temps des agriculteurs. Je ne déclinerai pas toutes les définitions ni toute la typologie qui ont pu en être données, mais je crois qu'il faut aborder de front ce rapport entre l'agriculteur et la nature. On a un peu peur d'attaquer les concepts attachés à cette notion. Il me semble, quand même, qu'un temps de l'agriculture est étroitement lié à des rythmes de la nature, au rythme des saisons, au rythme de la vie... Ainsi, ce temps est une construction de ces agriculteurs et de ces éleveurs qui existent depuis quelques millénaires. Tous ceux d'entre nous qui sont encore attachés à ce temps-là, rythmé par la vie, sont forcément angoissés aujourd'hui, car ce temps est en train de muer, pour ne pas dire disparaître. Disparaître complètement ? Certes, on bouscule les saisons, mais les fait-on disparaître ? Tout au moins est-il sûr qu'une mutation fondamentale se profile devant nous, « en gros » celle de la ville et de la mobilité, et les agriculteurs sont en première ligne pour vivre et imaginer, pour mourir et renaître, puisque ce sont les expressions qui ont été employées. Finalement, cette angoisse que nous vivons revêt un caractère existentiel.

Vous avez diabolisé les échelles supérieures. Au cours de la seconde journée, vous avez traité de l'agir et de la décision. Bien entendu, je me garderai bien de vous dire ce qu'il faut faire. Mais de la multitude de ce qui a été dit, on peut dégager quelques lignes et les ordonner. Je reprends ma casquette de géographe, qui aime bien distinguer des échelles, ce que vous avez fait assez peu.

Nous vivons à des échelles d'espace et de temps hiérarchisées, depuis le vaste monde jusqu'à l'individu, en passant par le local. Toutes ces échelles sont emboîtées, interdépendantes les unes des autres. Regardez ce panneau de l'Université d'été, il vous en donne une

idée par l'échelle des institutions : l'Europe, le Ministère, la Région, le Département, la Communauté de communes, la Commune. Notre agriculteur fonctionne dans cette série d'échelles. Du coup, les décisions que l'on doit prendre s'inscrivent dans ce contexte et ne relèvent pas toutes des mêmes ressorts.

Pour simplifier, je dirais que vous avez diabolisé les échelles supérieures. C'est une manière commune et d'une très grande commodité. L'administration est pléthorique, les politiques sont absurdes, les firmes internationales qui nous gouvernent veulent affamer les populations à coup de supermarchés... Pour ma part, je ne les encense pas, je les reconnais et j'aimerais simplement mieux les connaître pour mieux appréhender leurs décisions qui sont un peu les vôtres. Car il s'agit là de politique par excellence. Et puis, au contraire, vous avez cultivé – c'est normal, on est à Marciac, presque dans une équipe de rugby –, les décisions qui peuvent se prendre au niveau de l'individu ou du local. Et là, vous avez été excellents. ■

Et après ? Convoquer les diables !

Une dernière matinée organisée un peu au débotté, sans trop savoir ce que cela pouvait donner. Une prolongation de l'Université d'Été, pensée comme une troisième mi-temps. En clair, réunir une dernière fois tous ceux qui pouvaient s'attarder dans les parages pour tirer les leçons des deux journées passées et lancer ensemble des idées pour le sujet de l'édition 2006. Au total, c'est une soixantaine de personnes qui furent au rendez-vous, élus, agriculteurs, chercheurs, conférenciers... Et comme pour renchérir sur les propos de Armand Frémont, tout ce monde là se parlant.

Voler haut... et atterrir. C'est du dosage dont il est d'abord question : fallait-il être moins « universitaire », ou, au contraire, devait-il y avoir plus de philosophie ? C'est une agricultrice de la Brie, Anne Seingier, qui résumera le débat : « Sur le contenu, je souhaite que vous continuiez à voler haut. Et même si je n'ai pas tout saisi, cela me donne envie, en rentrant chez moi, d'aller y voir de plus près et de lire des choses autres. Cela dit, il faut voler... et atterrir ! »

Pour un débat de niveau élevé, d'accord, renchérit un collègue, mais à condition de drainer plus de jeunes agriculteurs, trop peu présents à son goût. Normal, juge Pascal Seingier, « Les jeunes ont des emprunts et des enfants. Pour eux, l'Université d'Été peut être perçue comme du temps perdu. Moi-même, je ne serais sans doute pas venu il y a 20 ans. Pour qu'ils viennent, il faut leur apprendre à être curieux, leur dire que dans les cercles d'échanges, nous pouvons tous parler ensemble et que l'après-midi, nous apprenons. Pour ma part, j'ai envie d'apprendre ». Mieux informer les agriculteurs, donc, mais convier aussi le reste de la société. Pour Mathieu Calame, « Les sociétés rurales ayant pris à bras le corps les questions de la société, c'est un tapis rouge qui s'offre à nos réflexions. Car répondre à la demande de la société, c'est s'assurer un avenir ». Patrick Legrand renchérit : selon le directeur

de la Mission Environnement Société de l'Inra, « Marciac est un bon thermomètre pour repérer les évolutions de la société, mais il faut accentuer la diversification des publics ».

Des désaccords qui font l'unanimité. L'avenir, la réflexion... Tout cela, c'est bien joli, mais « Une Université telle que celle-ci, réalisée avec des financements locaux, à quoi ça sert ? » interroge Michel Dubourg, agriculteur et membre du groupe de réflexion local. Une préoccupation que précise Francis Daguzan, Conseiller général et Vice-Président de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers : « J'aimerais qu'on puisse valider ce que l'on apprend ici pour que cela nourrisse utilement les collectivités locales partenaires. Car nous avons, entre autres, un souci que l'on ne peut ignorer : celui du retour sur investissement. Quitte à aborder, dans les sujets à venir, des idées qui fâchent ».

Des idées qui fâchent ? La proposition est saisie au vol et fera l'unanimité. Ainsi, pour le président du centre Inra de Toulouse, Hervé Ossard, « L'Université d'Été de Marciac est, à ma connaissance, le seul endroit en France où l'on peut à ce point discuter et approfondir des notions difficiles, voire où l'on peut, effectivement, traiter des sujets d'affrontement ».

Une proposition qui répond à une interrogation de l'industriel Bernard Valluis : « Cette Université est une création collective, où règne le plaisir d'être ensemble... Mais, finalement, l'atmosphère n'est-elle pas trop consensuelle ? Il ne faudrait pas rejeter, effectivement, les sujets de conflits... Et dans ce cas, allons plus loin : pourquoi ne pas convoquer les diables ? »

Des diables à inviter, certes, mais qui, pour Patrick Legrand, peuvent prendre le visage des instances européennes, des coopératives agricoles, des banques, des syndicats... Reste seulement à traiter les problématiques sans tomber dans l'angélisme.

Quelques réunions automnales, des coups de sonde lancés ici et là et de plus longs entretiens menés avec des intervenants pressentis permirent ensuite de valider un contenu dessiné collectivement. ■

12^e Université d'Été de l'Innovation rurale

Comment débattre des sujets qui fâchent ?

MERCREDI 9 AOÛT 2006

Pourquoi tant de conflits ?

De 9h30 à 18h. Avec des exposés de psychologues, historiens et économistes, des cercles d'échanges, une séquence controversée sur le cas de OGM, des débats en plénière et la lecture des arguments par plusieurs chercheurs.

JEUDI 10 AOÛT 2006

Quelles issues pour la décision ?

De 10h00 à 18h. Les controverses actuelles, temps d'arrêt ou moteur de la décision : deux interventions introductives, les cercles d'échanges, une séquence controversée sur les territoires et la mondialisation et des débats en plénière, avant la conclusion du grand témoin.

VENDREDI 11 AOÛT 2006

La Conversation

De 10h30 à 12h30. Deux heures d'échanges pour faire le bilan, dessiner des pistes pour l'action collective et la décision publique et défricher le sujet de l'édition suivante.